

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**RECUEIL DES**

**INSTRUCTIONS**  
**ET CIRCULAIRES**

**2006**



# S O M M A I R E

N°	Date	Objet	Page
<b>Instructions</b>			
1	23/01/2006	Pénalité libératoire sur chèques impayés.	9
2	07/02/2006	Modalités d'alimentation et de dégagement des caisses des comptables publics dans le cadre du système RTGS-ARTS.	10
3	28/02/2006	Modalités de traitement automatisé des chèques déposés à l'encaissement (mise en œuvre du système de la compensation).	11
4	11/03/2006	Arrêté mensuel des écritures des receveurs des régies financières.	14
5	15/03/2006	Transport au compte de résultats du Trésor des dépenses imputées au compte 510.007 « avances diverses des receveurs des régies financières, des trésoriers des communes et des trésoriers des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires à régulariser ».	15
6	15/03/2006	Modalités de comptabilisation du produit de la fiscalité pétrolière dans le cadre de la mise en œuvre du système ARTS-RTGS.	17
7	06/03/2006	Mode d'accès par Modem des demandes de réservation en monnaie fiduciaire.	19
8	18/03/2006	Comptabilisation des produits miniers.	22
9	26/04/2006	Imputation des quotes-parts revenant au budget de l'Etat sur les taxes de sauvegarde de l'environnement.	23
10	26/04/2006	- Prêt « Fonds Saoudien de Développement». - Ouverture de comptes.	24
11	26/04/2006	Transport au compte de résultats du Trésor des dépenses imputées au compte 510.007« avances diverses des receveurs des régies financières, des trésoreries des communes et des trésoreries des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires à régulariser ».	25
13	02/05/2006	- Gestion comptable du Centre de Facilitation des petites et moyennes entreprises. - Création du sous-compte n°38 au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier ».	26
14	02/05/2006	Modalités de comptabilisation du produit de la fiscalité pétrolière dans le cadre de la mise en œuvre du système ARTS-RTGS.	28
15	13/05/2006	- Modalités d'application des dispositions de l'article 59 de la loi n°05-16 du 31 décembre 2005 portant loi de finances pour 2006. - dévolution des prérogatives de recouvrement forcé aux Trésoriers des communes, des Secteurs Sanitaires et des Centres Hospitalo-Universitaires.	30
16	15/05/2006	- Fonctionnement du compte 302.069 "Fonds spécial de solidarité nationale". - Modalités d'exécution des dépenses relatives à l'aide de l'Etat dans le cadre de la tragédie nationale.	35
17	15/05/2006	- Fonctionnement du compte 302.075 "Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme ». - Modalités d'exécution des dépenses inhérentes aux indemnisations des victimes de la tragédie nationale.	37
18	24/06/2006	Comptabilisation des Produits Miniers.	39

19	2/07/2006	Fonds de contrepartie Algéro-Italien.	40
20	10/07/2006	Fonctionnement du Compte d'affectation spéciale n° 302.121 «Fonds National de Régulation de la production Agricole»	42
22	22/08/2006	Mobilisation de créances et règlement des intérêts moratoires résultant de l'exécution de marchés publics nantis au profit de la caisse de garantie des marchés publics.	43
23	30/08/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.123 "Fonds national du patrimoine culturel».	44
24	30/08/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.124 "Fonds national de mise à niveau des PME ».	46
25	30/08/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.084 "Fonds spécial pour la promotion des exportations"	48
26	30/08/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.121 "Fonds national de régulation de la production agricole".	49
27	02/09/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.065 "Fonds National pour l'environnement et la dépollution".	50
28	02/09/2006	- Prêt " Fonds Saoudien de Développement n412/15" " Financement du projet de réhabilitation de l'habitat social à Alger" - Ouverture de comptes.	51
29	2/10/2006	Fonctionnement du Compte d'affectation spéciale n° 302.067 « Fonds National de développement de l'investissement Agricole ».	52
30	09/10/2006	Gestion comptable de l'Ecole Nationale Supérieure du Tourisme. - Création du sous-compte n° 57 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».	54
31	4/11/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.050 « Fonds national du logement» - ouverture de lignes.	56
32	4/11/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.062 « Bonification du taux d'intérêt» -ouverture de lignes.	57
33	4/11/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.067 « Fonds National de régulation et de développement agricole » -ouverture de lignes.	58
34	4/11/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.080 « Fonds National d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture » -ouverture de lignes.	59
35	4/11/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102 « Fonds de promotion de la compétitivité industrielle» -ouverture de lignes	60
36	4/11/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe» -ouverture de lignes.	61
37	06/11/2006	Clôture de lignes au sein du compte n°402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».	62
38	08/11/2006	Gestion comptable de l'Agence Nationale des Changements Climatiques. - Création du sous-compte n° 04 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux service financier ».	63

39	8/11/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.111 «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession» -ouverture de lignes.	65
40	14/11/2006	Gestion comptable de l'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel. - Création du sous-compte n° 05 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux –service financier ».	67
41	14/11/2006	Gestion comptable du Centre National des Manuscrits sis à Adrar. - Création du sous-compte n° 07 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux –service financier ».	69
42	20/12/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.107 "Fonds d'appui à l'investissement".	71
43	20/12/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.122 "Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes".	73
44	20/12/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.103 "Fonds de régulation des recettes".	75
45	20/12/2006	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102 "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle".	76
46	25/12/2006	Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.062 « Bonification du taux d'intérêt» -ouverture de lignes.	78
47	25/12/2006	Modalités d'application des dispositions de la convention régissant les relations entre le trésor et les services d'Algérie Poste en matière de paiement des pensions algériennes et MDPEs.	79
<b>Circulaires</b>			
01	21/02/2006	Codification des Ordonnateurs.	85
02	19/11/2006	Codification des ordonnateurs.	86
03	10/12/2006	Sécurité des postes comptables	87
04	25/12/2006	Codification des ordonnateurs	90

# INSTRUCTIONS

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 01 DU 23/01/2006

**O B J E T :** Pénalité libératoire sur chèques impayés.

**R E F E R :** Loi 05-02 du 06/02/2005 modifiant et complétant l'ordonnance n°75-59 du 26/09/1975 portant code de commerce et notamment son article 526 bis alinéas 4 et 5.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions de l'article 526 bis alinéas 4 et 5 de la loi visée en référence, ont institué au profit du budget de l'Etat, une pénalité libératoire sur chèques impayés.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation du produit précité.

### II-DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre l'individualisation dans les écritures des trésoriers de wilaya, du produit de la pénalité libératoire sur chèques impayés, il est ouvert au sein du compte 201.007 « produit divers du budget » la ligne ci-après :

**- Ligne 103 :** « Pénalité libératoire sur chèques impayés ».

Cette ligne sera retracée dans les registres auxiliaires des comptes publics assignataires et ne figurera pas en tant que telle dans la nomenclature des comptes du Trésor.

L'imputation définitive à la ligne 103 du compte 201.007, du montant du produit de la pénalité libératoire est effectuée par le comptable assignataire après émission d'un titre de perception par les services de la Direction du Commerce de wilaya.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**ERRATUM 02 DU 7/02/2006 A L'INSTRUCTION N°48  
DU 11 DECEMBRE 2005**

**O B J E T :** Modalités d'alimentation et de dégagement des caisses des comptes publics dans le cadre du système RTGS-ARTS.

**II- DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE RETRAITS DE FOND**

**C) Au niveau de la succursale :**

**Au lieu de :**

La remise de fonds s'effectuera ..... aux lieu et place du chèque traditionnel émis sur la Banque d'Algérie.

**Lire :**

La remise de fonds s'effectuera au niveau du siège de la Banque d'Algérie auprès duquel le trésorier ou son représentant dûment accrédité se présentera muni du numéro d'identification de l'opération de réservation et du chèque traditionnel émis sur la Banque d'Algérie.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

Trésorerie Principale  
Agence Comptable Centrale du Trésor  
Trésorerie Centrale  
Trésoreries de wilaya

Pour information :

Cour des Comptes  
Inspection Générale des Finances  
Inspection des Services Comptables  
Direction Générale du Trésor  
Directions Régionales du Trésor



## INSTRUCTION N° 03 DU 28/02/2006

**OBJET :** Modalités de traitement automatisé des chèques déposés à l'encaissement (mise en œuvre du système de la compensation).

**REFER :** Convention Banque d'Algérie - DGC en date du 12 février 2006 régissant à titre provisoire les modalités de traitement dans le système de télécompensation inter-bancaire dit « ATCI » des chèques remis par le Trésor Public.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

Dans le cadre du projet de modernisation des systèmes de traitement des paiements de masse, la convention visée en référence régleme à titre provisoire les modalités de traitement automatisé des chèques déposés et reçus par le Trésor Public.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de prise en charge des chèques durant la phase transitoire au titre de la télécompensation.

Il s'agit notamment :

- des chèques tirés sur les participants au système de compensation des paiements de masse, au profit du Trésor Public ;
- des chèques tirés sur les caisses du Trésor Public présentés par les participants au système.

Le Trésor Public en sa qualité de participant indirect est représenté par la Banque d'Algérie, au système de compensation des paiements de masse.

### II - REMISE DES CHEQUES NORMALISES DEPOSES A L'ENCAISSEMENT

#### II - 1 - Rôle du correspondant du Trésor

La remise des chèques normalisés et la réception des chèques Trésor remis à l'encaissement par les banques auprès de la Banque d'Algérie, est effectuée par un correspondant du Trésor désigné par le chef de poste concerné (trésorier central, trésorier principal, trésorier de wilaya) et dûment accrédité par ce dernier auprès de l'institution financière précitée.

Le correspondant du Trésor est chargé de :

#### En phase aller :

- déposer les chèques émis au profit du Trésor à remettre à l'encaissement ;
- remettre les rejets de chèques tirés sur le Trésor afférents aux opérations précédemment reçus ;
- recevoir les enregistrements des données et images des opérations tirées sur la caisse du poste comptable (trésorerie centrale, trésorerie principale, trésorerie de wilaya).

### **En phase retour :**

- récupérer les rejets émis par les autres participants sur les opérations précédemment remises en phase aller ;
- recevoir les chèques traités et admis à l'encaissement ;
- recevoir les comptes rendus d'opération générés par le système de compensation des paiements de masse.

Les chèques bancaires traités et admis à l'encaissement au profit du Trésor sont restitués par la Banque d'Algérie contre décharge à la trésorerie remettante, chargée de leur acheminement vers les banques tirées.

## **II - 2 - Horaires de remise et de réception**

Les remises et récupérations des chèques normalisés sont effectuées auprès de la Banque d'Algérie par le correspondant du Trésor selon l'horaire indiqué ci-après :

- Matin : avant 10h30.
- Après midi : entre 15h30 et 16h.

Cet horaire peut faire l'objet d'une modification en cas de nécessité. La Banque d'Algérie informera en temps opportun la Direction Générale de la Comptabilité de toute modification susceptible d'intervenir en la matière.

## **II - 3 - Modalités de remise des chèques**

Les remises de chèques sont présentées sous bordereaux distincts selon qu'il s'agit de chèques émis en règlement d'impôts, droits et taxes ou de chèques fonds particuliers.

Ces bordereaux selon modèle standardisé, établis en trois (03) exemplaires doivent comporter :

- le numéro d'ordre séquentiel des chèques inscrits sur le bordereau ;
- le numéro du chèque ;
- la date d'établissement du chèque ;
- la banque tirée avec le code agence,
- le montant du chèque,
- le nom du tireur ;
- la date ;
- la signature,
- le montant arrêté en chiffres et en lettres.

Un exemplaire des bordereaux est conservé par la Banque d'Algérie. Le deuxième exemplaire est remis par la Banque d'Algérie au correspondant du Trésor et vaut accusé de réception de la remise.

Le troisième et dernier exemplaire servira de décharge lors de la restitution des chèques à la trésorerie concernée par la Banque d'Algérie et après leur traitement par celle-ci. Ces chèques sont ensuite acheminés par le trésorier concerné vers les banques tirées.

## **III - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHEQUES NON NORMALISES**

Les chèques non normalisés et déjà émis à la date de la présente instruction sont exclus du système de compensation des paiements de masse

A titre transitoire et pour une période limitée, les chèques de l'espèce doivent être déposés sous bordereau spécial et font l'objet d'un traitement particulier et d'un échange en chambre de compensation manuelle.

#### IV - DISPOSITIONS DIVERSES

La Banque d'Algérie remet aux services du Trésor contre décharge, les fichiers relatifs :

- aux opérations tirées sur la caisse des postes comptables concernés du Trésor aux fins de vérification ;
- aux différents rejets des autres participants.

Ces fichiers de données et/ou images seront remis sur support magnétique et pourront être exploités à partir d'un PC muni du logiciel adéquat fourni par la Banque d'Algérie.

Par ailleurs, le poste comptable du Trésor remet à la Banque d'Algérie contre décharge, les rejets de chèques dûment motivés afférents aux opérations précédemment reçues.

Cette remise s'effectue sur un support magnétique directement exploitable dans le système de compensation des paiements de masse.

Les rejets de chèques Trésor effectués par les trésoriers doivent impérativement parvenir à la Banque d'Algérie au plus tard à 10h30 du jour de règlement des opérations concernées.

Passé ce délai, le montant des rejets est imputé par la Banque d'Algérie au compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie et la contrepartie de cette opération de débit sera mise à la charge du comptable public assignataire, qui doit en poursuivre la régularisation conformément aux procédures réglementaires en vigueur.

La Banque d'Algérie met à la disposition des postes comptables du Trésor

des états statistiques générés par le système de télécompensation ainsi que des avis de crédit et de débit relatifs aux opérations remises et reçues.

Un état de rapprochement des mouvements mensuels d'opérations effectuées dans le cadre des dispositions de la présente instruction à travers le compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie est établi par les postes comptables du Trésor.

S'agissant d'opérations réalisées dans le cadre du nouveau système de compensation, les états de rapprochement (NC1) établis mensuellement par les trésoriers et visés pour accord, par les services de la banque d'Algérie, ne doivent en principe, comporter aucun avis de débit ou de crédit attendus.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction

**Signé K.LAKHDARI**

Directeur de la Réglementation Comptable

#### DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie centrale
- Trésorerie principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Direction générale du Trésor
- Direction générale du Budget
- Agence comptable centrale du Trésor
- Directions régionales du Trésor
- Banque d'Algérie
- Banque Nationale d'Algérie
- Banque Extérieure d'Algérie
- Banque de l'Agriculture et du Développement Rural
- Banque de Développement Local
- Crédit Populaire d'Algérie
- Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 04 DU 11/03/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT  
LES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION N°78  
DU 17/08/1991 MODIFIEE ET COMPLETEE**

**O B J E T :** Arrêté mensuel des écritures des receveurs des régies financières.  
**R E F E R :** Décret exécutif n°02.303 du 28/09/2002 modifiant et complétant le décret exécutif n°91.60 du 23/02/1991, modifié et complété, déterminant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale.  
Instruction n°78 du 17 août 1991.

Les dispositions du décret visé en référence, ont créé la direction des grandes entreprises.

La recette de la direction des grandes entreprises est un poste comptable rattaché au plan comptable à la trésorerie de la wilaya d'Alger.

Pour permettre l'arrêté des écritures de fin de mois de la recette précitée, les dispositions du titre I chapitre 2 de l'instruction n°78 du 17/08/1991 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

**SECTION 3: ARRÊTÉ D'ÉCRITURES DE FIN DE MOIS**

Les receveurs..... (sans changement jusqu'à ) ..... 25 du mois.

En ce qui concerne la recette de la direction des grandes entreprises, l'arrêté des écritures est fixé au 31 du mois.

**SECTION 4 : DOCUMENTS PÉRIODIQUES**

Après l'arrêté ..... (sans changement jusqu'à)..... au trésorier de wilaya de rattachement.

La balance mensuelle des comptes et lignes de la recette des grandes entreprises, est adressée au trésorier de la wilaya d'Alger, au plus tard le 02 de chaque mois.

Le reste des dispositions de l'instruction n°78 du 17/08/1991 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie de la wilaya d'Alger

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction générale des impôts ( et notification à la recette des grandes entreprises)
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 05 DU 11/03/2006

**O B J E T :** Transport au compte de résultats du Trésor des dépenses imputées au compte 510.007 « avances diverses des receveurs des régies financières, des trésoriers des communes et des trésoriers des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires à régulariser ».

**R E F E R :** - Loi n°05.16 du 31/12/2005 portant loi des finances pour 2006, notamment son article 76.

Les dispositions de l'article 76 de la loi de finances pour 2006, ont prescrit le transport au compte de résultats du Trésor, des dépenses à caractère budgétaire imputées dans les écritures des receveurs des régies financières, des trésoriers des communes et des trésoriers des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires, au compte 510.007 « avances diverses des receveurs des régies financières à répartir » et qui n'ont pu donner lieu à une régularisation à la date du 31 décembre 2003, faute de crédits budgétaires.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de comptabilisation des opérations entrant dans ce cadre.

### I- DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la réalisation des opérations découlant de l'article 76 de la loi de finances pour 2006, les receveurs des régies financières et les trésoriers des communes et des centres hospitalo-universitaires, établissent un état énumérant les dépenses de l'espèce et qui demeurent à la date du 31 décembre 2003, abritées au comptes 510.007.

Ces états doivent être visés par les directeurs des impôts de wilaya respectifs de rattachement.

Les pièces justificatives afférentes à ces opérations doivent être conservées au niveau des comptables concernés, aux fins de contrôle par les institutions et organes habilités.

Le versement des dépenses de l'espèce aux trésoriers de wilaya de rattachement, donne lieu à la passation des écritures comptables suivantes :

- Au niveau des régies financières et trésoriers des communes et des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires.

-Débit compte 520.004-520.005-520.006-520.010 selon le cas  
-Crédit compte 510.007

- Au niveau des trésoriers de wilaya

Dés réception du transfert de dépenses et sur la base des états cités ci-dessus, les trésoriers de wilaya de rattachement procèdent aux écritures comptables suivantes :

- Débit compte 212.001 « Paiement à imputer P/C dépenses ordinaires du budget »
- Crédit compte 520.004-520.005-520.006-520.010 selon le cas

Les montants imputés par les trésoriers de wilaya au compte 212.001, feront l'objet d'un apurement au compte 530.031 « opérations à imputer P/C ordre de centralisation et d'apurement de fin d'année » par la passation des écritures ci-après :

- Débit compte 530.031
- Crédit compte 212.001

A la réception des états qui lui sont adressés par les trésoriers de wilaya, l'agent comptable central du Trésor, procédera aux opérations de comptabilisation des montants en question, au compte de résultats du Trésor.

Il demeure entendu que les dépenses imputées à la date du 31 décembre 2003 au compte 510.007, devant faire l'objet d'un transfert au compte de résultats du trésor, ne doivent en aucun cas se rapporter à des opérations de dépenses présentant un caractère irrégulier, susceptible de mettre en jeu la responsabilité des comptables publics concernés.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

#### **DESTINATAIRES :**

##### Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésoreries de wilaya ( et notification aux trésoriers des communes et trésoriers des secteurs sanitaires et centres hospitalo-universitaires)

##### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction générale des impôts (et notification aux receveurs des impôts)
- Direction générale des domaines (et notification aux receveurs des domaines)
- Direction Générale des Douanes (et notification aux receveurs des douanes)
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie principale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 06 DU 15/03/2006

**O B J E T :** Modalités de comptabilisation du produit de la fiscalité pétrolière dans le cadre de la mise en œuvre du système ARTS-RTGS.

**R E F E R :** Règlement n°05-04 du 13/10/2005 portant sur le système de règlements bruts en temps réel de gros montants et paiement urgents.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de comptabilisation du produit de la fiscalité pétrolière.

Le versement au Trésor de ce produit sera désormais réalisé selon les nouvelles procédures édictées par le système ARTS-RTGS, en matière de virements des gros montants.

Dans ce cadre, au lieu de la remise de chèques bancaires habituels, la SONATRACH donnera ordre à la banque primaire de virer le montant dont il s'agit au profit du compte courant du Trésor ouvert dans les écritures de la Banque d'Algérie.

### I- DISPOSITIONS COMPTABLES

A la réception de l'avis de crédit transmis par la Banque d'Algérie, dans ce cadre, l'ACCT procédera, à la passation de l'écriture comptable ci-après :

- débit compte 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie »
- crédit compte 500.033/01 « opérations spéciales à transférer par l'ACCT aux comptes principaux »

Le bordereau de transfert y afférent établi par l'ACCT est adressé par ce dernier au trésorier de la wilaya d'Alger le jour même par voie de fax.

Dés réception du bordereau sus visé, le trésorier de la wilaya d'Alger procédera au transfert du montant du produit de la fiscalité pétrolière, à la recette des impôts concernée (Direction des Grandes Entreprises), aux fins d'imputation au compte budgétaire approprié.

Dans ce cadre, les écritures comptables suivantes sont décrites :

#### **a) Au niveau du trésorier de la wilaya d'Alger**

- débit compte 500.033/02
- crédit compte 520.004 « compte courant entre receveurs des impôts et trésoriers de wilaya ».

## **b) Au niveau de la recette de la Direction des Grandes Entreprises**

A la réception du récépissé de couverture établi par le trésorier de wilaya, le receveur concerné décrira les opérations ci-après :

- débit compte 520.004
- crédit compte 201.011 « produit de la fiscalité pétrolière »

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### **DESTINATAIRES :**

#### Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de la wilaya d'Alger

#### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts ( et notification à la recette de la Direction des Grandes Entreprises)
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya



MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N°7 DU 15/03/2006

**O B J E T :** Mode d'accès par Modem des demandes de réservation en monnaie fiduciaire.

**R E F E R :** Instruction n°48 du 10/12/2005.

Dans le cadre de la mise en exploitation du système ARTS, l'instruction n°48 du 10/12/2005 a arrêté la procédure d'envoi, de consolidation et de confirmation des demandes de réservation en monnaie fiduciaire.

Afin d'améliorer ce mode de traitement et permettre aux trésoriers demandeurs d'accéder aux informations relatives au traitement de ces demandes, un serveur de réception est mis en place au niveau de l'agence comptable central du Trésor.

Le nouveau mode d'accès et d'utilisation de ce logiciel est décrit ci-dessous.

Les trésoriers doivent utiliser le matériel dont ils disposent à savoir :

- 1) PC windous XP
- 2) Imprimante configurée
- 3) Modem
- 4) Ligne téléphonique

A l'instar de la procédure d'envoi par modem des données comptables (TR6 et NC13) avec laquelle, les comptables se sont déjà familiarisés, la transmission des demandes de réservations émises dans le cadre du système ARTS, doit obéir au procédé informatique suivant :

### A) TRAVAIL PRELEMINAIRE :

- Configurer le modem
- Créer une connexion sous le nom « ACCT »
- Créer son raccourci sur bureau

Lors de la création de la connexion, insérer :

- Nom de l'utilisateur : soit : .....
- Mot de passe : soit : .....

Numéro de téléphone affecté à votre poste comptable.

- Cliquer sur connecter
- Le modem va se connecter au serveur de l'ACCT
- Il vous sera affiché « CONNECTION ETABLIE »

Cliquer sur Internet explorer et saisir le site <https://192.168.200.101>

- Tapez « Entrée »

Une fenêtre d'authentification s'affichera

- Cliquez sur « oui »

Insérez votre identifiant (soit le nom de la TW en minuscules)  
Et le mot de passe sera porté à votre connaissance individuellement.

Dès réalisation de ces commandes, la connexion avec la base de donnée installée au niveau de l'agence comptable centrale du Trésor est en principe effectuée.

## **B)- FORMALISATION DE LA DEMANDE :**

02 (deux) options s'afficheront sur votre écran à savoir :

1- ENVOYER UNE DEMANDE

2- CONSULTER UNE CONFIRMATION

## **B) ENVOI D'UNE DEMANDE :**

Cliquez sur : ENVOYER UNE DEMANDE

- La demande de réservation doit impérativement être numérotée et permettra au trésorier de consulter ultérieurement la base de donnée mise à sa disposition au niveau de ce serveur.

- Cette demande doit être remplie correctement

Dans le cas où la demande comporterait la mention néant, inscrire au lieu et place du montant en chiffre 0 (zéro en chiffre) et au lieu et place des lettres, la mention néant.

- La commande (RETABLIR) permet en cas d'erreurs, de refaire la procédure de saisie.

Aux termes de ces commandes, CLIQUER sur la commande « ENVOYER », un tableau s'affichera sur votre écran, et vous permettra de vérifier l'exactitude des données saisies sur votre demande.

Cliquez sur la commande « VALIDER ».

Votre demande de réservation est ainsi transmise avec succès à l'ACCT.

## **C) CONSULTATION DE LA CONFIRMATION :**

Pour vérifier si la demande de réservation est confirmée il y a lieu d'effectuer les commandes suivantes :

(A (J+1) entre 13h et 16h30).

Cliquez sur : CONSULTER UNE CONFIRMATION

Saisir le numéro de votre demande

- Votre confirmation s'affichera sur votre écran comportant le numéro d'identification de l'opération de réservation effectuée à votre profit.
- Le numéro d'identification vaut signature de l'ACCT.
- Il appartient au trésorier de l'imprimer au lieu et place de celle reçue précédemment par voie de fax.

Afin d'éviter toute difficulté pouvant surgir au cours de la réalisation de ces opérations, les trésoriers sont tenus de veiller :

- Personnellement à l'utilisation des numéros de lignes qui leur sont affectées.
- Au suivi strict du procédé de connexion.
- A l'utilisation du mot de passe de son poste comptable dont la divulgation est sous sa responsabilité.
- A ce que les indications portées sur leur demandes d'alimentations soient précises et conformes.
- A ce que les demandes parviennent à l'ACCT aux dates et heures prévues par l'instruction n°48.

Dans le cas où cette transmission est inopérante, il y a lieu de procéder à titre exceptionnel à son envoi par voie de fax dont les numéros indiqués ci-dessous sont prévus à cet effet :

- 021.63.70.86 - 021.64.32.72
- 021.63.73.19 – 021.63.71.22

Ce nouveau mode de transmission doit être utilisé par les trésoriers pendant une période de test en parallèle avec celui prévu par les dispositions de l'instruction n°48 du 10/12/2005.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

**INSTRUCTION N° 08 DU 18/03/2006**

---

**O B J E T :** Comptabilisation des produits miniers.

**R E F E R :**

- Loi n° 01.10 du 03/ 07/ 2001 portant loi minière.
- Décret exécutif n° 02.471 du 24/ 12 / 2002 fixant la répartition des revenus de la redevance d'extraction et de la taxe superficielle entre le Fonds du Patrimoine Public Minier et le Fonds Commun des Collectivités Locales, au profit des Communes.
- Arrêté interministériel du 29/04/2003 portant application de l'article 155 de la loi minière, fixant les modalités de paiement de tous droits, redevances ou pénalités.
- Note n° 453/MF/DOF/SDR/B1 du 05/03/2006.

Pour permettre la comptabilisation et la répartition des droits et taxes au titre des produits miniers, il est ouvert au sein du compte 500.019 « transfert produits de taxes au trésorier principal pour compte Fonds Commun des Collectivités Locales », la ligne ci- après :

**Ligne 14 :** « Produit de 40% des adjudications des titres miniers »

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes  
- Inspection Générale des Finances  
- Inspection des Services Comptable  
- Direction Générale du Budget  
- Direction Générale du Trésor  
- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)  
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable  
- Directions Régionales du Trésor  
- Agence Comptable Centrale du Trésor  
- Trésorerie Centrale  
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

**INSTRUCTION N° 09 DU 26/04/2006**

---

**O B J E T :** Imputation des quotes-parts revenant au budget de l'Etat sur les taxes de sauvegarde de l'environnement.

**R E F E R :** - Loi n°01/21 portant loi de finances pour 2002 notamment ses articles 203,204 et 205.

Pour permettre l'individualisation dans les écritures des trésoriers du produit des quotes-parts revenant au budget de l'état sur les taxes de sauvegarde de l'environnement, instituées par les articles 203, 204 et 205 de la loi de finances pour 2002, il est ouvert au sein du compte 201.007 « produit divers du budget » la ligne ci-après :

- **Ligne 104** : « quotes-parts revenant au budget de l'état sur les taxes de sauvegarde de l'environnement ».

Cette ligne sera retracée dans les registres auxiliaires des comptables publics assignataires et ne figure pas en tant que telle dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 10 DU 26/04/2006

**O B J E T** : - Prêt « Fonds Saoudien de Développement».  
- Ouverture de comptes.

A l'effet de permettre la comptabilisation dans les écritures de l'Agent Comptable Central du Trésor (ACCT) des opérations découlant de l'accord de prêt intervenu entre l'Algérie et le Fonds Saoudien de Développement (FSD), il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein des comptes 335.017 et 432.048 bis les lignes suivantes :

- **Ligne 009** : « Prêt FSD n°380/09 « Financement du projet de l'habitat social à Constantine »
- **Ligne 010** : « Prêt FSD n°410/13 « Financement du projet de l'habitat social dans la wilaya d'Oran et Mostaganem »
- **Ligne 011** : « Prêt FSD n°411/14 « Financement du projet de construction et d'équipement de 05 lycée et d'une école fondamentale dans plusieurs wilaya »
- **Ligne 012** : « Prêt FSD n°423/16 « Financement du projet de construction et d'équipement de dix sept établissements secondaires et moyens dans la wilaya de Boumerdès »
- **Ligne 013** : « Prêt FSD n°424/17 « Financement du projet de construction et d'équipement de deux Centres de Formation Professionnelle dans la wilaya de Boumerdès »
- **Ligne 014** : « Prêt FSD n°429/18 « Financement du projet de construction de 1000 logements dans la wilaya de Boumerdès »
- **Ligne 015** : « Prêt FSD n°430/19 « Financement du projet de construction et d'équipement de l'hôpital de Thenia de la wilaya de Boumerdès ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**ERRATUM N° 11 DU 26 AVRIL 2006  
A L'INSTRUCTION N° 05 DU 11/03/2006**

**O B J E T :** Transport au compte de résultats du Trésor des dépenses imputées au compte 510.007  
« avances diverses des receveurs des régies financières, des trésoreries des communes et  
des trésoreries des secteurs sanitaires et des centres hospitalo-universitaires à régulariser ».

**I - DISPOSITIONS COMPTABLES**

**- Au niveau des trésoriers de wilaya**

- Au lieu de :

Les montants imputés par les trésoriers de wilaya par la passation des écritures ci-après :

- Débit compte 530.031
- Crédit compte 212.001

- Lire :

Les montants imputés par les trésoriers de wilaya au compte 212.001, feront l'objet d'un apurement au compte 530.002 « compte d'ordre de centralisation et d'apurement de fin d'année » par la passation des écritures ci-après :

- Débit compte 530.002
- Crédit compte 212.001

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésoreries de wilaya ( et notification aux trésoriers des communes et trésoriers des secteurs sanitaires et centres hospitalo-universitaires)

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction générale des impôts (et notification aux receveurs des impôts)
- Direction générale des domaines (et notification aux receveurs des domaines)
- Direction Générale des Douanes (et notification aux receveurs des douanes)
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie principale

## INSTRUCTION N° 13 DU 02 MAI 2006

- OBJET :**
- Gestion comptable du Centre de Facilitation des petites et moyennes entreprises.
  - Création du sous-compte n°38 au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier ».
- Références :**
- Décret exécutif n°03-79 du 25 février 2003 fixant la nature juridique, les missions et l'organisation des centres de facilitation des petites et moyennes entreprises.
  - Décrets exécutifs n°03-389 au n°03-402 du 30 octobre 2003 portant création des centres de facilitation de : Chlef, Laghouat, Bejaia, Blida, Alger, Jijel, Sétif, Sidi Bel Abbès, Constantine, Oran, Boumerdès, El Oued, Tipaza et de Ghardaïa.
  - Arrêtés n°10 au n° 23 du 19/04/2006 portant désignation des trésoriers de wilaya de Chlef, Laghouat, Bejaia, Blida, Alger, Jijel, Sétif, Sidi Bel Abbès, Constantine, Oran, Boumerdès, El Oued, Tipaza et de Ghardaïa, en qualité d'agents comptables auprès respectivement des Centres de Facilitation créés par les décrets exécutifs précités.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Les décrets exécutifs visés en référence, ont créé des centres de facilitation régis par les dispositions du décret exécutif n°03-79 du 25 février 2003 cité ci-dessus.

En vertu de l'article 2 du décret exécutif n°03-79 du 25 février 2003, les centres de facilitation sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêtés n°10 à 23 du 19/04/2006, les trésoriers de wilaya de Chlef, Laghouat, Bejaia, Blida, Alger, Jijel, Sétif, Sidi Bel Abbès, Constantine, Oran, Boumerdès, El Oued, Tipaza et de Ghardaïa, ont été désignés en qualité d'agents comptables auprès des centres sus-cités.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières des centres précités, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « wilayate et établissements de wilaya –service financier » le sous-compte 38 intitulé « Centre de Facilitation des Petites et Moyennes Entreprises».

**Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :**

- 381 : Exercice courant,
- 383 : OHB.



**Le sous-compte 38 enregistre :**

**En recettes :**

- les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales ou les organismes et établissements publics nationaux ;
- les subventions des organismes internationaux, après autorisation des autorités concernées ;
- les dons et legs.

**En dépenses :**

les dépenses de fonctionnement.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

**Pour exécution :**

- Trésoreries de wilaya
- Agence comptable centrale du Trésor

**Pour information :**

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésorerie principale

**INSTRUCTION N° 14 DU 2/05/2006 MODIFIANT  
ET COMPLETANT L'INSTRUCTION N°06 DU 15/03/2006**

**O B J E T :** Modalités de comptabilisation du produit de la fiscalité pétrolière dans le cadre de la mise en œuvre du système ARTS-RTGS.

**R E F E R :** Règlement n°05-04 du 13/10/2005 portant sur le système de règlements bruts en temps réel de gros montants et paiement urgents.

Le versement au Trésor du produit de la fiscalité pétrolière, sera désormais réalisé selon les nouvelles procédures édictées par le système ARTS-RTGS, en matière de virements des gros montants.

Dans ce cadre, au lieu de la remise de chèques bancaires habituels, la SONATRACH donnera ordre à sa banque primaire de virer le montant dont il s'agit au profit du compte courant du Trésor ouvert dans les écritures de la Banque d'Algérie.

Cette société déposera simultanément auprès du receveur de la Direction des Grandes Entreprises, les déclarations appuyées des avis de débit générés par le système RTGS.

**I- DISPOSITIONS COMPTABLES**

A la réception de l'avis de crédit transmis par la Banque d'Algérie, dans ce cadre, l'ACCT en transmettra immédiatement une copie au receveur de la Direction des Grandes Entreprises et procédera, à la passation de l'écriture comptable ci-après :

- débit compte 110.001 « compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie »
- crédit compte 500.033/01 « opérations spéciales à transférer par l'ACCT aux comptes principaux »

Le bordereau de transfert y afférent établi par l'ACCT est adressé par ce dernier au trésorier de la wilaya d'Alger le jour même par voie de fax, ou par porteur.

Le jour même et dès réception du bordereau sus visé, le trésorier de la wilaya d'Alger procédera par voie de fax ou tout autre moyen au transfert du montant du produit de la fiscalité pétrolière, à la recette des impôts concernée (Direction des Grandes Entreprises), aux fins d'imputation au compte budgétaire approprié.

Dans ce cadre, les écritures comptables suivantes sont décrites :

**a) Au niveau du trésorier de la wilaya d'Alger**

- débit compte 500.033/02
- crédit compte 520.004 « compte courant entre receveurs des impôts et trésoriers de wilaya ».

b) Au niveau de la recette de la Direction des Grandes Entreprises

A la réception du récépissé de couverture établi par le trésorier de wilaya, le receveur concerné décrira les opérations ci-après :

- débit compte 520.004
- crédit compte 201.011 « produit de la fiscalité pétrolière »

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de la wilaya d'Alger

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts ( et notification à la recette de la Direction des Grandes Entreprises)
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

## INSTRUCTION N° 15 DU 13/05/2006

**OBJET :** Modalités d'application des dispositions de l'article 59 de la loi n°05-16 du 31 décembre 2005 portant loi de finances pour 2006.

- dévolution des prérogatives de recouvrement forcé aux Trésoriers des communes, des Secteurs Sanitaires et des Centres Hospitalo-Universitaires.

**Référence :** loi n°05-16 du 31 décembre 2005 portant loi de finances pour 2006, notamment son article 59.

L'article 59 de la loi de finances pour 2006 a dévolu aux trésoriers des communes, des secteurs sanitaires et centres hospitalo-universitaires les prérogatives de recouvrement forcé conférées aux receveurs des impôts par les dispositions des articles 392 à 395 du code des impôts directs et taxes assimilées (CIDTA), abrogées et transférées au code des procédures fiscales par les articles 185 à 189 de la loi de finances pour 2002.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application des dispositions de l'article 59 précité en matière de recouvrement forcé des droits et taxes à la charge des trésoriers des communes, des secteurs sanitaires et centres hospitalo-universitaires.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### I - CHAMP D'APPLICATION :

Les droits et taxes concernés par les mesures de l'action coercitive sont ;

- la taxe foncière (art.248 et suivant du code des impôts directs et taxes assimilées- CIDTA) émise par voie de rôle par les services de la DGI,
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (art.263et suivant du CIDTA) qui a remplacé l'ex-taxe d'assainissement, et qui est émise actuellement par rôle collectif local établi par la DIW sur la base des tarifs fixés par les délibérations des APC,
- la taxe spéciale sur les affiches et plaques professionnelles (art.56 LF 2000) dont la liquidation, l'émission et la régularisation éventuelle sont assurées par les services de l'APC,
- les taxes écologiques émises par les services de protection de l'environnement (articles 54 LF2000, et 94 LF 2003), dont une partie du produit est affectée à la commune du lieu de situation du site polluant de l'opérateur économique,
- les divers droits émis par les ordonnateurs (produits patrimoniaux, reversement de salaires, etc.)
- autres créances ayant fait l'objet d'un titre de perception revêtu de la formule exécutoire.

## **II- CONDITIONS PRÉALABLES D'EXERCICE DES POURSUITES :**

Des conditions doivent être rigoureusement observées avant toute action de poursuite au sens saisie et vente des biens.

Ces conditions garantissent le succès de l'action de poursuites tant qu'elles ne sont pas entachées d'irrégularités.

Globalement, les conditions préalables à l'exercice des poursuites se résument en :

- l'existence du titre de créance ;
- l'exigibilité de la créance ;
- la non prescription de la créance.

Il convient par ailleurs, de rappeler qu'outre les conditions ci- avant, les agents chargés de la collecte doivent être munis de la commission nécessaire à l'exercice des poursuites.

Pour ce faire, les directeurs des impôts territorialement compétents doivent prendre attache des Tribunaux en vue de satisfaire à l'obligation de prestation de serment par les agents concernés.

La liste de ces agents sera transmise à cet effet aux directeurs des impôts par les directeurs régionaux du Trésor.

### **1/ L'existence du titre de créance :**

En matière de comptabilité publique, les titres de créance revêtent la forme de :

- rôles d'impôts ;
- titres de perception ou de recette ;
- arrêtés de débet.

Ces titres sont établis par l'Administration habilitée de l'Etat sans transiter par les tribunaux.

Toutefois, certaines créances publiques nécessitent des titres judiciaires et ce, lorsqu'elles sont prononcées par la justice, tels que les saisies-arrêts, les amendes et les condamnations pécuniaires.

Les titres de perception sont rendus exécutoires dans les conditions prévues par l'article 14 du décret exécutif n°93-46 du 06 février 1993.

### **2/ l'exigibilité de la créance :**

Avant d'engager les poursuites, les trésoriers des communes, des secteurs sanitaires et centres hospitalo-universitaires doivent s'assurer que la dette est devenue exigible.

Le délai d'exigibilité prend effet à compter de l'expiration du délai légal de paiement, c'est à dire dès l'épuisement du délai amiable qui se situe entre la date de mise en recouvrement et celle de l'exigibilité.

L'application graduelle des pénalités de retard devient effective dès le 16ème jour suivant celui de l'exigibilité.

Les règles d'exigibilité sont diversifiées selon la nature de la créance et dans certaines mesures selon la nature des titres.

Le dispositif légal régissant les pénalités de retard en matière de recouvrement, à savoir les articles 354 et 402 du code des impôts directs et taxes assimilées (CIDTA), modifiés et complétés, respectivement, par les articles 30 et 34 de la loi de finances pour 2003, est illustré à travers les exemples suivants :

\* un rôle général de la taxe foncière mis en recouvrement le 11/01/2006 :

- la date d'exigibilité théorique est le 01/04/2006.

- la date d'exigibilité réelle (application de la pénalité de retard) est le 16/04/2006.

A raison de 10% du 16/04/2006 au 15/05/2006 et + 3% par mois ou fraction de mois à compter du 16/05/2006 jusqu' à un maximum de 25% si le paiement aura lieu à partir du 16/09/2006.

\* un rôle de régularisation (supplémentaire) dont le délai de recouvrement prend fin le 10/01/2006 :

- la date d'exigibilité théorique est le 11/01/2006.
- la date d'exigibilité réelle (application de la pénalité de retard) est le 16/01/2006.

A raison de 10% du 26/01/2006 au 25/02/2006 et + 3% par mois ou fraction de mois à compter du 26/02/2006 jusqu' à un maximum de 25% si le paiement aura lieu à partir du 26/06/2006.

- Exigibilité immédiate :

Dans certains cas, le redevable perd son droit de disposer du délai légal de recouvrement, et par conséquent l'impôt devient exigible immédiatement et en totalité, et ce, soit lors de la mise en recouvrement du rôle, soit au moment où surviennent certains événements postérieurs à cette date.

Généralement, l'exigibilité immédiate est provoquée par les événements suivants :

- la cession ou la cessation d'entreprise ;
- la vente volontaire ou forcée des biens du contribuable ;
- la faillite ou le règlement judiciaire ;
- le déménagement du contribuable hors du ressort de la Trésorerie sans faire connaître son nouveau domicile au Trésorier.

### **3/ La non prescription de la créance :**

Conformément aux dispositions de l'article 146 – 2 de la loi 01-21 du 22/12/2001 portant loi de finances pour 2002, la prescription des droits, taxes et créances sus- cités est quadriennale.

A cet effet, les Trésoriers qui ne fassent aucune poursuite contre les redevables retardataires pendant quatre années consécutives à partir du premier jour de l'exigibilité des droits, perdent leur recours et sont déchus de tous droits et de toutes actions contre ces débiteurs, et de ce fait leur responsabilité personnelle et pécuniaire est engagée conformément aux dispositions de la loi 90-21 du 15/08/1990 relative à la comptabilité publique et les textes subséquents.

Toutefois, le délai de prescription peut être interrompu par signification au contribuable d'un exploit ayant la valeur juridique d'un acte de poursuite (commandement de payer, avis à tiers détenteur, PV de saisie, décision de fermeture du local etc....).

### **4/ Le commandement :**

C'est une sommation écrite adressée au débiteur à l'effet de l'inviter à s'acquitter de sa dette sous peine de s'exposer à la saisie de ses biens mobiliers. Il constitue donc un acte préalable à la procédure de saisie mobilière.

En tant qu'acte de poursuite, il doit être notifié durant le délai d'exigibilité, et contenir obligatoirement les énonciations suivantes : nom, prénom, adresse du débiteur, commune d'imposition, article du rôle ou numéro du titre, exercice et année d'imposition, montant de la côte.

La notification du commandement peut être assurée par le canal de la poste contre accusé de réception, par l'agent de poursuites, ou confiée à un huissier (art.186 al-6).

Les honoraires versés à cet officier Ministériel pour la signification de l'acte de commandement, seront mis à la charge du débiteur poursuivi.

La date d'effet de la signification du commandement constitue le point de départ :

- du délai de contestation ouvert au redevable pour toute contestation relative au recouvrement ;
- du délai de prescription courant contre l'Administration pour les sommes dont le paiement est réclamé, sachant que le commandement de payer permet d'interrompre le cours de la prescription quadriennale au même titre que les actes qui lui succèdent (saisie, vente) ;
- des autres opérations de poursuite (saisie) à défaut de paiement à la réception du commandement.

### **III- LES MESURES D'EXÉCUTION DES POURSUITES**

#### **1/- La fermeture provisoire :**

La fermeture du local du contribuable est une mesure d'exécution prononcée par le directeur des impôts territorialement compétent pour une durée inférieure ou égale à six (6) mois.

La décision de fermeture doit être sous peine de nullité précédée d'un commandement de payer signifié un jour franc après la date d'exigibilité.

Par ailleurs, la fermeture effective des locaux ne peut intervenir qu'après un délai de dix (10) jours à compter de la date de notification de la décision.

#### **2/- La saisie exécution :**

Si à l'expiration du huitième jour qui suit celui de la notification du commandement le contribuable n'a pas acquitté les sommes dont il est redevable, le Trésorier communal, et sur autorisation du Wali peut pratiquer la saisie des biens mobiliers appartenant à ce débiteur.

A défaut d'autorisation du Wali dans les (30) jours qui suivent l'envoi de la demande à celui-ci ou à l'autorité en faisant fonction, le directeur des impôts peut valablement autoriser le trésorier communal poursuivant à procéder à la vente.

Les biens meubles ne comprennent que les meubles par nature c'est-à-dire les corps qui se meuvent par eux-mêmes ou qui peuvent changer de place par l'effet d'une force étrangère (art.528 du code civil).

Les procédures de saisie et d'organisation des ventes sont définies par les dispositions des articles 190 à 193 de la loi de finances pour 2002

#### **3/- L'Avis à Tiers Détenteur (ATD) :**

L'avis à tiers détenteur est un acte de procédure qui permet au Trésorier communal de contraindre un tiers en sa qualité de dépositaire (art.384 CIDTA), détenteur ou débiteur à l'égard du redevable, à prélever sur les deniers de ce dernier le montant dû au Trésor public.

Par ailleurs, s'agissant d'un acte de poursuite, l'ATD ne doit être notifié qu'à l'expiration du délai de mise en recouvrement contre accusé de réception afin d'éviter toute équivoque sur sa date de réception.

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

En attendant la prise en charge par la Direction Générale de la Comptabilité, de la confection des imprimés et documents des poursuites, les Trésoriers communaux, des secteurs sanitaires et centres hospitalo-universitaires continueront à utiliser ceux fournis par l'Administration des Impôts, conformément aux dispositions de la Note conjointe n°397 DGI / 288 DGC du 18/9/2004.

L'apurement des droits et taxes émis par l'Administration Fiscale est accompli par :

- un recouvrement effectif ;
- un dégrèvement ou annulation recueilli, soit par le contribuable suite à une action contentieuse (art.142 et 143 de la loi de finances /2002) ou par le Trésorier suite à une demande d'admission en non-valeur ou d'admission en surséance des côtes devenues irrécouvrables (art.134 de la loi de finances /2002).

Les demandes faites dans ce cadre continueront à être adressées aux Directeurs des Impôts de Wilaya.

Les données statistiques des recouvrements continueront à être notifiées aux services de la DGI suivant les dispositions de la note sus citée.

### **DISPOSITIONS FINALES**

Les poursuites engagées par les Comptables doivent être exercées méthodiquement et avec impartialité.

La rédaction de tout acte de poursuite doit être particulièrement soignée afin d'éviter tout incident de procédure. Toutefois, l'obtention de l'autorisation du Wali, est obligatoire avant toute poursuite en sens de saisie.

Messieurs les Directeurs Régionaux du Trésor, les Directeurs Régionaux des Impôts et les Directeurs des Impôts des Wilayas voudront bien assurer une large diffusion de la présente instruction, veiller à son application et signaler les difficultés éventuellement relevées.

**Le Directeur Général des Impôts  
BOUDERBALA**

**Le Directeur Général de la Comptabilité  
PAR INTERIM K.LAKHDARI**

### **DESTINATAIRES :**

#### pour exécution :

- Directions Régionales du Trésor,
- Directeurs Régionaux des Impôts
- Directions des Impôts de Wilayas,
- Trésoreries des communes, des secteurs sanitaires et centres hospitalo-universitaires .

#### Destinataires pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts (et notification aux services sous tutelle concernés)
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya.



MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 16 DU15/05/2006

- O B J E T :**
- Fonctionnement du compte 302.069 "Fonds spécial de solidarité nationale ".
  - Modalités d'exécution des dépenses relatives à l'aide de l'Etat dans le cadre de la tragédie nationale.
- R E F E R :**
- Ordonnance n°06-01 du 27/02/2006 portant mise en œuvre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale ;
  - Décret présidentiel n°06-94 du 28/02/2006 relatif à l'aide de l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme ;
  - Décret présidentiel n°06-124 du 27/03/2006 fixant les modalités de réintégration ou d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale ;
  - Décret exécutif n°94-310 du 08/10/1994 relatif aux modalités de Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.069 « Fonds spécial de solidarité nationale », modifié et complété ;
  - Instruction n°16 du 17/10/1995 modifiée et complétée ;

Les dispositions des décrets présidentiels visés en référence, pris en application de l'ordonnance n°06-01 du 27/02/2006 portant mise en œuvre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale, ont fixé les modalités de l'aide de l'Etat aux ayants droit des familles éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme ainsi que celles relatives à la réintégration ou, le cas échéant, d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale.

En vertu des textes précités, les dépenses de l'espèce sont prises en charge sur le compte d'affectation spéciale n°302.069 « Fonds spécial de Solidarité Nationale ».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'exécution des opérations entrant dans ce cadre.

### I- DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre l'imputation des dépenses de l'espèce, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein des comptes 302.069 « Fonds spécial de solidarité nationale » et 322.069 « Dépenses à transférer au trésorier principal P/C fonds spécial de solidarité nationale » les lignes ci-après :

#### - En recettes :

**Ligne 004 :** « Dotations au titre de l'aide octroyée par l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme »

**Ligne 005 :** « Dotations au titre des indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale »

**- En dépenses :**

**Ligne 002 :** « Aides de l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme »

**Ligne 003 :** « Indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale ».

Le mandatement des dépenses est effectué par les directeurs d'exécutifs de wilaya représentant le Ministre chargé de la Solidarité Nationale sur la caisse des trésoriers de wilaya assignataires, et donne lieu à la production des pièces justificatives ci-après :

**1) Aide de l'Etat aux ayants droit des familles éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme**

- la décision d'attribution et de répartition de l'aide visée à l'article 12 du décret présidentiel n°06-94 du 28/02/2006 ;
- une copie de la fredha certifiée conforme à l'original aux fins d'identification des ayants droit ;
- un extrait d'acte d'état civil pour les personnes ne figurant pas sur la fredha justifiant leur qualité d'ayant droit, au sens de l'article 6 du décret présidentiel sus-visé, y compris les conjoints de confession non musulmane, les enfants à charge ou considérés comme tels ;
- une copie du jugement désignant le curateur, lorsque la part de l'aide revenant aux enfants n'est pas versée à la mère ou au père.

Le règlement des dépenses relatives à l'aide de l'Etat est effectué par les comptables assignataires par virement au compte courant postal des bénéficiaires, conformément à la répartition fixée par l'article 07 du décret présidentiel n°06-94 du 28/02/2006 visé en référence.

**2) Indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale**

Les dépenses entrant dans ce cadre sont effectuées par les comptables assignataires conformément aux dispositions des articles 13, 14 et 15 du décret présidentiel n°06-124 du 27 mars 2006, sur la base des décisions individuelles établies par la commission de wilaya créée à cet effet

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Emploi et de la solidarité nationale
- Walis
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions régionales du Trésor
- Agence Comptable Central du Trésor
- Trésorerie Centrale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 17 DU 15/05/2006

**O B J E T :** - Fonctionnement du compte 302.075 "Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme ».  
- Modalités d'exécution des dépenses inhérentes aux indemnisations des victimes de la tragédie nationale.

**R E F E R :** - Ordonnance n°06.01 du 27/02/2006 portant mise en œuvre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale.  
- Décret présidentiel n°06-93 du 28/02/2006 relatif à l'indemnisation des victimes de la tragédie nationale.  
- Décret exécutif n°99-47 du 13/02/1999, notamment ses articles 105 à 111 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.075 « Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme ».  
- Instruction n°07 du 03/03/1998.  
- Instruction n°33 du 31/07/1999.

Les dispositions des articles 34 à 47 du décret présidentiel n°06-93 du 28/02/2006, pris en application de l'ordonnance n°06-01 du 27/02/2006 portant mise en œuvre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale, ont mis à la charge du compte d'affectation spéciale n°302.075 « Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme », l'octroi des indemnisations par versement d'une pension mensuelle ou d'un capital global au profit des ayants droit des victimes de la tragédie nationale relevant du secteur économique public ou privé ou sans emploi.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'exécution des dépenses de l'espèce.

### I- DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre l'imputation des dépenses entrant dans ce cadre, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein des comptes 302.075 « Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme » et 322.075 « Dépenses à transférer au trésorier principal P/C fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme » la ligne 005, intitulée : « indemnisations des ayants droit des victimes de la tragédie nationale »

- pensions mensuelles ;
- capital global.

Le mandatement des dépenses est effectué par les walis sur la caisse des trésoriers de wilaya assignataires, conformément à la répartition fixée par l'article 10 du décret présidentiel sus-cité, et donne lieu à la production des pièces justificatives désignées ci-après :

- la décision visée à l'article 8 du décret présidentiel n°06-93 ;
- une copie de la fredha certifiée conforme à l'original aux fins d'identification des ayants droit, ainsi que le cas échéant et pour les personnes ne figurant pas sur la fredha, un extrait d'acte d'état civil justifiant leur qualité d'ayant droit, au sens de l'article 9 du décret présidentiel n°06-93, y compris les conjoints de confession non musulmane, les enfants à charge ou considérés comme tels ;

- une copie du jugement désignant le curateur, lorsque la part de la pension revenant aux enfants n'est pas versée à la mère ou au père ;
- la décision d'attribution et de répartition de la pension de service ou du capital unique.

Ces dépenses sont réglées par les comptables assignataires par virement au compte courant postal des bénéficiaires.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

## **DESTINATAIRES**

### Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Walis
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Central du Trésor
- Trésorerie Centrale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

## INSTRUCTION N° 18 DU 24/06/2006

---

**O B J E T :** Comptabilisation des Produits Miniers

**R E F E R :** Loi n°01.10 du 03/07/2001 portant loi minière  
Instruction n° 08 du 18/03/2006

Les dispositions de l'instruction n° 08 du 18/03/2006 ont ouvert au sein du compte 500.019 « transfert produits de taxes au Trésorier Principal pour Compte fonds Commun des Collectivités locales», la ligne 14 à l'effet de permettre la comptabilisation et la répartition des droits et taxes des produits miniers.

Pour permettre l'individualisation et la comptabilisation définitive des produits en question, il est ouvert au sein du compte 302-020 « Fonds de solidarité des collectivités locales», la ligne ci-après :

**Ligne 019 :** «Produit de 40% des adjudications des titres miniers».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

Pour exécution

- Agence Centrale Comptable du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts (ex notification aux receveurs des impôts )
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 19 DU 2/07/2006

**O B J E T :** Fonds de contrepartie Algéro-Italien.

**R E F E R :** - Loi n°05-16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006 et notamment son article 78.  
- Protocole d'entente du 05/08/2001 signé entre le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire.  
- P.V de réunion du 21/12/2005.  
- Lettre n°02/00903 du 22/12/2005 du Ministère des Affaires Etrangères.

En vertu de l'article 78 de la loi de finances pour 2006, les dons octroyés à l'Algérie par les gouvernements étrangers et les organismes internationaux sont gérés selon les dispositions contenues dans les conventions et protocoles d'accords les régissant.

Le protocole d'entente visé en référence, prévoit l'octroi d'un don à l'Algérie par le Gouvernement de la République d'Italie pour le financement de projets de développement à arrêter d'un commun accord.

En application dudit protocole d'entente, il a été procédé au choix du projet de construction d'une école fondamentale dans la Commune de ZAOUIA BELKEBIR wilaya d'Adrar, en vue de son financement sur le Fonds de contrepartie.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de gestion comptable de ce don.

### I- DOMICILIATION DU DON

Les fonds résultant de ce don, sont versés au compte de dépôt de fonds ouvert dans les écritures du trésorier central sous l'intitulé « Fonds de contrepartie Algéro-Italien».

La gestion du fonds de contrepartie est confiée à un comité mixte de gestion et ce conformément à l'article 4 du protocole d'entente signé entre l'Algérie et la partie Italienne.

### II- CONTRÔLE DES DÉPENSES

Les dépenses entrant dans ce cadre sont soumises au visa du contrôleur financier et font l'objet d'une comptabilité spéciale tant au niveau du contrôleur financier que du trésorier central.

Le contrôle effectué par le contrôleur financier et le trésorier central est limité à la conformité des dépenses avec le projet concerné.

### III- Règlement des dépenses

Conformément aux dispositions du protocole d'entente, toutes les dépenses relatives au projet et couvertes par le don, seront effectuées à partir du compte de dépôts de fonds du Trésor par le comité mixte désigné et dûment mandaté par les parties concernées.

Ces dépenses sont justifiées par des documents dûment classés et répertoriés (bons de commande, factures, marchés etc...).

Pour permettre le suivi des opérations liées à ce don, une situation détaillée des recettes et dépenses effectuées en la matière et dûment visée par le contrôleur financier et le trésorier central est transmise trimestriellement par ces derniers au Ministère des Affaires Etrangères, à la Direction Générale des relations financières extérieures, et à la Direction Générale du Budget.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère des Affaires Etrangères
- Ministère de l'Education Nationale
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Relations Financières Extérieures
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 20 DU 10/07/2006

**O B J E T :** Fonctionnement du Compte d'affectation spéciale n° 302.121 «Fonds National de Régulation de la production Agricole»

**R E F E R :** -Ordonnance n°05-05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 29  
-Décret exécutif n°05.415 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.121 « fonds national de Régulation de la Production Agricole»  
-Instruction n°46 du 4/12/2005.  
-Lettre n°824/SG/06/du Ministère de L'Agriculture et du développement rural

L'instruction visée en référence, a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.121 « Fonds National de Régulation de la Production Agricole »

Pour permettre l'individualisation des opérations retracées à ce compte, il est ouvert au sein de ce dernier, les lignes indiquées ci-après :

- **Ligne 001 :** Garantie des prix

- **Ligne 002 :** « Soutien a la Régulation des Produits Agricoles »

Ces lignes figureront en tant que telles à la nomenclature des Comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et de développement rural.
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Régionale du Trésor
- Trésorerie Centrale



MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 22 DU 22/08/2006 MODIFIANT ET  
COMPLETANT L'INSTRUCTION N°08 DU 19/03/2005**

**O B J E T :** Mobilisation de créances et règlement des intérêts moratoires résultant de l'exécution de marchés publics nantis au profit de la caisse de garantie des marchés publics.

**R E F E :** -Loi n°04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005 notamment son article 63  
-Décret Présidentiel n°02-250 du 24/07/2002 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, notamment ses articles 61, 77,97et 98  
-Décret exécutif n° 98-67 du 21/02/1998 portant création, organisation et fonctionnement de la caisse de garantie des marchés publics  
-Instruction n°08 du 19/03/2005  
-Lettre n°SG /AA /NB/ n° 177/ BOG du 22/05/2006

Instruction n° 08 du 19.03.2005 prévoit en son titre II paragraphe 2 que les comptables du Trésor, doivent informer la C.G.M.P après chaque admission en dépenses d'un mandat afférent à un marché nanti en faveur de cette dernière.

Toutefois, compte tenu de l'éloignement des lieux de résidence des entreprises concernées et de l'absence d'un réseau permettant de mouvoir par virement les comptes de dépôts ouverts auprès des trésoriers de wilaya, les opérations relatives aux avances de trésorerie consenties dans le cadre de la mobilisation de créances des entreprises titulaires de marchés publics, peuvent être domiciliées par la C.G.M.P au niveau des comptes ouverts à son nom auprès des banques commerciales.

A cet effet, les montants des dépenses admis dans le cadre des marchés publics nantis au profit de cette institution par les comptables payeurs, doivent être versés aux comptes bancaires figurant sur les bordereaux de notification de nantissement des dits marchés.

Les bordereaux de versement de fonds modèle (annexe 4) continueront à être adressés aux directions régionales concernées pour leur permettre de décompter les intérêts moratoires prévus par les dispositions de l'article 63 de la loi 04.21 du 29.12.2004 portant loi de finances pour l'année 2005 et de la convention du 09.05.2005 signée entre le Ministre des Finances et la C.G.M.P.

Le reste des dispositions de l'instruction n°08 du 19.03.2005 demeurent sans changement.

**Signé K.LAKHDARI**

Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Caisse de Garantie des Marchés publics
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Direction Générale des Douanes
- Directions régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 23 DU 30/08/2006

**O B J E T :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.123 "Fonds national du patrimoine culturel».

**R E F E R :** - Loi n°05-16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006 notamment son article 69.  
- Décret exécutif n° 06-239 du 04/07/2006 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.123 « Fonds national du patrimoine culturel ».

Le décret exécutif visé en référence pris en application de l'article 69 de la loi de finances pour 2006 a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.123 « Fonds national du patrimoine culturel».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation des opérations inhérentes à ce compte.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte n°302.123 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit, et fonctionne dans les écritures du Trésorier principal.

Le compte n°302.123 est mouvementé par le Ministre chargé de la Culture en sa qualité d'ordonnateur principal.

### II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.123 retrace :

#### En Recettes :

- la quote-part prélevée sur les revenus issus de l'exploitation des biens culturels matériels et immatériels ;
- la quote-part de la taxe sur les pneus ;
- la taxation applicable sur la plus-value générée par la valorisation du patrimoine culturel ;
- le produit des amendes résultant des infractions à la législation portant protection du patrimoine culturel ;
- les contributions personnelles de toutes personnes physiques ou morales ;
- les subventions de l'Etat et des collectivités locales ;
- les dons et legs.

#### En dépenses :

- les frais engagés au titre des études et des travaux de restauration nécessaires à la sauvegarde et à la mise en valeur des biens culturels protégés détenus par les titulaires de droit ;
- le financement des études et des expertises préalables à la sauvegarde et à la mise en valeur des biens culturels immobiliers protégés ;
- l'acquisition de biens culturels mobiliers pour l'enrichissement des collections nationales ;
- les frais engagés au titre de l'exercice du droit de préemption de l'Etat sur les biens culturels immobiliers devant faire l'objet d'une aliénation par leurs titulaires ;
- les frais engagés pour la réalisation de grandes opérations de fouilles archéologiques ;
- le financement des actions de propagande et de sensibilisation ainsi que celles susceptibles de promouvoir le civisme et la culture de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel.

Les opérations imputables au compte 302.123 sont réalisées conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15/08/1990 relative à la comptabilité publique.

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités du suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302.123 "Fonds national du patrimoine culturel " sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture.

Un programme d'actions sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

### **III- DISPOSITIONS DIVERSES**

Pour permettre le suivi du compte n°302.123, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la culture, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

#### **DESTINATAIRES :**

##### Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

##### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Culture
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

## INSTRUCTION N° 24 DU 30/08/2006

**O B J E T :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.124 "Fonds national de mise à niveau des PME ».

**R E F E R :** - Loi n°05-16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006 notamment son article 71.  
- Décret exécutif n° du fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.124 « Fonds national de mise à niveau des PME ».

Le décret exécutif visé en référence pris en application de l'article 71 de la loi de finances pour 2006 a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.124 « Fonds national de mise à niveau des PME ».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation des opérations inhérentes à ce compte.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte n°302.124 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit, et fonctionne dans les écritures du Trésorier principal.

Le compte n°302.124 est mouvementé par le Ministre chargé de la PME en sa qualité d'ordonnateur principal.

### II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.124 retrace :

#### En Recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- toutes autres contributions ou ressources ;
- les dons et legs.

#### En dépenses :

- le financement des actions du programme national de mise à niveau des PME, et notamment celles relatives aux frais liés aux études de filières et branches et à la diffusion de l'information économique.

sont éligibles aufondsnational demise à niveau des PME:

- les petites et moyennes entreprises de droit algérien et en activité depuis deux (02) ans ;

- les petites et moyennes entreprises n'ayant pas de difficultés financières;

Sont prises en charges par ce compte les opérations de mise à niveau liées notamment aux :

- actions en faveur de l'environnement immédiat de la PME ;
- actions complémentaires en faveur des structures d'appui ;

Les petites et moyennes entreprises ayant bénéficié d'actions par d'autres programmes de mise à niveau ne peuvent bénéficier du soutien de ce compte pour des raisons similaires.

La mise en œuvre des actions de mise à niveau susvisées est confiée à l'agence nationale de développement de la PME (AND-PME)

Les opérations imputables au compte 302.124 sont réalisées conformément aux dispositions de la loi n°90.21 du 15/08/1990 relative à la comptabilité publique.

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la PME déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités du suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302.124 "Fonds de mise à niveau des PME " sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la PME.

Un programme d'actions sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

### **III- DISPOSITIONS DIVERSES**

Pour permettre le suivi du compte n° 302.124, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la PME, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptab

#### **DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la PME
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 25 DU 30/08/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT  
L'INSTRUCTION N°34 DU 31/12/2001**

**O B J E T :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.084 "Fonds spécial pour la promotion des exportations"

**R E F E R :** - Ordonnance n°95-27 du 30/12/1995 portant loi de finances pour 1996, notamment son article 195.  
- Ordonnance n°96-31 du 30/12/1996 portant loi de finances pour 1997, notamment son article 129.  
- Loi n°01-12 du 19/07/2001 portant loi de finances complémentaire pour 2001, notamment son article 33.  
- Loi n°05-16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006, notamment son article 72.  
- Décret exécutif n°96.205 du 05/ 06/1996 fixant les modalités de fonctionnement du compte n°302.084 " Fonds spécial pour la promotion des exportations ".  
-Décret exécutif n°06.236 du 04/07/2006 modifiant et complétant le décret exécutif n°96.205 susvisé.  
-instruction n°26 du 25/08/1996.  
-Instruction n°18 du 27/04/1997.  
-Instruction n°34 du 31/12/2001.

En application des dispositions de l'article 72 de la loi 05-16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006 et le décret exécutif n°06.236 du 04/07/2006 pris pour son application, le titre II de l'instruction n°34 du 31/12/2001 est modifié et complété comme suit :

**En Recettes :**

- une quotité de 05% de la taxe intérieure de consommation (TIC).  
..... (le reste sans changement) .....

**En dépenses :**

..... ( le reste sans changement ) .....

Le reste des dispositions de l'instruction n°34 du 31/12/2001 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes  
- Inspection Générale des Finances  
- Inspection des Services Comptables  
- Ministère de la Commerce  
- Direction Générale du Trésor  
- Direction Générale du Budget  
- Agence Comptable Centrale du Trésor  
- Trésorerie Centrale.  
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 26 DU 02/09/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT  
L'INSTRUCTION N°46 DU 04/12/2005**

**O B J E T :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.121  
"Fonds national de régulation de la production agricole".

**R E F E R :** - Ordonnance n°05.05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005  
notamment son article 29.  
- Décret exécutif n°05.415 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte  
d'affectation spéciale n°302.121 "Fonds national de régulation de la production agricole".  
- Arrêté interministériel du 24 avril 2006 désignant l'institution financière spécialisée chargée de  
la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture imputables  
sur le compte 302.121 « fonds national de régulation de la production agricole ».  
- instruction n°46 du 04/12/2005.

En application des dispositions de l'arrêté susvisé, le titre II de l'instruction n°46 du 04/12/2005 est modifié  
et complété comme suit :

**Le compte 302.121 enregistre :**

En Recettes :

..... ( sans changement) .....

En dépenses :

.....( sans changement jusqu'à) ..... des produits agricoles

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal des institutions financières  
spécialisées prévues par l'arrêté interministériel du 24 avril 2006 , en l'occurrence, la caisse nationale de  
mutualité agricole (CNMA) et la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR).

Le reste des dispositions du titre II de l'instruction n°46 du 04/12/2005 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya



MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 27 DU 02/09/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT  
L'INSTRUCTION N° 07 DU 02/04/2002**

- O B J E T :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.065 "Fonds National pour l'environnement et la dépollution".
- R E F E R :**
- Loi n°91-25 du 18 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992, notamment son article 189.
  - Loi n°05-16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006, notamment ses article 60,61 et 70.
  - Décret exécutif n°98-147 du 13 mai 1998 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.065 "Fonds national pour l'environnement".
  - Décret exécutif n°06-237 du 04 juillet 2006 modifiant et complétant le décret exécutif n°98.147 du 13 mai 1998 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.065 « Fonds national pour l'environnement ».
  - Instruction n°105 du 31 décembre 1991.
  - Instruction n°07 du 02/04/2002.

En application des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 06.237 pris en application de l'article 70 de la loi n°05.16 portant loi de finances pour 2006 les dispositions de l'instruction n°07 du 02/04/2002 sont réaménagées comme suit :

**Le compte 302.065 retrace :**

En Recettes:

- ..... (sans changement jusqu'à) nationaux et internationaux,
- les indemnités au titre des dépenses pour la lutte contre les pollutions accidentelles occasionnées par des déversements de substances chimiques dangereuses dans le domaine hydraulique, dans les nappes souterraines, et dans l'atmosphère ;
- ..... (le reste sans changement) .....

En dépenses :

- ..... ( sans changement ) .....
- les dépenses relatives aux interventions d'urgence en cas de pollution accidentelle à l'exception de la pollution marine ;
- ..... ( le reste sans changement ) .....

Le reste des dispositions de l'instruction n°07 du 02/04/2002 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya



MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

**INSTRUCTION N° 28 DU 2/10/2006**

---

**O B J E T :** - Prêt " Fonds Saoudien de Développement n412/15" " Financement du projet de réhabilitation de l'habitat social à Alger"  
- Ouverture de comptes.

A l'effet de permettre la comptabilisation dans les écritures de l'Agent Comptable Central du Trésor (ACCT) des opérations découlant de l'accord de prêt intervenu entre l'Algérie et le Fonds Saoudien de Développement (FSD), il est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor au sein des comptes 335.017 et 432.048 bis la ligne 016 intitulée " Prêt FSD n° 412/15" : Financement du projet de réhabilitation de l'habitat social à Alger".

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes  
- Inspection Générale des Finances  
- Inspection des Services Comptables  
- Direction Générale du Budget  
- Direction Générale du Trésor  
- Directions régionales du Trésor  
- Trésorerie Centrale  
- Trésorerie Principale  
- Trésoreries de Wilaya

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 29 DU 2/10/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT  
L'INSTRUCTION N°25 DU 11/09/2000**

**O B J E T :** Fonctionnement du Compte d'affectation spéciale n° 302.067 « Fonds National de développement de l'investissement Agricole ».

**R E F E R :**

- Lois n°99-11 du 23/12/99 portant loi de Finances pour 2000, notamment son article 94
- Ordonnance n°05-05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 28
- Décret exécutif n° 2000-118 DU 30 MAI 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.067 «
- Fonds National de développement de l'investissement agricole »
- Arrêté interministériel du 24/04/2006 désignant l'institution financière chargée de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture imputables sur le compte 302.067
- Instruction n°25 du11/09/200
- Instruction n°47 du 04/12/2005
- Instruction n°30 du28/09/2003
- Lettre n°824 du 26/06/2006 du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

En application des dispositions de l'arrêté susvisé, le titre II de l'instruction n°25 du 11/09/2000 est modifié et complété comme suit :

**Le compte n°302.067 enregistre**

En recettes

.....(sans changement.....)

En dépenses

.....(sans changement jusqu'à) chargé de l'agriculture.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'instructions financières spécialisées prévues par l'arrêté interministériel du 24/04/2006, en l'occurrence la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la banque algérienne de développement rural (BADR)

Le reste des dispositions de l'instruction n°25 modifiée et complétée du 11/09/2000 demeure sans changement.

Par ailleurs, les lignes ci-après fonctionnant au sein du compte 302.067 sont clôturées à compter du 1er janvier 2006.

- Ligne 002 : Garantie des prix
- Ligne 003 : Soutien au lait cru du vache.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et de développement rural.
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Régionale du Trésor
- Trésorerie Centrale

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N°30 DU 09/10/2006

**OBJET** : - Gestion comptable de l'Ecole Nationale Supérieure du Tourisme.  
- Création du sous-compte n° 57 au sein du compte 402 003  
« établissements publics nationaux –service financier ».

**RÉFÉRENCES** : - Décret exécutif n°94-255 du 17 août 1994 portant création de l'Ecole Nationale Supérieure du Tourisme.  
- Arrêté n°33 du 08/10/2006 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Ecole Nationale Supérieure du Tourisme.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°94-255 du 17 août 1994 visé en référence, a créé l'Ecole Nationale Supérieure du Tourisme.

Cette école est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°33 du 08/10/2006 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'école sus-citée.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de cette école, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 57 intitulé « Ecole Nationale Supérieure du Tourisme».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 571 : Exercice courant,
- 573 : OHB.

Le sous-compte 57 enregistre :

#### En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales les établissements ou organismes publics nationaux ;
- les subventions éventuelles des organisations internationales ;
- le produit des prestations d'études, de recherche, de conseil, de formation, de perfectionnement ou de recyclage ;

- le produit de vente des publications ;
- les pensions des élèves et les loyers, s'il y a lieu ;
- les dons et legs acceptés ;
- l'excédent éventuel de l'exercice écoulé.

**En dépenses :**

- les dépenses de fonctionnement ;
- les traitements, les indemnités, frais de mission, de stage et de déplacement des élèves ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs assignés à l'école.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère du Tourisme
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Ecole Nationale Supérieure du Tourisme
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 31 DU 4 NOVEMBRE 2006

**O B J E T :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.050  
« Fonds national du logement »  
-ouverture de lignes.

**R E F E R :** -Loi n° 97-02 du 31/12/97 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 88.  
- Loi n°87-20 du 23/12/87 portant loi de finances pour 1988, notamment son article 196.  
- Loi n°91-25 du 18/12/1991 portant loi de finances pour 1992, notamment son article 186.  
- Décret législatif n°93-18 DU 29/12/93 portant loi de finances pour 1994, notamment son article 152.  
- Décret exécutif n°98-115 du 18/04/98 modifiant le décret exécutif n°95-175 du 24/06/95 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.050  
« Fonds national du logement »  
- Instruction interministériel n°14/005 du 09/10/1994 modifiée et complétée.  
-Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

L'instruction interministériel n°14/005 du 09/10/1994 modifiée et complétée a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.050 « Fonds national du logement »

Pour permettre l'individualisation des opérations découlant de l'exécution des programmes spéciaux de ce compte, au profit des régions du sud et des hauts plateaux, il est ouvert au sein de ce dernier, les lignes indiquées ci-après :

**Ligne 001 :** programme spécial sud.  
**Ligne 002 :** programme spécial hauts plateaux

Ces lignes figureront en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

#### Pour execution

- Trésorerie Principale
- Agence Comptable Centrale du Trésor

#### Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Habitat
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

## INSTRUCTION N° 32 DU 4/11/2006

---

**O B J E T :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.062  
« Bonification du taux d'intérêt »  
-ouverture de lignes.

**R E F E R :** -Loi n° 90-36 DU 31/12/1990 portant loi de finances pour 1991 notamment son article 142.  
- Loi n°98-12 DU 31/12/1998 portant loi de finances pour 1999, notamment son article 89.  
- Loi n°04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005, notamment ses articles 77 et 86  
-Décret exécutif n°94-228 du 27/07/1994 modifié et complété fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n°302.062.  
- Décret exécutif n°05-132 du 24/04/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°94-228 susvisé  
- Instruction n°25 du 13/07/1992 modifiée et complétée.  
-Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

L'instruction n°25 du 13/07/1992 a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.062 « Bonification du taux d'intérêt »

Pour permettre l'individualisation des opérations découlant de l'exécution des programmes spéciaux de ce compte, au profit des régions du sud, il est ouvert au sein de ce dernier, la ligne indiquée ci-après :

**Ligne 001 :** programme spécial sud.

Cette ligne figurera en tant que telle à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

### DESTINATAIRES :

#### Pour execution

- Trésorerie Principale
- Agence Comptable Centrale du Trésor

#### Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

**INSTRUCTION N° 33 DU 4/11/2006**

---

**O B J E T :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.067 « Fonds National de régulation et de développement agricole »  
-ouverture de lignes.

**R E F E R :** -Loi n°99-11 du 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000 notamment son article 94.  
-Décret exécutif n°2000-118 du 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n°302.067 « Fonds National de régulation et de développement agricole ».  
-Instruction n°25 du 11 septembre 2000 modifiée et complétée.  
-Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

L'instruction n°25 du 11 septembre 2000 modifiée et complétée a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.067 « Fonds National de régulation et de développement agricole »

Pour permettre l'individualisation des opérations découlant de l'exécution des programmes spéciaux de ce compte, au profit des régions du sud et des hauts plateaux, il est ouvert au sein de ce dernier, les lignes indiquées ci-après :

**Ligne 006 :** programme spécial sud.

**Ligne 007:** programme spécial des hauts plateaux.

Ces lignes figureront en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour execution

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.



MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 34 DU 4/11/2006

**OBJET :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.080 « Fonds National d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture »  
-ouverture de lignes.

**REFER :** -Ordonnance n°94-03 du 31/décembre 1994 portant loi de finances pour 1995 notamment son article 144.  
-Décret exécutif n°95-173 du 24 juin 1995 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n°302.080 « Fonds National d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture ».  
- Arrêté interministériel n°215 du 23 juillet 1995 désignant l'instruction financière spécialisée chargée de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat à la promotion et au développement agricole.  
-Instruction n°10 du 20 août 1995.  
-Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

L'instruction n°10 du 20/08/1995 a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.080 « Fonds National d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture »

Pour permettre l'individualisation des opérations découlant de l'exécution des programmes spéciaux de ce compte, au profit des régions du sud et des hauts plateaux, il est ouvert au sein de ce dernier, les lignes indiquées ci-après :

**Ligne 001 :** programme spécial sud.

**Ligne 002 :** programme spécial des hauts plateaux.

Ces lignes figureront en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

#### Pour execution

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

#### Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 35 DU 4/11/2006

**O B J E T :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102  
« Fonds de promotion de la compétitivité industrielle»  
-ouverture de lignes.

**R E F E R :** -Loi n° 99-11 du 23/12/1999 portant loi de finances pour 2000, notamment son article 92.  
- Loi n°04-21 du 30/12/2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 92.  
- Décret exécutif n°2000-192 DU 16/07/2000 modifié et complété fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102 « Fonds de promotion de la compétitivité industrielle»  
-Décret exécutif n°05-134 du 24/04/2004 modifiant et complétant le décret n°2000-192 susvisé.  
- Instruction n°22 du 11/09/2000 modifiée et complétée.  
-Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

L'instruction n°22 du 11/09/2000 a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.102 « Fonds de promotion de la compétitivité industrielle»

Pour permettre l'individualisation des opérations découlant de l'exécution des programmes spéciaux de ce compte, au profit des régions du sud et des hauts plateaux, il est ouvert au sein de ce dernier, les lignes indiquées ci-après :

**Ligne 001 :** programme spécial sud.

**Ligne 002 :** programme spécial hauts plateaux

Ces lignes figureront en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

#### Pour execution

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

#### Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Industrie
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 36 DU 4/11/2006

**O B J E T :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe »  
-ouverture de lignes.

**R E F E R :** -Ordonnance n°02-01 du 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire pour 2002 notamment son article 8.  
-Décret exécutif n°02-248 du 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe »  
-Instruction n°26 du 20 août 2002.  
-Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

L'instruction n°26 du 20 août 2002 a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe »

Pour permettre l'individualisation des opérations découlant de l'exécution des programmes spéciaux de ce compte, au profit des régions du sud et des hauts plateaux, il est ouvert au sein de ce dernier, les lignes indiquées ci-après :

**Ligne 001 :** programme spécial sud.

**Ligne 002 :** programme spécial des hauts plateaux.

Ces lignes figureront en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### DESTINATAIRES :

#### Pour execution

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

#### Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction de modernization et de la normalization comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 37 DU 06/11/2006**

**OBJET :** Clôture de lignes au sein du compte n°402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

Suite au transfert de la gestion financière et comptable des établissements publics désignés ci-dessous à des agents comptables agréés ou nommés, les lignes ci-après ouvertes au sein du compte n° 402 003 « établissements publics nationaux –service financier », sont clôturées.

**Lignes :**

- 004 :** « Ecole Nationale d'Administration »
- 005 :** « Université d'Oran »
- 007 :** « Université de Constantine »
- 055 :** « Ecole Nationale des Impôts »
- 073 :** « Académie Algérienne de la Langue Arabe»
- 074 :** « Université de Batna »
- 075 :** « Université de Tlemcen »
- 076 :** « Université de Blida »
- 092 :** « Agence Nationale du Sang »

Par ailleurs, le Centre National d'Information de la Jeunesse et des Sports ainsi que le Centre National des Organes et Structures d'Animation et d'Organisation du Sport étant dissous respectivement par les décrets 06-157 et 06-156 du 11/05/2006, les lignes n°84 et 99 ouvertes au titre des centres précités, sont clôturées.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor
- Trésorerie de la wilaya d'Alger
- Trésorerie de la wilaya d'Oran
- Trésorerie de la wilaya de Constantine
- Trésorerie de la wilaya de Batna
- Trésorerie de la wilaya de Tlemcen
- Trésorerie de la wilaya de Blida

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya (42).

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

## INSTRUCTION N°38 DU 08/11/2006

---

**OBJET** : - Gestion comptable de l'Agence Nationale des Changements Climatiques.  
- Création du sous-compte n° 04 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

**RÉFÉRENCES** : - Décret exécutif n°05-375 du 26 septembre 2005 portant création de l'Agence Nationale des Changements Climatiques, fixant ses missions et définissant les modalités de son organisation et de son fonctionnement.  
- Arrêté n°34 du 04/11/2006 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Agence Nationale des Changements Climatiques.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°05-375 du 26 septembre 2005 visé en référence, a créé l'Agence Nationale des Changements Climatiques.

Cette agence est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°34 du 04/11/2006 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'agence sus-citée.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de cette agence, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402-003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 04 intitulé « Agence Nationale des Changements Climatiques ».

**Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :**

- 041 : Exercice courant,
- 043 : OHB.

**Le sous-compte 04 enregistre :**

En recettes :

- les subventions de l'Etat, les collectivités locales et organismes publics ;

- les dons et legs et autres dévolutions ;
- les autres recettes découlant des activités en rapport avec son objet.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Agence Nationale des Changements Climatiques
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

**INSTRUCTION N° 39 DU 8/11/2006**

---

**O B J E T :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.111  
« Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession »  
-ouverture de lignes.

**R E F E R :** -Loi n° 02-11 du 24/12/2002 portant loi de finances pour 2003, notamment son article 118.  
-Décret exécutif n°03-145 du 29/03/2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n°302.111 « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession »  
-Arrêté interministériel du 15/04/2003 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302.111.  
- Instruction n°22 du 10/05/2003  
- Instruction n°27 du 03/10/2004  
- Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

L'instruction n°22 du 10/05/2003 a déterminé les modalités de comptabilisation des opérations imputables au compte d'affectation spéciale n°302.111 « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ».

Les articles 22 et 23 de l'ordonnance n°06-04 du 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, ont ouvert dans les écritures du trésor les comptes d'affectation spéciale n°302089 « Fonds de Développement des Régions du Sud et n°302116 « Fonds spécial de Développement Economique des Hauts- Plateaux ».

Afin de permettre le suivi des dotations budgétaires allouées aux programmes spéciaux au profit des Régions du Sud et des Hauts -Plateaux, la structure du compte n°302111 est réaménagée ainsi qu'il suit :

**En recettes :**

**Ligne 000 :**

- les subventions de l'Etat et des collectivités territoriales,
- les produits des concessions,
- participation éventuelle d'autres fonds,
- les aides internationales,
- les dons et legs,
- le solde du compte d'affectation spéciale n°302.094 intitulé « Fonds spécial pour la mise en valeur des terres par la concession »,
- toutes autres ressources

**En dépenses :**

**Ligne 001 :** Projets de proximité de développement rural.

**Ligne 002 :** Opérations de mises en valeur des terres par la concession.

**Ligne 003 :** Frais d'études, d'approche, de formation et d'animation.

**Ligne 004 :** Toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des projets en rapport avec son objet.

**Ouverture de lignes :**

**En recettes :**

**Ligne 005 :** « Mise en valeur des terres par la concession »

-« Programme spécial sud »

**Ligne 006 :** « Mise en valeur des terres par la concession »

-« Programme spécial hauts- plateaux »

**Ligne 007 :** « Développement rural –programme spécial Hauts -Plateaux »

**En dépenses :**

**Ligne 005 :** « Mise en valeur des terres par la concession »

-« Programme spécial sud »

**Ligne 006 :** « Mise en valeur des terres par la concession »

-« Programme spécial Hauts -Plateaux »

**Ligne 007 :** « Développement rural –programme spécial Hauts-Plateaux »

Les lignes 005 à 007 ainsi ouvertes fonctionnent en recettes et en dépenses.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**

Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour execution

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.



MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 40 DU 14/11/2006

**OBJET** : - Gestion comptable de l'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel.  
- Création du sous-compte n° 05 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

**RÉFÉRENCES** : - Décret exécutif n°05-447 du 20 novembre 2005 portant création de l'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel et modalités de son organisation et son fonctionnement.  
- Arrêté n°35 du 08/11/2006 portant désignation du trésorier principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°05-447 du 20 novembre 2005 visé en référence, a créé l'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel.

Cette agence est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°35 du 08/11/2006 le trésorier principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'agence sus-citée.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de cette agence, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 05 intitulé « Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel ».

**Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :**

- 051 : Exercice courant,
- 053 : OHB.

**Le sous-compte 05 enregistre :**

En recettes :

- les subventions de fonctionnement et d'équipement allouées par l'Etat ;
- les recettes liées aux activités de l'agence ;
- les dons et legs ;

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement et de maintenance du patrimoine de l'agence ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'agence.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie principale
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Culture
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel
- Trésorerie centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 41 DU 14/11/2006

**OBJET** : - Gestion comptable du Centre National des Manuscrits sis à Adrar.  
- Création du sous-compte n° 07 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier ».

**RÉFÉRENCES** : - Décret exécutif n°06-10 du 15 janvier 2006 portant création du Centre National des Manuscrits.  
- Arrêté n°38 du 08/11/2006 portant désignation du trésorier de la wilaya d'Adrar en qualité d'agent comptable auprès du Centre National des Manuscrits sis à Adrar.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°06-10 du 15 janvier 2006 visé en référence, a créé le Centre National des Manuscrits sis à Adrar.

Ce centre est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°38 du 08/11/2006 le trésorier de la wilaya d'Adrar a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du centre sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ce centre, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 07 intitulé « Centre National des Manuscrits ».

#### **Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :**

- 071 : Exercice courant,
- 073 : OHB.

#### **Le sous-compte 07 enregistre :**

##### En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les aides susceptibles d'être allouées par les collectivités locales et les établissements nationaux ;
- les recettes diverses liées à l'activité du centre ;
- les dons et legs ;

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement.
- Les dépenses d'équipement.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie de la wilaya d'Adrar
- Agence comptable centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection générale des finances
- Inspection des services comptables
- Ministère de la Culture
- Direction de la normalisation et de la modernisation comptable
- Directions régionales du Trésor
- Centre National des Manuscrits sis à Adrar
- Trésorerie centrale
- Trésorerie principal
- Trésoreries de wilaya.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 42 DU 20/12/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT  
L'INSTRUCTION N° 09 DU 10/02/2003**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.107 "Fonds d'appui à l'investissement".

**REFER :** - Loi n°01.21 du 22/12/2001 portant loi de finances pour 2002  
notamment son article 227 ;  
- Loi n°03.22 du 28/12/2003 portant loi de finances pour 2004 notamment son article 68 ;  
- ordonnance n°06.04 du 15/07/2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006  
notamment son article 27  
- Décret exécutif n°02.295 du 15/09/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte  
d'affectation spéciale n°302.107 "Fonds d'appui aux investissements".  
- Décret exécutif n° du modifiant et complétant le décret exécutif susvisé.  
- Instruction n°09 du 10/02/2003

En application des dispositions de l'article 27 de la loi de finances complémentaire pour 2006 et du décret exécutif n° du pris pour son application, les titres I et II de l'instruction n°09 du 10/02/2003 sont modifiés et complétés comme suit :

Le compte 302.107 s'intitulera désormais « Fonds d'appui à l'investissement »

**I- DISPOSITIONS GENERALES**

.....( sans changement jusqu'à).....écritures du trésorier principal ;

Le compte 302.107 est mouvementé par le Ministre chargé de la Promotion de l'Investissement en sa qualité d'ordonnateur principal.

**II- DISPOSITIONS COMPTABLES**

Ce compte retrace:

En Recettes :

.....(sans changement).....

En dépenses :

- La prise en charge..... ( sans changement).....

- La prise en charge de tout ou partie des frais induits au titre des actions de promotion et de suivi des investissements ;

Le reste des dispositions de l'instruction n°09 du 10/02/2003 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Participation et de la Promotion de l'Investissement
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie de la wilaya l'Alger.

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

## INSTRUCTION N° 43 DU 20/12/2006

**O B J E T :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.122 "Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes».

**R E F E R :** - Loi n°05-16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006 notamment son article 68.  
- Décret exécutif n° du fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.122 « Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes ».

Le décret exécutif visé en référence pris en application de la loi n°05.16 du 31/12/2005 portant loi de finances pour 2006 a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.122 « Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes ».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application comptable des textes précités.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte n°302.122 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 9 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit, et fonctionne dans les écritures du Trésorier principal.

Le compte n°302.122 est mouvementé par le Ministre chargé du Commerce en sa qualité d'ordonnateur principal.

### II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.122 retrace :

#### En Recettes :

Le versement par le Trésor de 50% du produit net des recettes provenant des amendes et saisies résultant des procès verbaux dressés par les services des enquêtes économiques et de la répression des fraudes.

#### En dépenses :

Le versement de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes.

#### A) COMPTABILISATION DES RECETTES DU FONDS :

Pour permettre la réparation du produit des recettes provenant des amendes et saisies résultant des

procès-verbaux dressés par les services des enquêtes économiques et de la répression des fraudes, il est ouvert au sein de la nomenclature des comptes du trésor, le compte 500.041 intitulé "Produit des recettes provenant des amendes et saisies résultant des procès-verbaux dressés par les services des enquêtes économiques et de la répression des fraudes, à répartir".

Le montant de 50% du produit net des recettes de l'espèce, destiné à alimenter le compte 302.122 fera l'objet, par les trésoreries de wilaya d'un transfert au trésorier principal par l'intermédiaire du compte 311.001 "recettes à transférer au trésorier principal au titre des comptes spéciaux du trésor.

A la réception du transfert, le trésorier principal en impute le montant au compte 302.122.

Le compte 500.041 sera soldé mensuellement par les trésoriers de wilaya.

#### **B) RÉGLEMENT DES DÉPENSES :**

Les dépenses inhérentes au règlement de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes, ordonnées par le Ministre chargé du commerce en sa qualité d'ordonnateur principal, sont imputées au compte d'affectation spéciale n° 302.122.

Au niveau local, les dépenses de l'espèce sont mandatées par les directeurs régionaux du commerce et les directeurs de wilaya du commerce en leur qualité d'ordonnateurs secondaires, et réglées par les trésoriers de wilaya assignataires à concurrence d'un plafond fixé par décision de l'ordonnateur principal de ce compte.

Ce plafond dûment visé par le trésorier principal, est notifié aux directeurs régionaux du commerce, directeurs de wilaya du commerce et contrôleurs financiers.

Les dépenses réglées au niveau local sont imputées par les trésoriers de wilaya assignataires au compte 322.122 « dépenses à transférer au TP P/C fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes » qui est ainsi ouvert à cet effet à la nomenclature des comptes du trésor au sein du groupe 3, compte général 32.

Les dépenses ainsi transférées par les trésoriers de wilaya, sont imputées définitivement par le trésorier principal au compte 302.122.

Pour permettre le suivi du compte n° 302.122, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère du Commerce, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

#### **DESTINATAIRES :**

##### Pour exécution :

- Trésorerie Principale

##### Pour information :

- Cour des Comptes  
- Inspection Générale des Finances  
- Inspection des Services Comptables  
- Ministère du Commerce  
- Direction Générale du Trésor  
- Direction Générale du Budget  
- Directions Régionales du Trésor  
- Agence Comptable Centrale du Trésor  
- Trésorerie Centrale.  
- Trésoreries de wilaya d'Alger



MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 44 DU 20/12/2006 MODIFIANT ET  
COMPLETANT L'INSTRUCTION N°15 DU 18/06/2002**

**OBJET** : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.103 "Fonds de régulation des recettes".

**REFER** : - Loi n°2000.02 du 27 juin 2000 portant loi de finances complémentaire pour 2000, notamment son article 10.

- Loi n°03.22 du 28/12/2003 portant loi de finances pour 2004 notamment son article 66,

- Ordonnance n°06.04 du 15/07/2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006 notamment son article 25 ;

- Décret exécutif n°02.67 du 06/02/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.103 "Fonds de régulation des recettes".

- Décret exécutif n°06.397 du 12/11/2006 modifiant et complétant le décret susvisé ;

- Arrêté n°122 du 16/06/2002 de Monsieur le Ministre des Finances déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n°302.103,

- Instruction n°15 du 18/06/2002.

En application de l'article 25 de la loi de finances complémentaire pour 2006 et du décret n° du , les dispositions du titre I de l'instruction n°15 du 18/06/2002 sont modifiées et complétées comme suit :

**DISPOSITIONS CMPTABLES :**

Le compte 302-103 enregistre :

**En recettes :**

- les plus-values résultant d'un niveau de recettes de fiscalités pétrolière supérieur aux prévisions de la loi de finances;

- les avances de la banque d'Algérie destinées à la gestion active de la dette extérieure ;

- toutes autres recettes liées au fonctionnement du Fonds.

**En dépenses :**

- le financement du déficit du trésor, sans que le solde du fonds ne puisse être inférieur à 740 milliards de DA ;

- la réduction de la dette publique ;

- (.....le reste sans changement.....)

Le reste des dispositions de l'instruction n°15 du 18/06/2002 demeure sans changement .

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**

Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Central du Trésor

- Trésorerie Principale

- Trésorerie de la wilaya d'Alger

Pour information :

- Cour des Comptes

- Inspection Générale des Finances

- Inspection des Services Comptables

- Direction Générale du Trésor

- Direction Générale du Budget

- Directions régionales du Trésor

- Trésorerie Centrale

- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N°45 DU 20/12/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT LES  
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION N°22 DU 11/09/2000**

**O B J E T :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102 "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle".

**R E F E R :** - Loi n°99.11 du 23/12/1999 portant loi des finances pour 2000, notamment son article 92.  
- Loi n°04-21 du 30/12/2004 portant loi de finances pour 2005 notamment son article 75.  
- Ordonnance n°06.04 du 15/07/2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, notamment son article 26.  
- Décret exécutif n°2000.192 du 16/07/2000 modifié et complété fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.102 "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle".  
- Décret exécutif n°06.396 du 12/11/2006 modifiant et complétant le décret n°2000.192 susvisé.  
- Instruction n°22 du 11/09/2000.  
- Instruction n°20 du 17/05/2005

En application de l'article 26 de l'ordonnance n°06.04 du 15/07/2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, et du décret n°06.396 du 12/11/2006 pris pour son application, les dispositions du titre II de l'instruction n°22 du 11/09/2000 modifiées et complétées par l'instruction n°20 du 17/05/2005 sont réaménagées comme suit :

**II- DISPOSITIONS COMPTABLES**

Le compte n°302.102 retrace:

En Recettes :

.....( sans changement).....

En dépenses :

- Les dépenses de mise à niveau liées à la promotion de la compétitivité industrielle et notamment celles relatives à :

- la normalisation,
- la qualité,
- la stratégie industrielle,
- la propriété industrielle
- la formation
- l'information industrielle et commerciale
- la recherche-développement
- l'essaimage
- la promotion des associations professionnelles du secteur industriel

- les dépenses liées aux études et à la réalisation des travaux de réhabilitation des zones industrielles et des zones d'activité ;
- les dépenses liées aux études, à l'aménagement et à la création des zones industrielles et des zones d'activité ;
- les frais engagés au titre de la mise en œuvre de programme de formation destinés aux gestionnaires des zones industrielles et des zones d'activités ;
- les dépenses générées par les missions à la charge du comité national de la compétitivité industrielle ;

- (.....le reste sans changement .....)

Le reste des dispositions de l'instruction n°22 du 11/09/2000 modifiée et complétée, demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- trésorerie principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Instruction et de la Restructuration
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**INSTRUCTION N° 46 DU 25/12/2006 MODIFIANT ET COMPLETANT  
L'INSTRUCTION N°32 DU 4/11/2006**

**O B J E T :** Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.062

« Bonification du taux d'intérêt »  
-ouverture de lignes.

**R E F E R :** - Loi n° 90-36 du 31/12/1990 portant loi de finances pour 1991 notamment son article 142.  
- Loi n°98-12 du 31/12/1998 portant loi de finances pour 1999, notamment son article 89.  
- Loi n°04-21 du 29/12/2004 portant loi de finances pour 2005, notamment ses articles 77 et 86.  
- Décret exécutif n°94-228 du 27/07/1994 modifié et complété fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.062.  
- Décret exécutif n°05-132 du 24/04/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°94-228 susvisé.  
- Instruction n°25 du 13/07/1992 modifiée et complétée.  
- Lettre n° 5164 /MF/DGB du 15/10/2006 de la Direction Générale du Budget.

La présente instruction a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'instruction n°32 DU 4/11/2006.

La structure du compte d'affectation spéciale n°302.062 « Bonification du Taux d'intérêt » est réaménagée comme suit :

**-Ligne 001 :** « Programme spécial Sud »

**-Ligne 002 :** « autres »

Ces lignes figureront en tant que telle à la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour execution

- Agence Comptable Centrale du Trésor  
- Trésorerie Principale

Pour information

- Cour des comptes  
- Inspection Générale des Finances  
- Inspection des Services Comptables  
- Direction Générale du Budget  
- Direction Générale du Trésor  
- Directions Régionales du Trésor  
- Trésorerie Centrale.  
- Trésoreries de Wilaya.

## INSTRUCTION N°47 DU25/12/2006

**O B J E T :** Modalités d'application des dispositions de la convention régissant les relations entre le trésor et les services d'Algérie Poste en matière de paiement des pensions algériennes et MDPES.

**RÉFÉRENCE :** - Loi 2000-03 du 05.08.2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications et notamment son article 116.  
-Loi N°03-22 du 28.12.2003 portant loi de finances pour 2004 et notamment son article 58.  
-Décret exécutif N° 02-43 du 14/01/2002 portant création d'Algérie Poste.  
-Instruction N° 04 du 23.03.2004.  
-Convention en date du 13.11.2004 régissant les relations entre le trésor et les services d'Algérie Poste.

En vertu des dispositions de la convention visée en référence, prise en application de l'article 116 de la loi 2000.03 du 05.08.2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications, la présente instruction a pour objet de définir les modalités pratiques afférentes aux paiements des pensions effectués par les services d'Algérie Poste pour le compte du trésor public.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Conformément à l'article 6 de la convention sus-citée, Algérie Poste s'engage à assurer, pour le compte du trésor public, le paiement des pensions Algériennes et étrangères, assignées payables auprès des bureaux de poste.

Pour assurer cette prestation et la couverture financière des dépenses y afférentes, le Trésor Public, s'engage à mettre à la disposition d'Algérie Poste, une provision, sous forme d'avance de fonds, dont le montant est égal à 2/12 des paiements effectués dans ce cadre par les services d'Algérie Poste au cours de l'année écoulée (année de référence), celle-ci est réajustée chaque année.

Après avoir été déterminée et ordonnée par la Direction Générale du Trésor, cette avance fera l'objet d'un versement par l'Agent Comptable Central du Trésor au profit du compte de règlement d'Algérie Poste ouvert auprès la Banque d'Algérie.

### OUVERTURE DE COMPTES

Pour permettre l'imputation de l'avance dans les écritures de l'Agence Comptable Centrale du Trésor et la distinction du mode de paiement des pensions au niveau des écritures des trésoriers ; les comptes 303.508 et 431.038 sont réaménagés comme suit :

#### **C/303.508 : AVANCES AUX COMPTES DE LIAISON.**

**Ligne 001 :** Avance à Algérie Poste pour le paiement des pensions  
(Convention du 29.11.2005).

**Ligne 002 :** Avance au trésor français Convention du 08.08.74.

### **C/431.038 : Paiement au titre des pensions.**

Les lignes ci-dessous sont ouvertes au sein du compte 431.038 « Paiements au titre des pensions ».

- Ligne 001 : Paiements auprès des caisses du trésor.
- Ligne 002 : Paiements par virement postal.
- Ligne 003 : Paiements auprès des bureaux de postes.

### **MISE EN PLACE DE L'AVANCE INITIALE.**

Sur la base d'une décision et d'un ordre de paiement établis par la Direction Générale du Trésor (suivant modèle en annexe) l'Agent Comptable Central du Trésor procède à la réalisation des opérations suivantes.

- **Débit** C/303.508/001 « Avance à Algérie Poste pour le paiement des pensions ».
- **Crédit** C/ 110.001 « Compte de règlement du trésor à la Banque d'Algérie ».

Dès la mise en application des dispositions de la présente instruction, les receveurs principaux d'Algérie Poste centraliseront mensuellement et récapituleront par nature et catégorie l'ensemble des paiements effectués dans ce cadre par les bureaux de poste de leur circonscription territoriale avant d'effectuer la remise des pièces de dépenses au trésorier de rattachement.

Les paiements effectués antérieurement à la date de la mise en application de la présente instruction continueront à être traités suivant l'ancien système jusqu'à leur apurement.

### **DISPOSITIONS COMPTABLES**

A la réception de la première remise, le trésorier de rattachement, après vérification et contrôle des états récapitulatifs avec les montants des pièces correspondantes, délivrera une déclaration de versement de pièces de dépenses en trois (03) exemplaires suivant modèle annexe I et procédera à la passation de l'opération suivante :

- **Débit** C/431.044 décaissement au titre des pensions assignées payables auprès des bureaux de poste.
- **Crédit** C/ (500.005 – 500.040 – 411.003) (voir option)

Pour permettre la réalisation de cette opération, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor, le compte ci-après :

**C/ 431.044 intitulé** « Décaissement au titre des pensions assignées payables auprès des bureaux de poste ».

Ce compte ouvert au groupe 4 compte général 43 section I enregistre au:

#### **DEBIT :**

Les remises de pièces de dépenses relatives aux pensions et MDPES payées par les bureaux de poste et centralisées par les receveurs principaux d'Algérie Poste.

#### **CREDIT :**

Les régularisations des opérations imputées provisoirement au débit de ce compte.

Après vérification et contrôle de la remise des pièces, les services de la trésorerie procéderont à l'imputation des dépenses et coupons assignées au niveau de leurs écritures et au transfert des opérations afférentes aux pensions Françaises et Marocaines à l'Agent Comptable Central du trésor.

## **Apurement du C/431.044 « décaissement au titre des pensions assignées payables auprès des bureaux de poste. »**

### **1) Cas d'une remise ne présentant aucune anomalie.**

Dans le cas où la vérification, ne relève aucune anomalie, le trésorier procédera à l'apurement du compte 431.044 en réalisant les opérations suivantes :

**Débit** C/431.002 pour le montant des pièces MDPES.

**Débit** C/431.038/003 pour le montant des pensions Algériennes.

**Débit** C/520.009 pour le montant de pensions Françaises.

**Débit** C/520.013 pour le montant de pensions Marocaines.

Par le **Crédit** du compte 431.044 « Décaissement au titre des pensions assignées payables auprès des bureaux de poste ».

### **2) Cas d'une remise erronée.**

Dans le cas où cette remise comporte une anomalie, un rejet partiel ou total sera adressé au receveur principal concerné.

Ce rejet s'effectue par renvoi des pièces justificatives erronées, accompagnées d'une note de rejet établie en triple (03) exemplaires dont l'un servira d'accusé de réception des pièces rejetées (voir modèle en annexe II).

La note de rejet indiquera le montant, la nature des pièces renvoyées ainsi que le ou les bureaux de postes concernés.

Dans ce cas, le compte 431.044 laissera apparaître un solde débiteur égal au montant du rejet effectué qui sera régularisé sur le montant de la remise suivante.

A la date de réception de cette seconde remise, après vérification et reconnaissance des pièces y afférentes, le trésorier procédera à sa prise en charge comptable et à la régularisation du solde débiteur constaté en réalisant les écritures suivantes :

- **Débit** C/431.044 pour le montant de la remise

- **Crédit** C/500.005/001 pour le montant net (Montant de la remise moins le rejet constaté sur la remise précédente).

- **Crédit** C/431.044 pour le montant du rejet effectué.

### **Opérations de règlement au profit d'Algérie Poste**

Pour permettre un remboursement périodique des paiements effectués par les services d'Algérie Poste, les dates de remises, de prise en charge, de transfert et d'apurement doivent être strictement observées tant par les services d'Algérie Poste (Receveurs Principaux) que par les trésoriers de wilaya.

### **Date de remise des pièces de dépenses**

Les pièces justificatives afférentes aux paiements des pensions et MDPES assignées au niveau des bureaux de poste, doivent faire l'objet d'une remise au trésorier de wilaya par le receveur principal au plus tard à la fin du mois qui suit celui du règlement.

Celles concernant les recettes principales de la wilaya d'Alger, doivent être remises au trésorier principal.

### **Date de transmission du transfert à l'ACCT P/C Algérie Poste**

Dès réalisation de l'opération de prise en charge de cette remise, le trésorier concerné établira un bordereau de transfert de recettes qu'il adressera au préalable par voie de fax à l'ACCT avant son envoi habituel.

Ce transfert est justifié par une copie de déclaration de versement établie au moment de la réception de la remise.

### **Opération de règlement au niveau de l'ACCT.**

A la réception de l'ensemble des bordereaux de transfert, l'ACCT procédera à leur consolidation et au règlement de leur montant au profit d'Algérie Poste en passant l'écriture comptable suivante :

- **Débit** Compte de transfert (500.005/002)
- **Crédit** C/110.001 compte de règlement du trésor.

### **Régularisation du compte 431.038**

Les paiements au titre des pensions, imputés par les trésoreries aux lignes appropriées du compte 431.038, feront l'objet d'une régularisation conformément aux dispositions de l'instruction n° 26 du 04 juillet 1998 modifiant et complétant les dispositions de l'instruction n° 02 du 08 janvier 1998.

### **DISPOSITIONS FINALES**

Pour faciliter le traitement, la prise en charge rapide de ces remises au niveau du trésor et éviter autant que faire se peut, d'éventuels rejets, il est demandé aux receveurs principaux d'apporter le plus grand soins dans l'établissement des états récapitulatifs accompagnant celles-ci.

Comme il est demandé aux trésoriers de wilaya de veiller à ce que les travaux de contrôle, d'émargement et d'apurement soient réalisés dans un délai qui ne peut excéder l'échéance de la remise suivante.

Je vous demande de veiller à l'application de la présente instruction et tenir informé des difficultés rencontrées.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

### **DESTINATAIRES :**

#### Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

#### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Algérie poste
- Directions régionales du Trésor



# CIRCULAIRES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

**CIRCULAIRE N° 01 DU 21/02/2006**

---

**O B J E T :** Codification des Ordonnateurs.

**R E F E R :** Décret présidentiel n°05-404 du 17/10/2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°90.174 du 09/06/1990 modifié , fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des services de l'Education Nationale.

Les dispositions du décret exécutif visé en référence, ont organisé les services de l'Education Nationale en trois directions de l'éducation au niveau de la wilaya d'Alger.

Ces directions portent les codes ordonnateurs suivants :

<b>STRUCTURE</b>	<b>CODE</b>
- Direction de l'Education d'Alger Est	108.016.1
- Direction de l'Education d'Alger Centre	108.016.2
- Direction de l'Education d'Alger Ouest	108.016.3

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie de la wilaya d'Alger

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de l'Education Nationale
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

**CIRCULAIRE N° 02 DU 19/11/2006**

**O B J E T** : Codification des ordonnateurs.

**R E F E R** : - Décret présidentiel n°06-177 du 31/05/2006 portant rattachement de la Direction Générale de La Fonction Publique à la Présidence de la République (Secrétariat Général du Gouvernement).  
-Circulaire n°08 du 21 juillet 2003.

Suite à l'intervention du décret présidentiel visé en référence, l'état annexé à la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 est modifié et complété comme suit :

**STRUCTURE**

**CODE**

Direction Générale de la  
Fonction Publique

101.3.00

Le code ordonnateur 102.3.00 attribué précédemment à cette structure est annulé.

Le reste de la circulaire n°08 du 21 juillet 2003 modifiée et complétée demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

---

**CIRCULAIRE N° 03 DU 10/12/2006**

---

**O B J E T** : Sécurité des postes comptables

Les mesures de sécurité devant être mises en place au niveau des postes comptables ont fait l'objet de plusieurs messages adressés à l'ensemble des trésoriers, mais qui en pratique semblent avoir été perdues de vue par certains chefs de poste.

La présente circulaire a pour objet de rappeler certaines de ces mesures qui revêtent un caractère impératif et urgent.

**1) Sécurité des sites**

En prévision des fêtes légales et événement particulier ( fêtes de l'Aid, week-end fériés, référendum), il est impératif pour les chefs de postes de faire preuve de vigilance et de veiller au renforcement des mesures de sécurité et de prévention au niveau du siège des directions régionales du Trésor et des trésoreries.

Une permanence doit être assurée par les cadres désignés à cet effet, pour préserver le site contre tout acte malveillant et de signaler tout événement ou fait de nature particulière.

**2) Audit interne des services**

De nombreux cas d'opérations frauduleuses générant un grave préjudice au Trésor Public ont été constatés, du fait d'un relâchement dans la gestion de certains postes comptables.

Afin de remédier à cette situation, il est rappelé aux chefs de poste :

- ✓ d'avoir à assurer de façon rigoureuse et permanente un audit interne de l'ensemble des services placés sous leur autorité, notamment ceux ayant la charge de la gestion de comptes sensibles ( comptes de consignation, de réimputation et de portefeuille) ;
- ✓ de veiller à ce que toute opération de rectification d'écriture soit soumise au visa préalable du chef ou du fondé de pouvoir dûment habilité ;
- ✓ qu'un état des rectifications d'écritures opérées au niveau du poste comptable soit produit journallement et visé par le fondé de pouvoir ;
- ✓ d'assainir les comptes du portefeuille ;
- ✓ que les états de régularisation des montants imputés dans leurs écritures au compte n°212-001 et représentant les débits d'office opérés par les services d'Algérie Poste au titre des taxes CCP, doivent impérativement être appuyés des copies des extraits de comptes correspondants ;
- ✓ d'éviter de conserver une encaisse importante au niveau de leur poste comptable et de procéder à des dégagements de caisse, chaque fois que cela est nécessaire.

### 3) clôture de comptes

Les comptes de dépôts de fonds ouverts dans les écritures des comptables du Trésor et n'ayant pas connu de mouvements de fonds aux termes d'une année, doivent faire l'objet d'une clôture et leurs soldes transférés au compte n°431.006 « service des dépôts et consignations administratives et judiciaires ».

Les comptables assignataires de ces comptes prendront soin d'aviser **par courrier recommandé avec accusé de réception**, les titulaires des comptes en question, de cette opération de clôture.

Une liste des comptes clôturés dans ce cadre, doit être transmise à la Direction Générale de la Comptabilité dans un délai n'excédant pas 15 jours, à compter de la date de clôture de ces comptes.

### 4) Suivi du compte courant postal des comptables publics

L'attention de l'administration centrale est attirée un nombre important de débits d'office opérés sur les comptes courants postaux des postes comptables.

A cet effet et afin d'assurer la préservation des deniers de l'Etat, les chefs de poste sont tenus d'adopter une attitude vigilante quant au contrôle minutieux des documents comptables, de façon à pouvoir détecter toute manœuvre éventuelle de falsification ou de tentative de malversations susceptibles d'engager leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

Aussi, les mesures suivantes doivent être scrupuleusement appliquées :

- ✓ désignation d'un agent habilité auprès de la poste, à l'effet de récupérer journalièrement les documents comptables (journées CCP).
- ✓ exploitation rigoureuse et journalière des extraits de comptes et des pièces justificatives y afférentes
- ✓ suivi régulier et émargement journalier des chèques émis en règlement des dépenses publiques
- ✓ transcription systématique des opérations de recettes et des dépenses effectuées sur le compte courant postal du poste comptable et rapprochement journalier de son solde
- ✓ établissement des états de rapprochement mensuel et leur envoi aux services de la poste, pour conformité.

### 5) Règlement des dépenses publiques par le canal du compte courant postal du Trésor

Dans le cadre de l'exécution des dépenses publiques, il a été relevé que les chèques de virement CCP signé par le chef de poste, sont remis au niveau de certains postes comptables, directement aux bénéficiaires, au lieu d'être déposés aux guichets de la poste compétente.

Cette procédure irrégulière qui est susceptible de générer des malversations préjudiciables au Trésor Public, consiste une faute de gestion très grave qui engage pleinement la responsabilité personnelle et pécuniaire de ses auteurs.

Aussi, il est instamment rappelé que les chèques de l'espèce doivent impérativement être retracés sur un registre spécial et déposés aux guichets de la poste compétente par un correspondant du Trésor dûment accrédité auprès de cette dernière.

Cette remise devra être justifiée par un accusé de réception apposé sur le registre spécial par les services de la poste concernée.

### 6) Conservation des documents et imprimés de service

Les chefs de poste sont appelés à veiller scrupuleusement à la protection et à la saine utilisation des documents et imprimés de service.

Ils doivent notamment faire en sorte à ce que ces documents et imprimés, ainsi que les timbre secs et humide ne soient pas laissés sur les bureaux ou au niveau des guichets, après les heures de services, mais rangés dans des armoires ou casiers fermant à clé.

Il en est de même également pour ce qui est des différents quittanciers à souches et du carnet de chèques CCP du poste comptable.

Tout incident constaté en la matière doit être immédiatement pris en charge au niveau local et signalé à l'administration centrale.

Les prescriptions de la présente circulaire constituent des mesures d'ordre général, qui n'excluent pas les initiatives particulières susceptibles d'être prises par les chefs de poste et qui militent en faveur du renforcement des mesures de sécurité des postes comptables.

Enfin, il convient de signaler que les actions de contrôle et de suivi du fonctionnement optimal des services, constitueront désormais un critère déterminant, quant à l'appréciation et l'évaluation de la manière de servir des chefs de poste.

Je vous demande de veiller à la stricte application des dispositions de la présente circulaire, auxquelles j'attache le plus grand intérêt.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya ( et notification aux trésoreries des communes, trésoreries des secteurs sanitaires, trésoreries des CHU et aux agent comptables des EPA et organismes assimilés)

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

---

**Circulaire n° 04 du 25/12/2006**

---

**O B J E T :** - Codification des ordonnateurs

**R E F E R :** - Décret exécutif n° 06-327 du 18/09/2006 fixant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale.

Les dispositions du décret exécutif visé en référence, ont fixé l'organisation des services extérieurs de l'administration fiscale.

Les codes ordonnateurs attribués précédemment aux directions des impôts de la wilaya d'Alger sont modifiés comme suit :

- |   |             |
|---|-------------|
| - Direction des Impôts d'Alger – Centre   | -110.4.16.1 |
| - Direction des Impôts de Sidi –M'Hamed   | -110.4.16.2 |
| - Direction des Impôts de Bir Mourad Rais | -110.4.16.3 |
| - Direction des Impôts d'El-Harrach       | -110.4.16.4 |
| - Direction des Impôts de Chéraga         | -110.4.16.5 |
| - Direction des Impôts de Rouiba          | -110.4.16.6 |

Le code ordonnateur attribué à la Direction des Grandes Entreprises est : 110.4.16.7.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé K.LAKHDARI**  
Directeur de la Réglementation Comptable

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie de Wilaya d'Alger

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Directions Générale des Impôts
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 04 مؤرخ في 2006/12/25

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف  
المرجع : مرسوم تنفيذي رقم 06-327 مؤرخ في 18/09/2006 يحدد تنظيم و مهام المصالح الخارجية لإدارة الجباية.

حددت أحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، تنظيم المصالح الخارجية لإدارة الجباية.

يعدل ترميز الأمرين بالصرف الممنوح سابقا لإدارات الضرائب الجزائر كما يأتي:

- 110.4.16.1 – مديرية الضرائب للجزائر الوسطى
- 110.4.16.2 – مديرية الضرائب لسيدي أحمد
- 110.4.16.3 – مديرية الضرائب لبئرمرادرايس
- 110.4.16.4 – مديرية الضرائب للحراش
- 110.4.16.5 – مديرية الضرائب لشراقة
- 110.4.16.6 – مديرية الضرائب للرويبة

يتمثل ترميز الأمر بالصرف الممنوح لمديرية المؤسسات الكبرى في: 110.4.16.7

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ

– الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة

– خزينة ولاية الجزائر.

للإعلام :

– مجلس المحاسبة،

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية.

– المديرية العامة للضرائب

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية العامة للخرينة

– الخزينة المركزية

– الخزينة الرئيسية.

أخيراً، تجدر الإشارة إلى أن أعمال الرقابة و المتابعة للسير الملائم للمصالح، تشكل من هنا فصاعداً مقياس يحدد تقويم و تقييم طريقة عمل رؤساء المراكز.

أطلب منكم اسهر على التطبيق الصارم لأحكام هذا المنشور، و الذي اعلق عليه اهتماماً بالغاً.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبة المركزية للخزينة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات (مع إعلام خزائن البلديات، خزائن القطاعات الصحية، خزائن المراكز الإستشفائية الجامعية، و إلى الأعوان المحاسبة للهيئات العمومية ذات الطابع الإداري و الهيئات المشابهة).

للإعلام :

- مجلس المحاسبة،
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبة.

- فحص صارم و يومي لمستخرجات الحسابات و الوثائق السنوية المتعلقة بها،
- متابعة منتظمة و التوقيع اليومي على الصكوك الصادرة تسديدا للنفقات العمومية،
- التسجيل الفوري لعمليات الإيرادات و النفقات التي تمت على الحساب الجاري البريدي للمركز المحاسبي و التقارب اليومي لرصيده،
- إعداد بيانات التقارب الشهري وإرسالها إلى مصالح البريد، للتطابق.

## 5) تسديد النفقات العمومية عن طريق الحساب الجاري للخرينة

في إطار تنفيذ النفقات العمومية، لوحظ أن صكوك التحويل للحسابات الجارية البريدية الموقع عليها

من طرف رئيس المركز، تسلم على مستوى بعض المراكز المحاسبية مباشرة إلى المستفيدين بدلا من إيداعها لدى شبابيك المراكز المختصة

هذا الإجراء الغير النظامي و الذي من شأنه أن يولد نوايا غير حسنة مضررة للخرينة العمومية، يشكل خطأ تسيير فادحا يقحم كليا المسؤولية الشخصية و النقدية لمرتكبيه

لذا فتجدر الإشارة، أن الصكوك من هذا القبيل يجب أن تسطر إلزاميا في سجل خاص و تودع لدى شبابيك البريد من طرف مراسل الخرينة معتمدا قانونا لدى هذا الأخير.

يبرر هذا التسليم بموجب إشعار استيلاء بوضع في السجل الخاص من مصالح البريد المعنية

## 6) الإحتفاظ بالوثائق و مطبوعات المصلحة

إن رؤساء المراكز مدعوون للسهر بصرامة على الحفاظ و الاستعمال السليم للوثائق و مطبوعات المصلحة.

عليهم عدم ترك الوثائق، المطبوعات و كذلك الطوابع الجافة و النقدية على المكاتب أو على مستوى الشبابيك بعد ساعات العمل، بل في الخزانات أو الأدراج المقفلة بالمفتاح

نفس الشيء بالنسبة لمختلف الإيصالات و دفاتر صكوك الحسابات الجارية البريدية للمركز المحاسبي.

كل حادث قد يطرأ في هذا المجال، يجب أن يتكفل به فورا على المستوى المحلي مع تبليغ الإدارة المركزية بذلك

تشكل أحكام هذا المنشور إجراءات نظام عام، التي لا تستثني المبادرات الخاصة التي قد يتخذها رؤساء المراكز و التي تعمل على تدعيم إجراءات أمن المراكز المحاسبية.

- السهر على إخضاع كل عملية تصحيح إلى التأشير المسبقة لرئيس المركز أو الوكيل المفوض معتمدا قانونا،
- الحرص على تقديم بيان تصحيحات الكتابات التي تم القيام بها على مستوى المركز المحاسبي يوميا مؤشر عليها من طرف الوكيل المفوض،
- تطهير حسابات الحافظة،
- دعم بيانات تسوية المبالغ المقيدة في كتابتهم في الحساب رقم 212.001 و التي تمثل الاقتطاعات التلقائية من طرف مصالح بريد الجزائر فيما يخص رسومات الحسابات الجارية البريدية، بنسخ لمستخرجات الحسابات الموافقة لها ،
- تفادي الإحتفاظ برصيد كبير على مستوى مراكز هم المحاسبية و الشروع في تفرغ الصندوق عند الضرورة .

### (3) إقفال الحسابات

يجب أن تكون حسابات إيداع الأموال المفتوحة في كتابات المحاسبين العموميين و التي لم تعرف أي نشاط مالي خلال سنة، موضوع إقفال و تحويل رصيدها إلى الحساب رقم 006.431 "مصلحة الإيداع و الاستيداع الإداري و القضائي"

على المحاسبين المكلفين بهذه الحسابات، إبلاغ أصحاب هذه الحسابات بموجب إرسال موصى عليه وإشعار استلام، بعملية الإقفال هذه.

ترسل قائمة الحسابات المقفلة في هذا الإطار إلى المديرية العامة للمحاسبة في أجل لا يتعدى 15 يوما ابتداء من تاريخ الإقفال.

### (4) متابعة الحساب الجاري البريدي للمحاسبين العموميين

لقد تم لفت انتباه الإدارة المركزية الكم الهائل من الاقتطاعات التلقائية من الحسابات الجارية البريد للمحاسبين العموميين .

لذا وحفاظا على أموال الدولة، فرؤساء المراكز ملزمون بالتحلي باليقظة في مجال المراقبة الدقيقة للوثائق المحاسبية، مما يسمح بكشف أي عمل تزوير أو محاولة مشكوك فيها قد تقحم مسؤولياتهم الشخصية و النقدية

و عليه، يجب أن تطبق الإجراءات التالية بصرامة :

- تعيين عون مؤهل لدى البريد، من أجل استعادة الوثائق المحاسبية يوميا

منشور رقم 03 مؤرخة في 2006/12/19

الموضوع : أمن المراكز المحاسبية

كانت الإجراءات التي يتم وضعها على مستوى المراكز المحاسبية موضوع عدة برقيات وجهت إلى جميع أمناء الخزائن، غير أنه و عمليا يبدو أنها أهملت من طرف بعض رؤساء هذه المراكز.

يهدف هذا المنشور إلى التذكير ببعض هذه الإجراءات التي تكتسي طابع إلزامي و استعجالي.

1 ( أمن المواقع

تحسبا للاحتفالات الشرعية و الأحداث الخاصة ( الأعياد، نهاية الأسبوع، استفتاء) فإن رؤساء المراكز ملزمين بالتحلي باليقظة و السهر على تحصين الإجراءات الأمنية و الوقائية على مستوى مقر المديرية الجهوية للخزينة و الخزائن التابعة لهم.

يجب تأمين مداومة من طرف إطارات معنية لهذا الغرض و ذلك قصد الحفاظ على الموقع ضد أي عمل مشكوك فيه و التبليغ عن أي حدث ذي طبيعة خاصة.

2) التدقيق الداخلي للمصالح

لقد تم الكشف عن عدة عمليات مغشوشة ترتبت عنها أضرار جسيمة مست الخزينة العمومية، نتيجة ارتخاء في تسيير بعض المراكز المحاسبية.

لإصلاح هذه الوضعية، يتم تذكير رؤساء المراكز بمايلي:

– إجراء تدقيق صارم و دائم لمجمل المصالح الموضوعة تحت وصايتهم، لاسيما تلك المكلفة بتسيير الحسابات الحساسة (حسابات الإيداع، إعادة القيد و الحافظة)،

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

منشور رقم 02 المؤرخة في 2006/11/19

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف

المرجع : - المرسوم الرئاسي رقم 06-177 المؤرخ في 31/05/2006 المتضمن إلحاق المديرية العامة للوظائف العمومي برئاسة الجمهورية ( الأمانة العامة للحكومة ).  
- المنشور رقم 08 مؤرخ في 21 جويلية 2003.

تبعاً لتدخل المرسوم الرئاسي المشار إليه في المرجع، تعدل و تتم الحالة الملحقه للمنشور رقم 08 مؤرخ في 21 جويلية 2003 كما يلي:

الرمز	الهيئة
101.3.00	المديرية العامة للوظائف العمومي

يلغى رمز الأمر بالصرف 101.3.00 الممنوح سابقاً لهذه الهيئة.

تبقى أحكام المنشور رقم 08 المؤرخ في 21 جويلية 2003 المعدل و المتمم بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم المحاسبي

منشوره رقم 01 مؤرخة في 2006/02/21

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف.

المرجع : مرسوم تنفيذي 404.05 مؤرخ في 2005/10/17 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 174.90 معدل، يحدد كفاءات تنظيم وسير مصالح التربية الوطنية.

نظمت أحكام المرسوم المشار إليه في المرجع مصالح التربية الوطنية في ثلاثة مديريات التربية على مستوى ولاية الجزائر.

تحمل هذه المديريات رمز الأمرين بالصرف التالية:

الرمز	الهيئة
108.016.1	– مديرية التربية الجزائر شرق
108.016.2	– مديرية التربية الجزائر وسط
08.016.3	– مديرية التربية الجزائر غرب

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام المنشور هذا.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ

– الوكيل المحاسبية المركزية للخزينة  
– خزينة ولاية الجزائر.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة،
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبة.
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- وزارة التربية الوطنية
- المديريات الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي



# مناشير

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

- أصول حساب 110.001 حساب التسوية للخرزينة  
تسوية الحساب 431.038 : يكون تسديد المبالغ الخاصة بالمنح المقيدة من طرف أمناء الخزينة في الأسطر  
المعنية للحساب 431.038 محل تسوية وهذا تطبيقاً لأحكام التعليمات رقم 26 المؤرخة في 04 جويلية 1998  
المعدلة و المتممة لأحكام التعليمات رقم 02 المؤرخة في 08 جانفي 1998.

### أحكام نهائية

لتسهيل معالجة و التكفل السريع لهذه التسليمات على مستوى الخزينة و لتفادي بقدر المستطاع، رفضات  
محتملة، يطلب من القابضين الرئيسيين العناية التامة في إعداد بيانات الحوصلة التي ترافق هذه التسليمات

كما يطلب من أمناء الخزائن الو لأية، السهر على أن تنجز أعمال المراقبة، التوقيع والتطهير في أجل لا يمكن أن  
يتعدى أجل التسليم القادم.

أطلب منكم إبلاغي بكل صعوبة قد تصادفونها.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

### المرسل إليهم :

#### للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

#### للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخرزينة
- المديرية العامة للميزانية
- بريد الجزائر
- المديرية الجهوية للخرزينة

تظهر مذكرة الرفض مبلغ، طبعة الوثائق المعادة وكذا مكتب أو مكاتب البريد المعنية في هذه الحالة، يظهر الحساب 431.044 رصيذا مدينا يساوي مبلغ الرفض والذي يتم تسويته على مبلغ التسليم المقبل،

بتاريخ استيلاء التسليم التالي، بعد التدقيق و التعريف على الوثائق المتعلقة به، يشرع أمن الخزينة في التكفل المحاسبي و تسوية الرصيد المدين الملحوظ وذلك بإنجاز الكتابات التالية:

- خصوم حساب 431.044 بالنسبة لمبلغ التسليم
- أصول حساب 500.005/001 بالنسبة للمبلغ الصافي (مبلغ التسليم ناقص الرفض الملحوظ على التسليم السابق
- أصول الحساب 431.004 بالنسبة لمبلغ الرفض الذي تم تنفيذه

### عمليات التسديد لصالح بريد الجزائر

للسماح بتعويض دوري للدفعات التي قامت بها مصالح بريد الجزائر، فإن تاريخ التسليمات، التكفل التحويل و التطهير يجب أن تحظى بعناية تامة سواء من طرف مصالح البريد (القابضون الرئيسيون) أو من طرف أمناء الخزائن.

### تاريخ تسليم وثائق النفقات

تكون الوثائق الثبوتية المتعلقة بدفعات المنح حوالات و دفع النفقات العمومية الخارجية عن الصلحة القابلة للدفع على مستوى مكاتب البريد، موضوع تسليم من طرف القابض الرئيسي إلى أمين الخزينة يوم 15 من الشهر الذي يلي تسديدها كحد أقصى.

الأملك المتعلقة بالقباضات الرئيسية لولاية الجزائر، فيتم تسليمها إلى أمين الخزينة الرئيسي

### تاريخ إرسال التحويل إلى العون المحاسبي المركزي للخزينة لحساب بريد الجزائر

فور إنجاز عملية التكفل بهذا التسليم، يقوم أمين الخزينة المعني بإعداد كشف تحويل للإيرادات يرسلها مسبقا عن طريق الفاكس إلى العون المحاسبي المركزي للخزينة قبل إرسالها المعتاد، يبرر هذا التحويل بموجب نسخة تصريح الدفع يتم إعدادها وقت استلام التسليم.

### عملية التسديد على مستوى العون المحاسبي المركزي للخزينة

عند استيلاء مجمل كشوفات التحويل، يشرع العون المحاسبي المركزي للخزينة في تثبيت و تسديد مبلغها لصالح بريد الجزائر بإجراء الكتابة المحاسبية التالية :

- خصوم حساب التحويل 500.005/001

- خصوم حساب 431.044 المعنون "تفريغ الصندوق فيما يخص المنح القابلة للدفع لدى مكاتب البريد
- أصول حساب "إيرادات مختلفة لتحويل المحاسبين الرئيسيين"

للسماح بإنجاز هذه العملية، بفتح في مدونة حسابات الخزينة الحساب أذناه:

- حساب 431.044 المعنون "تفريغ الصندوق فيما يخص المنح القابلة للدفع لدى مكاتب البريد"
- يسجل هذا الحساب الذي يفتح في المجموعة 4 الحساب العام 43 الفرع 1:

- **الخصوم** : تسليمات وثائق النفقات المتعلقة بالمنح وجوات النفقات العمومية الخارجة عن المصلحة المدفوعة من طرف مكاتب البريد والممركزة من طرف القابضين الرئيسيين لبريد الجزائر.

- **أصول** : تسويات العمليات المقيدة مؤقتا في خصوم هذا الحساب .

بعد مراقبة وتدقيق تسليم الوثائق، تشرع مصالح الخزينة في تقييد النفقات و القسيمات القابلة للدفع على مستوى كتاباتهم و في تحويل العمليات المتعلقة بالمنح الفرنسية و المغربية إلى العون المحاسبي المركزي للخزينة.

### تطهير الحساب 431.004 "تفريغ الصندوق فيما يخص المنح القابلة للدفع لدى مراكز البريد"

#### (1) حالة تسليم ليس فيها أي خطأ

- في حالة عدم وجود خطأ، يشرع أمين الخزينة في تطهير الحساب 431.044 بإنجاز العمليات التالية:
- خصوم حساب 431.002 بالنسبة لمبلغ وثائق حوالات دفع النفقات الخارجة عن المصلحة
  - خصوم حساب 431.038 بالنسبة لمبلغ المنح الجزائرية
  - خصوم حساب 520.009 بالنسبة لمبلغ المنح الفرنسية
  - خصوم حساب 520.013 بالنسبة لمبلغ المنح المغربية

بأصول الحساب 431.044 "تفريغ الصندوق فيما يخص المنح القابلة للدفع لدى مراكز البريد"

#### (2) حالة تسليم خاطئ

في حالة إذا اظهر هذا التسليم خطأ، يرسل رفض جزئي أو كلي إلى القابض الرئيسي المعني

يتم هذا الرفض بإعادة الوثائق الثبوتية الخاطئة مصحوبة بمذكرة رفض تم إعدادها في بثلاثة نسخ، واحدة منها تكون بمثابة إشعار استيلاء للوثائق المرفوضة (أنظر النموذج في الملحق, II)

## فتح الحسابات

للسماح بتقييد التسبيقة في كتابات العون المحاسبي المركزي للخرينة وإبراز طريقة دفع المح على مستوى كتابات أمناء الخزائن، يعاد صياغة الحسابين التاليين مكايلى :

**حساب 303.508 : تسبيقات لحسابات الوصل**

– السطر 001 : تسبيقة لبريد الجزائر لدفع المنح (إتفاقية 29.11.2005)،

– السطر 002 : تسبيقة للخرينة الفرنسية (إتفاقية 08.08.74)،

**حساب 431.038 : دفع قيما تخص المنح**

تفتح السطور التالية ضمن الحساب 431.038 "دفع قيما يخص المنح"

– السطر 001 : دفعوات لدى صناديق الخزينة

– السطر 002 : دفعوات عن طريق التحويل (بريدي أو مصرفي)

– السطر 003 : دفعوات لدى مكاتب البريد

## **وضع التسبيقة الآولية**

على أساس مقرر أو أمر بالدفع تعدها المديرية العامة للخرينة (تبقا لنموذج ملحق) بشرع العون المحاسبي المركزي للخرينة في إنجاز العمليات التالية:

– خصوم حساب 303.508.001 "تسبيقة لبريد الجزائر لدفع المنح"

– أحول حساب 110.001 "حساب التسوية للخرينة ببنك الجزائر"

فور الشروع في تطبيق أحكام هذه التعليلة، يقوم القابضون الرئيسيون لبريد الجزائر شهريا في تمرکز و حوصلة مجمل الدفعوات التي تمت في هذا الإطار من طرف مكاتب البريد لداثرتهم الإقليمية حسب طبيعتها وأصنافها وذلك قبل تسليم وثائق النفقات إلى أمن الخزينة التابعين له،

يستمر في معالجة الدفعوات التي تم القيام بها قبل تاريخ الشروع في تطبيق هذه التعليلة حسب النظام القديم وذلك لغاية تطهيرها.

## **أحكام محاسبية**

فور استلام التسليم الأول، يسلم امن الخزينة المعنى بعد الفحص وتدقيق بيانات الحوصلة مع مبالغ الوثائق الموافقة تصريحاً بدفع النفقات في ثلاثة (03) نسخ تبعا لنموذج الملحق ويشرع في إجراء العملية التالية:

## تعليمية رقم 47 مؤرخة في 2006/12/25

### تتعلق بدفع المنح من طرف مصالح بريد الجزائر

**الموضوع :** كيفيات تطبيق أحكام الاتفاقية التي تسير العلاقات بين الخزينة و مصالح بريد الجزائر في مجال دفع

المنح الجزائرية وجوالات دفع النفقات الخارجة عن المصلحة

**المرجع :** – القانون رقم 03.2000 المؤرخ في 05.08.2000 الذي يعدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد والمواصلات

لاسيما المادة 116 منه،

– القانون رقم 22.03 المؤرخ في 28.12.2003 المتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 58 منه،

– لمرسوم التنفيذي رقم 43.02 المؤرخ في 14.01.2002 المتضمن إنشاء بريد الجزائر،

– التعليمية رقم 4 المؤرخة في 23.03.2004 ،

– الاتفاقية المؤرخة في 13.11.2004 التي تسير العلاقات بين الخزينة و مصالح بريد الجزائر.

بمقتضى أحكام الاتفاقية المشار إليها في المرجع والمأخوذة تطبيقا للمادة 116 من القانون رقم 03.2000 المؤرخ في

05.08.2000 الذي يحدد القواعد العامة المتعلقة بالبريد والمواصلات تهدف التعليمية هذه إلى تحديد الكيفيات العملية

المتعلقة بدفع المنح من طرف مصالح بريد الجزائر لحساب الخزينة العمومية .

## II أحكام عامة

طبقا للمادة 6 من الاتفاقية السالفة الذكر، يلتزم بريد الجزائر بضمان دفع المنح الجزائرية و الأجنبية المقبولة

للدفع لدى مكاتب البريد، لحساب الخزينة العمومية.

لضمان هذه الخدمة والتغطية المالية للنفقات المرتبطة بها ، تلتزم الخزينة العمومية بوضع مؤونة على شكل

تسبيقة مالية تحت لصرف بريد الجزائر و التي تعادل 12/2 من الدفعات التي تم القيام بها في هذا الإطار من طرف

مصالح بريد الجزائر خلال السنة المنفرطة (سنة مرجعية) ، والتي يتم ضبطها كل سنة .

تكون هذه التسبيقة التي حددت وتم الأمر بصرفها من طرف المديرية العامة للخزينة، موضوع دفع في حساب

التسوية بريد الجزائر من طرف العون المحاسبي المركزي للخزينة والمفتوح لدى بنك الجزائر.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة  
– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة  
– المفتشية العامة للمالية  
– مفتشية المصالح المحاسبية  
– المديرية العامة للخزينة  
– المديرية العامة للميزانية  
– المديرية الجهوية للخزينة  
– الخزينة المركزية  
– خزائن الولاية



تعليمية رقم 46 المؤرخة في 2006/12/25 تعدل وتتمم

التعليمية رقم 32 المؤرخة في 2006/11/4

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 ~ الربح في نسبة الفوائد .

– فتح أسطر.

المرجع : – القانون رقم 36.90 المؤرخ في 1990/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1991 لاسيما المادة 142 منه.

– القانون رقم 12.98 المؤرخ في 1998/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1999 لاسيما المادة 89 منه.

– القانون رقم 21.04 المؤرخ في 2004 /12/29 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 ، لاسيما المادتان

77 و 86 منه .

– المرسوم التنفيذي رقم 228.94 المؤرخ في 1994/07/27 المعدل والمتمم يحدد كفيات سير حساب

التخصيص الخاص رقم 302.062 ~ الربح في نسبة الفوائد .

– المرسوم التنفيذي رقم 05–132 المؤرخ في 2005/04/24 المعدل والمتمم للمرسوم التنفيذي

رقم 228.94 المشار إليه أعلاه.

– التعليمية رقم 25 المؤرخة في 1992/07/13 المعدلة والمتممة.

–الرسالة رقم 5164/وم/م ع م المؤرخة في 2006/10/15 المديرية العامة للميزانية.

تهدف هذه التعليمية إلى تعديل وتتميم أحكام التعليمية رقم 32 المؤرخة في 2006/11/4.

يعاد ترتيب هيكل حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 ~ الربح في نسبة الفوائد كما يلي:

– السطر 001 : البرنامج الخاص بالجنوب .

– السطر 002 : أخرى .

- الجودة،
  - الإستراتيجية الصناعية،
  - الملكية الصناعية،
  - التكوين،
  - الإعلام الصناعي و التجاري،
  - البحث و التنمية،
  - الإفراق،
  - ترقية الجمعيات المهنية في قطاع الصناعة،
  - النفقات المرتبطة بالدراسات المتعلقة بإنجاز أشغال إعادة تأهيل المناطق الصناعية و مناطق النشاط،
  - النفقات المرتبطة بالدراسات و التهيئة و إحداث المناطق الصناعية و مناطق النشاط،
  - المصاريف المدفوعة في إطار تطبيق برامج التكوين الموجهة لمسير المناطق الصناعية و مناطق النشاط،
  - النفقات الناتجة عن المهام التي هي على عاتق اللجنة الوطنية للتنافسية الصناعية.
- .....(بدون تغيير).....

تبقى بقي أحكام التعليمات رقم 22 المؤرخة في 11/09/2000 معدلة و متممة، بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

الخزينة الرئيسية،

للإعلام:

- مجلس المحاسبة،
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الصناعة و إعادة الهيكلة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات

التعليمة رقم 45 المؤرخ في 2006/12/20

تعديل و تتمم التعليمة رقم 22 المؤرخة في 2000/09/11

- الموضوع :** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 "صندوق ترقية التنافسية الصناعة"  
**المرجع :** القانون رقم 11.99 المؤرخ في 1999/12/23 المتضمن قانون المالية لسنة 2000 لاسيما المادة 92 منه،  
- القانون رقم 21.04 المؤرخة في 2004/12/03 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 75 منه،  
- الأمر رقم 04.06 المؤرخ في 2006/07/15 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006، لاسيما  
المادة 26 منه،  
- المرسوم التنفيذي رقم 192.2000 المؤرخ في 16/07/2000 معدل و متمم يحدد كيفيات سير حساب  
التخصيص الخاص رقم 302.102 "صندوق ترقية الصناعة"،  
- المرسوم التنفيذي رقم 396.06 المؤرخ في 2006/11/12 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي  
رقم 192.2000 السالف الذكر  
- التعليمة رقم 22 المؤرخة في 2000/09/11  
- التعليمة رقم 20 المؤرخة في 2005/05/17

تطبيقا للمادة 26 من الأمر رقم 04.06 المؤرخ في 2006/07/15 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006 و  
للمرسوم التنفيذي رقم 396.06 المؤرخ في 2006/11/12 المأخوذ تطبيقا له تعاد صياغة أحكام العنوان 11 من التعليمة  
رقم 22 المؤرخة في 2000/09/11 معدلة و متممة بموجب التعليمة رقم 20 المؤرخة في 2005/05/17 على النحو التالي

**II أحكام محاسبية**

يسجل الحساب رقم 302.102

في باب الإيرادات

.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات

- نفقات التأهيل المرتبطة بترقية التنافسية الصناعية، لاسيما منها تلك المتعلقة بما يأتي:  
- التقييس،

### في باب الإيرادات

- فوائض القيم الناتجة عن مستوى تجاوز إيرادات الجباية البترولية لتقديرات قانون المالية،
- تسبيقات بنك الجزائر الموجهة لتسيير المديونية الخارجية بكيفية فعالة،

### في باب النفقات

- كل الإيرادات الأخرى المتعلقة بسير الصندوق في باب النفقات
- تمويل عجز الخزينة دون أن يقل رصيد الصندوق عن 740 مليار دينار،
- تخفيض المديونية العمومية.

.....(بدون تغيير).....

تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

### **المرسل إليهم :**

- المكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- خزائن ولاية الجزائر
- الخزينة الرئيسية،

### **للإعلام:**

- مجلس المحاسبة،
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات

التعليمة رقم 44 المؤرخة في 20/12/2006

تعديل و تتمم التعليمة رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.103 صندوق ضبط الإيرادات

المرجع : القانون رقم 02.2000 المؤرخ في 27/06/2000 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2000 لاسيما المادة 10 منه .

- القانون رقم 22.03 المؤرخة في 28/12/2006 المتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 66 منه،
- الأمر رقم 04.06 المؤرخ في 15/07/2006 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006، لاسيما المادة 25 منه،
- المرسوم التنفيذي رقم 67.02 المؤرخ في 06/02/2002 يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.103 صندوق ترقية ضبط الإيرادات،
- المرسوم التنفيذي رقم 397.06 المؤرخ في 12/11/2006 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي السالف الذكر
- القرار رقم 122 المؤرخة في 16/06/2002 للسيد وزير المالية يحدد مدونة الإيرادات و النفقات المقيدة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.103 .
- التعليمة رقم 51 المؤرخة في 18/06/2002

تطبيقا لأحكام المادة 25 من الأمر رقم 04.06 المؤرخ في 15/07/2006 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006 و للمرسوم التنفيذي رقم 397.06 المؤرخ في 12/11/2006 المأخوذ تطبيقا له، تعديل و تتمم أحكام العنوان المن التعليمة رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002 على النحولى التالي

## II أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.103

تقيد النفقات المسددة على المستوى المحلي من طرف أمناء الخزائن الولائية المعنيين في الحساب رقم 302.122 نفقات للتحويل إلى أمين الخزينة الرئيسي لحساب صندوق المداخل الإضافية لفائدة مستخدمين التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش المفتوح لهذا الغرض في مدونة حسابات الخزينة ضمن المجموعة 3، الحساب العام 32

تقيد النفقات المحولة من طرف أمناء الخزائن الولائية نهائيا في الحساب رقم 302.122 من طرف أمين الخزينة الرئيسي

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.122 ، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة ، وزارة التجارة ، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يستخرج فيها الإيرادات المسجلة ، النفقات المسددة والرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعلية هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

– الخزينة الرئيسية

– خزائن الولايات

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة التجارة

– المديرية العامة للخزينة

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية الجهوية للخزينة

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

– الخزينة المركزية

## II- أحكام محاسبية

يقيد في هذا الحساب :

في باب الإيرادات :

- دفع الخزينة نسبة 50% من الناتج الصافي للإيرادات الناتجة عن الغرامات والمحجوزات المتأتية من المحاضر المحررة من طرف مصالح التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش.

في باب النفقات :

- دفع المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش.

### أ) تقيد إيرادات الصندوق

للسماح بتوزيع ناتج الإيرادات المتأتية من الغرامات والمحجوزات الناجمة عن المحاضر المحررة من طرف مصالح التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش، يفتح ضمن مدونة حسابات الخزينة، الحساب رقم 500.041 المعنون "ناتج الإيرادات المتأتية من الغرامات والمحجوزات الناجمة عن المحاضر المحررة من طرف مصالح التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش" للتوزيع

يكون مبلغ 50% من الناتج الصافي لهذه الإيرادات الموجه لتزويد الحساب رقم 302.122 موضوع تحويل من طرف أمناء الخزائن الولائية إلى أمين الخزينة الرئيسي فيما يخص الحسابات الخاصة للخبزينة،

فور استلام التحويل، يقوم أمين الخزينة الرئيسي في تقييد المبلغ في الحساب رقم 302.122

يتم تصفية الحساب رقم 500.041 شهريا من طرف أمناء الخزائن الولائية لصالح الحسابات الملائمة

### ب) تسديد النفقات

تقيد النفقات المرتبطة بتسديد المداخل الإضافية لفائدة مستخدمي التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش و المأمور بصرفها من طرف الوزير المكلف بالتجارة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي، في حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 علي المستوى المحلي، يتم تحرير حوالات النفقات من هذا القبيل من ظرف المدراء الجهويين للتجارة و المدراء الولائيين للتجارة بصفتهم الأمرين بالعرف الثانويين و تسديدها من طرف أمناء الخزائن المعنيين في حدود سقف محدد بموجب مقرر للأمر بالعرف الرئيسي لهذا الحساب

يبلغ هذا سقف المؤشر عله قانونا من طرف أمين الخزينة الرئيسي، إلى المدراء الجهويين للتجارة، المدراء الولائيين للتجارة و المراقبين الماليين

تعليمة رقم 43 مؤرخة في 20/12/2006

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 صندوق المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الإقتصادية وقمع الغش.

المرجع : - القانون رقم 16.05 المؤرخ في 31/12/2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 68 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 238.06 المؤرخ في 04/07/2006 يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 صندوق المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الإقتصادية وقمع الغش.

حدد المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع والمأخوذ تطبيقا لأحكام المادة 68 من القانون رقم 16.05 المؤرخ في 31/12/2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 صندوق المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الإقتصادية وقمع الغش.

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح كيفيات التطبيق المحاسبي للنصوص السالفة الذكر.

I - أحكام عامة

الحساب رقم 302.122 هو حساب تخصيص خاص والذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة ضمن المجموعة 3 ، الحساب العام 30 ، الفرع 2. يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية ، يبرر خصوما وأصولا ، ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي وحدها بصفته المحاسب المعين.

يحرك الحساب 302.122 من طرف الوزير المكلف بالتجارة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي.



– في باب النفقات :

– التكلفة ..... ( بدون تغيير) .....

– التكلفة بكل أو جزء من المصاريف الناتجة عن عمليات ترقية ومتابعة الاستثمارات.

..... ( الباقي بدون تغيير) .....

تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 09 المؤرخة في 10/02/2003 بدون تغيير

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح للمحاسبة

– وزارة المساهمة و ترقية الاستثمار .

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية العامة للخرزينة

– الخزينة المركزية

– خزائن الولايات

تعليمية رقم 42 مؤرخة في 20/12/2006 تعدل و تتمم  
التعليمية رقم 09 المؤرخة في 10/02/2003

- الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.107 "صندوق دعم الإستثمارات".
- المرجع: - القانون رقم 21.01 المؤرخ في 22/12/2001 المتضمن قانون المالية لسنة 2001 لاسيما المادة 227 منه.  
- القانون رقم 22.03 المؤرخ في 28/12/2003 المتضمن قانون المالية لسنة 2004 لاسيما المادة 68 منه.  
- الأمر رقم 04.06 المؤرخ في 15/07/2006 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006 لاسيما المادة 27 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 02-295 المؤرخ في 15/09/2002 يحدد كيفية تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 302.107 "صندوق دعم الإستثمارات".  
- المرسوم التنفيذي رقم 06.417 المؤرخ في 22/11/2006 يعدل و يتمم المرسوم السلفا الذكر  
- التعليمية رقم 09 المؤرخة في 10/02/2003

تطبيقا لأحكام المادة 27 من قانون المالية التكميلي لسنة 2006 يعدل و يتمم العنوانان ا و اا من التعليمية رقم 09 المؤرخة في 10/02/2003 معدلة و ممتمة على النحو التالي:

**I- أحكام عامة**

.....( بدون تغيير حتى)..... كتابات أمين الخزينة الرأسي :

يحرك الحساب رقم 302.107 من طرف الوزير المكلف بترقية الإستثمارات بصفته الأمر بالصرف الرئيسي .

**II- أحكام محاسبية**

يقيد في هذا الحساب :

- في باب الإيرادات :

.....( بدون تغيير).....

يسجل الحساب الفرعي رقم 07:

في باب الإيرادات :

- إعانات التي تقدمها الدولة:
- المساعدات المحتملة التي قد تقدمها الجماعات المحلية و المؤسسات الوطنية:
- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاطات المركز:
- الهبات و الوصايا :

في باب النفقات :

- نفقات التسيير:
- نفقات التجهيز.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

**المرسل إليهم :**

- للتنفيذ :

- خزينة ولاية أدرار
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الثقافة
- مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- المركز الوطني للمخطوطات
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات.

## تعليمة رقم 41 المؤرخة في 2006/11/14

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمركز الوطني للمخطوطات.

- إنشاء حساب فرعي رقم 07 ضمن الحساب رقم 402 003 ~ المؤسسات العمومية الوطنية  
- المصالح المالية-".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 06-10 المؤرخ في 15 جانفي 2006 المتضمن إنشاء المركز الوطني للمخطوطات.

- القرار رقم 38 المؤرخ في 08/11/2006 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية أدرار بصفته عون محاسب  
لدى المركز الوطني للمخطوطات.

### 1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 06-10 المؤرخ في 15 جانفي 2006 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المركز الوطني للمخطوطات.

يعد هذه المركز مؤسسة عمومية ذات طابع إداري يتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزينة ولاية أدرار بصفته عون محاسب لدى المركز السالف ذكره، بموجب القرار رقم 38 المؤرخ في 08/11/2006.

### 2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمركز المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 ~ المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-، حساب فرعي رقم 07 تحت عنوان " المركز الوطني للمخطوطات " .

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 071 : السنة المالية الجارية،

- 073 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 05 :

في باب الإيرادات :

- إعمادات التسيير و التجهيز التي تخصصها الدولة :
- الإيرادات المرتبطة بنشاطات الوكالة:
- الهبات و الوصايا:

في باب النفقات :

- نفقات التسيير:
  - نفقات التجهيز و صيانة ممتلكات الوكالة:
  - كل نفقة أخرى ضرورية لتحقيق أهداف الوكالة.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الثقافة
- مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- لوكالة الجزائرية للإشعاع الثقافي
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 40 المؤرخة في 2006/11/06

الموضوع : - التسيير المحاسبي للوكالة الجزائرية للإشعاع الثقافي.

- إنشاء حساب فرعي رقم 05 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-".

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 05-447 المؤرخ في 20 نوفمبر 2005 المتضمن إنشاء الوكالة الجزائرية للإشعاع الثقافي.

- القرار رقم 35 المؤرخ في 08/11/2006 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى

الوكالة الجزائرية للإشعاع الثقافي.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 05-447 المؤرخ في 20 نوفمبر 2005 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء الوكالة

الجزائرية للإشعاع الثقافي.

تعد هذه الوكالة مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى الوكالة السالف ذكرها، بموجب القرار رقم 35 المؤرخ

في 08/11/2006.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للوكالة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة،

ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية والمصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 05 تحت عنوان "

الوكالة الجزائرية للإشعاع الثقافي".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 051 : السنة المالية الجارية،

- 053 : عمليات خارج الميزانية.

السطر 006 : " استصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز "

"برنامج خاص بالهضاب العليا"

السطر 007 : " التنمية الريفية - برنامج خاص بالهضاب العليا "

تعمل الأسطر المفتوحة من 005 الى 007 في باب الإيرادات و النفقات.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الفلاحة و التنمية الريفية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخرينة

- المديرية الجهوية للخرينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

## في باب الإيرادات :

السطر 000 :

- إعانات الدولة والجماعات الإقليمية ،
- نواتج التنازلات ،
- المساهمة المحتملة للصناديق الأخرى ،
- المساعدات الدولية ،
- الهبات والوصايا ،
- رصيد حساب التخصيص الخاص رقم 302.094 المعنون "الصندوق الخاص باستصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز" ،
- كل الموارد الأخرى ،

## في باب النفقات :

- السطر 001 : مشاريع القرية من التنمية الريفية.
- السطر 002 : عملية إستصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز
- السطر 003 : المصاريف الخاصة بالدراسات والمقاربة والتكوين والتنشيط.
- السطر 004 : كل النفقات الأخرى الضرورية لإنجاز المشاريع ذات الصلة مع أهداف الصندوق.

## فتح اسطر:

## في باب الإيرادات

- السطر 005 : " إستصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز".  
"برنامج خاص بالجنوب"
- السطر 006 : " إستصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز".  
"برنامج خاص بالهضاب العليا"
- السطر 007 : " التنمية الريفية- برنامج خاص بالهضاب العليا".

## في باب النفقات

- السطر 005 : " إستصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز".  
"برنامج خاص بالجنوب"



تعليمية رقم 39 مؤرخة في 2006/11/08

- الموضوع:** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.111 "صندوق التنمية الريفية و استصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز".  
- فتح أسطر.  
**المرجع:** - القانون رقم 02-11 المؤرخ في 2002/12/24 المتضمن قانون المالية لسنة 2003، لاسيما المادة 118 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 03-145 المؤرخ في 2003/03/29 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.111 "صندوق التنمية الريفية و استصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز".  
- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 2003/04/15 المحدد لمدونة الإيرادات و النفقات لحساب التخصيص الخاص رقم 302.111.  
- التعليمية رقم 22 المؤرخة في 2003/05/10.  
- التعليمية رقم 27 المؤرخة في 2004/10/03.  
- الرسالة رقم 5164/وم/م ع م م المؤرخة في 2006/10/15 المديرية العامة للميزانية.

حددت التعليمية رقم 22 المؤرخة في 2003/05/10 المعدلة و المتممة لكيفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.111 "صندوق التنمية الريفية و استصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز".

فتحت المادتان 22 و 23 من الامر رقم 06-04 المؤرخ في 15 جويلية 2006 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006، ضمن كتابات الخزينة حسابي التخصيص الخاص رقم 302.089 "صندوق تنمية مناطق الجنوب" و 302.116 "الصندوق الخاص بالتنمية الإقتصادية للهضاب العليا".  
للسماح بمتابعة تخصيصات الميزانية الممنوحة للبرامج الخاصة لفائدة مناطق الجنوب و الهضاب العليا، تعاد هيكله الحساب رقم 302.111 كمايلي:

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

– 041 : السنة المالية الجارية،

– 043 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 04:

في باب الإيرادات :

– إعانات الدولة و الجماعات المحلية و الهيئات العمومية:

– الهبات و الوصايا و مصادر أخرى:

– كل الإيرادات الناتجة عن النشاطات المرتبطة بموضوعها.

في باب النفقات :

– نفقات التسيير.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

**المرسل إليهم :**

– للتنفيذ :

– الخزينة الرئيسية

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة تهيئة الإقليم و البيئة

– مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

– المديرية الجهوية للخزينة

– وكالة الوطنية للتغيرات المناخية

– الخزينة المركزية

– خزائن الولايات.

تعليمة رقم 38 المؤرخة في 2006/11/08

**الموضوع :** – التسيير المحاسبي للوكالة الوطنية للتغيرات المناخية.

– إنشاء حساب فرعي رقم 04 ضمن الحساب رقم 402 003 “المؤسسات العمومية الوطنية – المصالح المالية”.

**المراجع :** – المرسوم التنفيذي رقم 05–375 المؤرخ في 26 سبتمبر 2005 المتضمن إنشاء الوكالة الوطنية للتغيرات المناخية.

– القرار رقم 34 المؤرخ في 04/11/2006 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب

لدى الوكالة الوطنية للتغيرات المناخية.

**1 – أحكام عامة**

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 05–375 المؤرخ في 26 سبتمبر 2005 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء الوكالة الوطنية للتغيرات المناخية.

تعد هذه الوكالة مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى الوكالة السالف ذكرها، بموجب القرار رقم 34 المؤرخ في 04/11/2006.

**2 – أحكام محاسبية**

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للوكالة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 “المؤسسات العمومية الوطنية و المصالح المالية”، حساب فرعي رقم 04 تحت عنوان “الوكالة الوطنية للتغيرات المناخية”.

فضلا عن ذلك و باعتبار أن المركز الوطني لإعلام الشباب و الرياضة و كذا المركز الوطني للأعضاء و هيئات نشاط و تنظيم الرياضة قد تم انحلالهما على التوالي بموجب المرسومين 06-157 و 06-156 المؤرخين في 11/05/2006 فقد أقفل السطران 84 و 99 المفتوحان على التوالي في المركزين السالفين الذكر.

أطلب منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ. لخضاري

**المرسل إليهم :**

**– للتنفيذ :**

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- خزينة ولاية الجزائر
- خزينة ولاية وهران
- خزينة ولاية تيبازة
- خزينة ولاية باتنة
- خزينة ولاية تلمسان
- خزينة ولاية البليدة

**للإعلام :**

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات (42).

تعليمية رقم 37 المؤرخة في 2006/12/06

الموضوع : إقفال سطور ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية – المصالح المالية"

تبعا لتحويل التسيير المالي و المحاسبي للمؤسسات العمومية المعنية أدناه إلى الأعوان المحاسبين المعتمدين أو المعينين تقفل السطور المفتوحة أدناه ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية – المصالح المالية".

السطور :

04 : "المدرسة الوطنية للإدارة"

05 : "جامعة وهران"

07 : "جامعة قسنطينة"

55 : "المدرسة الوطنية للضرائب"

73 : "الأكاديمية الجزائرية للغة العربية"

74 : "جامعة باتنة"

75 : "جامعة تلمسان"

76 : "جامعة البليدة"

92 : "الوكالة الوطنية للدم".

- السطر 002 : البرنامج الخاص بالهضاب العليا.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة  
- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة  
- المفتشية العامة للمالية  
- مفتشية المصالح المحاسبية  
- وزارة الفلاحة و التنمية الريفية  
- المديرية العامة للميزانية  
- المديرية العامة للخزينة  
- المديرية الجهوية للخزينة  
- الخزينة المركزية  
- خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 36 مؤرخة في 2006/11/04

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 30.109 "صندوق مكافحة التصحر و تنمية الإقتصاد الرعوي و السهوب"  
- فتح أسطر.

المرجع: - الأمر رقم 01-02 المؤرخ في 25 فيفري 2002 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2002 ،  
لاسيما المادة 8 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 02-248 المؤرخ في 23 جويلية 2002 المحدد لكيفيات سير حساب  
التخصيص الخاص رقم 30.109 "صندوق مكافحة التصحر و تنمية الإقتصاد الرعوي و السهوب"  
- التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20 اوت 2002 .  
- الرسالة رقم 5164/م/م ع م المؤرخة في 15/10/2006 المديرية العامة للميزانية.

حددت التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20 اوت 2002 كيفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص  
رقم 302.109 "صندوق مكافحة التصحر و تنمية الإقتصاد الرعوي و السهوب".

للسماح بتفريد العمليات الناتجة عن تنفيذ البرامج الخاصة لهذا الحساب لفائدة مناطق الجنوب و الهضاب العليا،  
يفتح ضمن هذا الأخير السطران المبينان أدناه:

- السطر 001: البرنامج الخاص بالجنوب..

- السطر 002 : البرنامج الخاص بالهضاب العليا.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة  
- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة  
- المفتشية العامة للمالية  
- مفتشية المصالح المحاسبية  
- وزارة الفلاحة و التنمية الريفية  
- المديرية العامة للميزانية  
- المديرية العامة للخزينة  
- المديرية الجهوية للخزينة  
- الخزينة المركزية  
- خزائن الولايات



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 35 مؤرخة في 2006/11/04

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 للصندوق الوطني للترقية التنافسية الصناعية  
- فتح أسطر.

المرجع: - القانون رقم 99-11 المؤرخ في 23/12/1999 المتضمن قانون المالية لسنة 2000، لاسيما المادة 92 منه.  
- القانون رقم 04-21 المؤرخ في 30/12/2004 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادة 92 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 2000-192 المؤرخ في 16/07/2000 المعدل و المتمم المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 للصندوق الوطني للترقية التنافسية الصناعية  
- المرسوم التنفيذي رقم 05-134 المؤرخ في 24/04/2004 المعدل و المتمم للمرسوم التنفيذي رقم 2000-192 المشار أعلاه  
- التعليمية رقم 22 المؤرخة في 11/09/2000 المعدلة و المتممة.  
- الرسالة رقم 5164/م/م ع م المؤرخة في 15/10/2006 المديرية العامة للميزانية.

حددت التعليمية رقم 22 المؤرخة في 11/09/2000 المعدلة و المتممة كيفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 للصندوق الوطني للترقية التنافسية الصناعية

للسماح بتفريد العمليات الناتجة عن تنفيذ البرامج الخاصة لهذا الحساب لفائدة مناطق الجنوب و الهضاب العليا،  
يفتح ضمن هذا الأخير السطران المبينان أدناه:

- السطر 001: البرنامج الخاص بالجنوب.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ :

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة الصيد و تربية المائيات

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية العامة للخزينة

– المديريات الجهوية للخزينة

– الخزينة المركزية

– خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 34 مؤرخة في 2006/11/04

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.080 "الصندوق الوطني لإعانة الصيد البحري و تربية المائيات"  
- فتح أسطر.

المرجع: - الأمر رقم 94-03 المؤرخ في 31 ديسمبر 1994 المتضمن قانون المالية لسنة 1995، لاسيما المادة 114 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 95-173 المؤرخ في 24 جوان 1995 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.080 "الصندوق الوطني لإعانة الصيد البحري و تربية المائيات"  
- القرار الوزاري المشترك رقم 215 المؤرخ في 23 جويلية 1995 المحدد للتعليمية المالية المتخصصة المكلفة بوضع نشاطات دعم الدولة في ترقية و تطوير الزراعة.  
- التعليمية رقم 10 المؤرخة في 20 اوت 1995.  
- الرسالة رقم 5164/وم/م ع م المؤرخة في 15/10/2006 المديرية العامة للميزانية.

حددت التعليمية رقم 10 المؤرخة في 20 اوت 1995 كيفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.080 "الصندوق الوطني لإعانة الصيد البحري و تربية المائيات".

للسماح بتفريد العمليات الناتجة عن تنفيذ البرامج الخاصة لهذا الحساب لفائدة مناطق الجنوب و الهضاب العليا،  
يفتح ضمن هذا الأخير السطران المبينان أدناه:

- السطر 001: البرنامج الخاص بالجنوب.

- السطر 002: البرنامج الخاص بالهضاب العليا.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ. لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ :

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة الفلاحة و التنمية الريفية

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية العامة للخزينة

– المديرية الجهوية للخزينة

– الخزينة المركزية

– خزائن الولايات

تعليمية رقم 33 المؤرخة في 2006/11/04

**الموضوع :** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط و التنمية الفلاحية"  
- فتح أسطر.

- المرجع :** - القانون رقم 11.99 المؤرخ في 23 ديسمبر 1999 المتضمن قانون المالية لسنة 2000 ، لاسيما المادة 94 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 118-2000 المؤرخ في 30 ماي 2000 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط و التنمية الفلاحية".  
- التعليمية رقم 25 المؤرخة في 11 سبتمبر 2000 المتممة و المعدلة.  
- الرسالة رقم 5164/وم/م ع م المؤرخة في 15/10/2006 المديرية العامة للميزانية.

حددت التعليمية رقم 25 المؤرخة في 11 سبتمبر 2000 المتممة و المعدلة كيفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط و التنمية الفلاحية".

للسماح بتفريد العمليات الناتجة عن تنفيذ البرامج الخاصة لهذا الحساب لفائدة مناطق الجنوب و الهضاب العليا،  
يفتح ضمن هذا الأخير الأسطر المبينة أدناه:

- السطر 006 : البرنامج الخاص بالجنوب.

- السطر 007 : البرنامج الخاص بالهضاب العليا.

- السطر 002 : البرنامج الخاص بالهضاب العليا.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

للإعلام:

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولاية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 32 المؤرخة في 2006/11/04

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 الربح في نسبة الفوائد .  
- فتح أسطر.

- المرجع : - القانون رقم 36.90 المؤرخ في 31/12/1990 المتضمن قانون المالية لسنة 1991 لاسيما المادة 142 منه .  
- القانون رقم 98.12 المؤرخ في 31/12/1998 المتضمن قانون المالية لسنة 1999 لاسيما المادة 89 منه .  
- القانون رقم 21.04 المؤرخ في 29/12/2004 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 ، لاسيما المادتان 77 و 86 منه .  
- المرسوم التنفيذي رقم 228.94 المؤرخ في 27/07/1994 المعدل والمتمم يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 الربح في نسبة الفوائد .  
- المرسوم التنفيذي رقم 05-132 المؤرخ في 24/04/2005 المعدل والمتمم للمرسوم التنفيذي رقم 228.94 المشار إليه أعلاه .  
- التعليمية رقم 25 المؤرخة في 13/07/1992 المعدلة والمتممة .  
- الرسالة رقم 5164/وم/م ع م المؤرخة في 15/10/2006 المديرية العامة للميزانية .

حددت التعليمية رقم 25 المؤرخة في 13/07/1992 المعدلة والمتممة كيفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 الربح في نسبة الفوائد للسماح بتفريد العمليات الناتجة عن تنفيذ البرامج الخاصة لهذا الحساب لفائدة مناطق الجنوب و الهضاب العليا، بفتح ضمن هذا الأخير السطران المبينان أدناه :

- السطر 001 : البرنامج الخاص بالجنوب .

- السطر 002: البرنامج الخاص بالهضاب العليا.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة السكن

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات



تعليمية رقم 31 مؤرخة في 2006/11/04

**الموضوع:** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.050 "الصندوق الوطني للسكن" فتح أسطر.

- المرجع:** - القانون رقم 97-02 المؤرخ في 31/12/97 المتضمن قانون المالية لسنة 1998 ، لاسيما المادة 88 منه.  
- القانون رقم 87-20 المؤرخ في 23/12/87 المتضمن قانون المالية لسنة 1988 ، لاسيما المادة 196 منه.  
- القانون رقم 91-25 المؤرخ في 08/12/1991 المتضمن قانون المالية لسنة 1992 ، لاسيما المادة 186 منه.  
- المرسوم التشريعي رقم 93-18 المؤرخ في 29/12/ المتضمن قانون المالية لسنة 1994 ، لاسيما المادة 152 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 98-115 المؤرخ في 18/04/98 المعدل للمرسوم التنفيذي رقم 95-175 المؤرخ في 24/06/95 يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.050 "الصندوق الوطني للسكن".  
- التعليمية الوزارية المشتركة رقم 14/005 المؤرخة في 09/10/1994 المعدلة و المتممة.  
- الرسالة رقم 5164/م م ع م المؤرخة في 15/10/2006 المديرية العامة للميزانية.

حددت التعليمية الوزارية المشتركة رقم 14/005 المؤرخة في 09/10/1994 المعدلة و المتممة كفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 303.050 "الصندوق الوطني للسكن".

للسماح بتفريد العمليات الناتجة عن تنفيذ البرامج الخاصة لهذا الحساب لفائدة مناطق الجنوب و الهضاب العليا، يفتح ضمن هذا الأخير السطران المبينان أدناه:

- **السطر 001:** البرنامج الخاص بالجنوب.

## سجل الحساب الفرعي رقم 57 :

### في باب الإيرادات :

- الإعانات التي تخصصها الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات أو الهيئات العمومية الوطنية:
- الإعانات المحتملة للهيئات الدولية:
- عائد خدمات الدراسات و البحث و الاستشارة و التكوين و تحسن المستوى أو تجديد المعلومات:
- عائد بيع النشرات :
- أجرة إقامة الطلبة و الاجار إن اقتضى الأمر:
- الهبات و الوصايا المقبولة :
- الفائض المحتمل من السنة المالية المنصرمة.

### في باب النفقات :

- نفقات التسيير :
- المرتبات و التعويضات و نفقات القيام بمهمة و التداريب و تنقل الطلبة:
- كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق الأهداف المرسومة للمدرسة.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

### المرسل إليهم :

#### - للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- للإعلام :
- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة السياحة
- مديرية تحديث و ضبط مقاييس المحاسبة
- المديرية الجهوية للخزينة
- المدرسة الوطنية العليا للسياحة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 30 المؤرخة في 2006/10/09

الموضوع : - التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية العليا للسياحة.

- إنشاء حساب فرعي رقم 57 ضمن الحساب رقم 402 003 ~المؤسسات العمومية الوطنية  
- المصالح المالية -.

المراجع : - المرسوم التنفيذي رقم 94-255 المؤرخ في 17 أوت 1994 المتضمن إنشاء المدرسة الوطنية العليا للسياحة .

- القرار رقم 33 المؤرخ في 08/10/2006 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب  
لدى المدرسة الوطنية العليا للسياحة.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 94-255 المؤرخ في 17 أوت 1994 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المدرسة الوطنية العليا للسياحة.

تعد هذه المدرسة مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى الوكالة السالف ذكرها، بموجب القرار رقم 33 المؤرخ في 08/10/2006.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمدرسة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 ~المؤسسات العمومية الوطنية ~المصالح المالية-، حساب فرعي رقم 57 تحت عنوان " المدرسة الوطنية العليا للسياحة " .

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 571 : السنة المالية الجارية،

- 573 : عمليات خارج الميزانية.

بموجب القرار السالف الذكر يعين الصندوق الوطني للتعاضدية الفلاحية وكذا بنك الفلاحة و التنمية الريفية بصفتها المؤسساتين الماليين المتخصصين المكلفتين بتسديد النفقات المقيدة في حسابي التخصيص الخاص رقم 302.067 الذي عنوانه الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي.

تبقى باقي احكام التعليمه رقم 25 المؤرخه في 11/09/2000 بدون تغيير.

تحذف الفقرة ٠ يتكفل بنفقات الصندوق عن طريق مؤسسات مالية مختصة

فضلا عن ذلك يقفل السطران المبيانان أذناه و العاملان ضمن الحساب رقم 302.067 ابتداء من 01 جانفي 2006.

السطر 002 : ضمان السعار

السطر 003 : دعم حليب البقرة الني

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ :

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

– الخزينة الرئيسية.

للإعلام :

– مجلس المحاسبة.

– المفتشية العامة للمالية.

– المفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة الفلاحة و التنمية الريفية.

– المديرية العامة للميزانية.

– المديرية العامة للخزينة.

– المديريات الجهوية للخزينة.

– الخزينة المركزية.

التعليمة رقم 29 المؤرخ في 2006/10/2 تعدل وتتم

التعليمة رقم 25 المؤرخة في 2000/09/11

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي " الفلاحية "

- المرجع : - القانون رقم 11.99 المؤرخ في 1999/12/23 المتضمن قانون المالية لسنة 2000 لاسيما المادة 94 منه  
- الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 28 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 2000-118 المؤرخ في 2000/05/30 المحدد ليكيفيات سير حساب لتخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي"  
- القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 20056/04/24 ، يعين المؤسسة المالية المختصة المكلفة بتنفي أعمال دعم الدولة لتنمية الفلاحة المقيدة في الحساب رقم 302.067 الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي.  
- تعليمة رقم 25 المؤرخة في 2000/09/11 معدلة ومتممة.  
- تعليمة رقم 30 المؤرخة في 2003/09/28 معدلة ومتممة.  
- رسالة رقم 824 مؤرخة في 2006/06/26، الصادر عن وزارة الفلاحة و التنمية الريفية.

تبقا لأحكام القرار الوزاري السالف الذكر يعدل ويتمم العنوان 2 من التعليمة رقم 25 المؤرخة في 2000/09/11 على النحو التالي:

يسجل الحساب رقم 302.067 :

في باب الإيرادات :

.....(بدون تغير).....

في باب النفقات :

.....(بدون تغير حتى) المكلف بالفلاحة.

تعليمية رقم 28 مؤرخة في 2006/10/02

الموضوع : - قرض "الصندوق السعودي للتنمية رقم 15/412"  
"تمويل مشروع اعادة تهيئة السكن الاجتماعي بالجزائر العاصمة"  
- فتح حسابات

للسماح بالتقييد في حسابات الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة للعمليات الناجمة عن اتفاق القرض المبرم بين الجزائر و الصندوق السعودي للتنمية يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابين 335.017 و 432.048 مكرر السطر 016 المعنون "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 15/412" تمويل مشروع اعادة تهيئة السكن الاجتماعي بالجزائر العاصمة

اطلب منكم السهر على تطبيق احكام التعليمية هذه .

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

الوكالة المحاسبة المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديريات الجهوية للخزينة لولاية

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

- في باب النفقات :
- ..... (بدون تغيير).....
- النفقات المتعلقة بالتدخلات الإستعجالية في حالة التلوث العرضي ، باستثناء التلوث البحري.
- ..... (الباقى بدون تغيير) .....

تبقى باقى أحكام التعليمه رقم 07 المؤرخه في 02/04/2004 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينه الرئيسيه

للإعلام :

- مجلس المحاسبه

- المفتشيه العامه للماليه

- مفتشيه المصالح المحاسبية

- وزاره التهيئه العمرانيه والبيئه

- المديرية العامه للخزينه

- المديرية العامه للميزانيه

- الوكالة المحاسبية المركزيه للخزينه

- الخزينه المركزيه

- خزائن الولايات

تعليمية رقم 27 المؤرخة في 2006/09/2 تعدل وتتم

التعليمية رقم 07 المؤرخة في 2002/04/02

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.065 "للبيئة و إزالة التلوث".

المرجع : - القانون رقم 25.91 المؤرخ في 18/12/1991 المتضمن قانون المالية لسنة 1992 لاسيما المادة 189 منه.

- القانون رقم 16.05 المؤرخ في 31/12/2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 70 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 147.98 المؤرخ في 13 ماي 1998 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص

الخاص رقم 302.065 المعنون "الصندوق الوطني للبيئة"

- المرسوم التنفيذي رقم 237.06 المؤرخ في 04/07/2006 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 147.98

المؤرخ في 13 ماي 1998 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.065 المعنون

"الصندوق الوطني للبيئة"

- التعليمية رقم 105 المؤرخة في 31 ديسمبر 1991.

- التعليمية رقم 07 المؤرخة في 02/04/2002.

تطبيقا لأحكام المادة 70 من القانون رقم 16.05 المؤرخ في 31/12/2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 وكذا

المادة 2 من المرسوم التنفيذي رقم 237.06 المأخوذ تطبقا له ، يعاد صياغة أحكام التعليمية رقم 07 المؤرخة في

02/04/2002 على النحو التالي :

يقيد في هذا الحساب :

- في باب الإيرادات :

- ..... (بدون تغيير حتى) الوطنية والدولية ،

- التعويضات المتعلقة بنفقات إزالة التلوث العرضي الناجم عن تفريغ المواد الكيماوية الخطيرة في مجال

الري والطبقات المائية الباطنية وفي الجو ،

- ..... (الباقي بدون تغيير) .....



بموجب القرار السالف الذكر يعين الصندوق الوطني للتعاضدية الفلاحية وكذا بنك الفلاحة والتنمية الريفية بصفقتهما المؤسستين الماليتين المتخصصتين المكلفتين بتسديد النفقات المقيدة في حسابي التخصيص الخاص رقم 121.302 الذي عنوانه الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي، الموجهة لتنفيذ أعمال دعم الدولة لتنمية الفلاحة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ

– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة الفلاحة

– المديرية العامة للخبزينة

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية الجهوية للخبزينة

– الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة

– الخزينة المركزية

– خزائن الولاية

تعليمية رقم 26 المؤرخة في 2006/09/02 تعدل وتتمم

التعليمية رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04

**الموضوع :** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 ~ الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي.  
**المرجع :** - الأمر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 29 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 415.05 المؤرخ في 2005/10/25 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 ~ الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي.  
- القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 2006/04/24، يعين المؤسسة المالية المختصة المكلفة بتنفيذ أعمال دعم الدولة لتنمية الفلاحة المقيدة في الحساب رقم 302.121 ~ الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي.

تطبيق للأحكام القرار الوزاري أسلف الذكر يعدل ويتمم العنوان 2 من التعليمية رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04 على النحو التالي :

يسجل الحساب رقم 302.121 :

**- في باب الإيرادات :**

.....(بدون تغير).....

**- في باب النفقات :**

.....(بدون تغير حتى) المنتوجات الفلاحية.

تبقى باقي أحكام التعليم رقم 34 المؤرخة في 31/12/2001 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليم هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة التجارة

– المديرية العامة للخرزينة

– المديرية العامة للميزانية

– الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة

– الخزينة المركزية

– خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 25 المؤرخة في 2006/08/30 تعدل وتتم

التعليمية رقم 34 المؤرخة في 2001/12/31

- الموضوع :** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.084 ~الصندوق الخاص لترقية الصادرات~.
- المرجع :** – الأمر رقم 27.95 المؤرخ في 30/12/1995 المتضمن قانون المالية لسنة 1996 لاسيما المادة 195 منه.  
– الأمر رقم 31.96 المؤرخ في 302/12/1996 المتضمن قانون المالية لسنة 1997 لاسيما المادة 129 منه.  
– القانون رقم 12.01 المؤرخ في 19/07/2001 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2001 لاسيما المادة 33 منه.  
– القانون رقم 16.05 المؤرخ في 31/12/2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 72 منه.  
– المرسوم التنفيذي رقم 205.96 المؤرخ في 05/06/1996 يحدد كفيات سير الحساب رقم 302.084 ~الصندوق الخاص لترقية الصادرات  
– المرسوم التنفيذي رقم 236.06 المؤرخ في 04/07/2006 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 205.96 المشار إليه أعلاه  
– التعليمية رقم 26 المؤرخة في 25/08/1996.  
– التعليمية رقم 18 المؤرخة في 27/04/1997.  
– التعليمية رقم 34 المؤرخة في 31/12/2001.

تطبيقا لأحكام المادة 72 من القانون رقم 16.05 المؤرخ في 31/12/2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 يعدل ويتمم العنوان 2 من التعليمية رقم 34 المؤرخة في 31/12/2001 على النحو التالي :

– في باب الإيرادات :

– 5% الرسم الداخلي للإستهلاك ،

– ..... ( الباقي بدون تغيير).

– في باب النفقات :

– ..... بدون تغيير.....

### III- أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.124 ، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة ، وزارة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة ، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يستخرج فيها الإيرادات المسجلة ، النفقات المسددة والرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة

– المديرية العامة للخزينة

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية الجهوية للخزينة

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

– الخزينة المركزية

– خزائن الولايات

يحرك الحساب 302.124 من طرف الوزير المكلف بالمؤسسات الصغيرة والمتوسطة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي.

## II- أحكام محاسبية

يقيد في هذا الحساب :

في باب الإيرادات :

- مخصصات ميزانية الدولة ،
- كل الموارد والمساهمات الأخرى ،
- الهبات والوصايا.

في باب النفقات :

- تمويل نشاطات البرنامج الوطني لتأهيل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة ، لاسيما تلك المتعلقة بالمصاريف المرتبطة بدراسات الشعب والفروع ونشر المعلومة الاقتصادية.

تنجز العمليات المقيدة في هذا الحساب طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالمؤسسات الصغيرة والمتوسطة مدونة الإيرادات والنفقات المقيدة في هذا الحساب.

توضح كفاءات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.124 الصندوق الوطني لتأهيل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة عن طريق قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالمؤسسات الصغيرة والكبيرة.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الآفاق المستهدفة وكذا آجال الإنجاز.

تعليمية رقم 24 مؤرخة في 2006/08/30

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.124 الصندوق الوطني لتأهيل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

المرجع : - القانون رقم 16.05 المؤرخ في 2005/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 71 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 240.06 المؤرخ في 2006/07/04 يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.124 الصندوق الوطني لتأهيل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

حدد المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع والمأخوذ تطبيقا لأحكام المادة 71 من القانون رقم 16.05 المؤرخ في 2005/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.124 الصندوق الوطني لتأهيل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

هدف التعليمية هذه إلى توضيح كفيات التطبيق المحاسبي للنصوص السالفة الذكر.

I - أحكام عامة

الحساب رقم 302.124 هو حساب تخصيص خاص والذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة ضمن المجموعة 3 ، الحساب العام 30 ، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية ، يبرر خصوما وأصولا ، ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي وحدها بصفته المحاسب المعين.

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302.123 ، يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة ،  
وزارة الثقافة ، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية حالة مفصلة لهذا الحساب يستخرج فيها الإيرادات  
المسجلة ، النفقات المسددة والرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

– الخزينة الرئيسية

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة الثقافة

– المديرية العامة للخزينة

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية الجهوية للخزينة

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

– الخزينة المركزية

– خزائن الولايات



## II- أحكام محاسبية

يقيد في هذا الحساب :

في باب الإيرادات :

- الحصة المقتطعة من المداخل الناتجة عن استغلال الأملاك الثقافية المادية وغير المادية ،
- حصة الرسم على الأطر المطاطية ،
- الرسم المطبق على فائض القيمة الناتجة عن تقييم التراث الثقافي ،
- ناتج الغرامات الناجمة عن مخالفات التشريع المتضمن حماية التراث الثقافي ،
- المساهمات الشخصية لكل الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين ،
- إعانات الدولة والجماعات المحلية ،
- الهبات والوصايا.

في باب النفقات :

- المصاريف المدفوعة بعنوان الدراسات وأشغال الترميم الضرورية للحفاظ على الأملاك الثقافية المحمية التي يمتلكها أصحاب الحقوق ، وإعادة الإعتبار لها ،
- تمويل الدراسات والخبرات التي تسبق عملية الحفاظ على الأملاك الثقافية العقارية المحمية ، وإعادة الإعتبار لها ،
- إقتناء الأملاك الثقافية المنقولة لإثراء المجموعات الوطنية ،
- المصاريف المدفوعة بعنوان ممارسة حق الشفعة للدولة على الأملاك الثقافية العقارية التي يتم التنازل عنها من طرف أصحابها ،
- المصاريف المدفوعة قصد إنجاز عمليات الحفريات الأثرية الكبرى ،
- تمويل أنشطة الدعاية والتوعية وتلك التي من شأنها ترقية الحس المدني وثقافة حماية التراث الثقافي والمحافظة عليه.

تنجز العمليات المقيدة في هذا الحساب طبقاً لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 المتصلة بالمحاسبة العمومية.

توضح كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302.123 "الصندوق الوطني للتراث الثقافي" بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالثقافة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمة رقم 23 مؤرخة في 2006/08/30

**الموضوع :** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.123 "الصندوق الوطني للتراث الثقافي".  
**المرجع :** - القانون رقم 16.05 المؤرخ في 2005/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 69 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 239.06 المؤرخ في 2006/07/04 يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.123 "الصندوق الوطني للتراث الثقافي".

حدد المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع والمأخوذ تطبيقا لأحكام المادة 69 من القانون رقم 16.05 المؤرخ في 2005/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.123 "الصندوق الوطني للتراث الثقافي".

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح كيفيات التطبيق المحاسبي للنصوص السالفة الذكر.

**I - أحكام عامة**

الحساب رقم 302.123 هو حساب تخصيص خاص والذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة ضمن المجموعة 3 ، الحساب العام 30 ، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية ، يبرر خصوما وأصولا ، ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي وحدها بصفته المحاسب المعين.

يحرك الحساب 302.123 من طرف الوزير المكلف بالثقافة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي.

يستمر في إرسال كشوفات دفع الأموال النموذج (الملحق 4) إلى المديريات الجهوية المعنية، وذلك قصد السماح لها بحساب الفوائد على التأخير طبقاً لأحكام المادة 63 من القانون رقم 04-21 المؤرخ في 29/12/2004، المتضمن قانون المالية لسنة 2005 و الاتفاقية المؤرخة في 09/05/2002 المبرمة بين وزير المالية وصندوق ضمان الصفقات العمومية

بأقي أحكام التعليمات رقم 08 المؤرخة في 19/03/2005 تبقى بدون تغيير.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

#### المرسل إليهم :

##### للتنفيذ :

– الخزينة. المركزية

– الخزينة الرئيسية.

– الخزائن الولائية.

##### للإعلام :

– مجلس المحاسبة.

– المفتشية العامة للمالية.

– مفتشية المصالح المحاسبية

– صندوق ضمان الصفقات العمومية

– المديرية العامة للميزانية.

– المديرية العامة للخرزينة.

– المديرية العامة للضرائب.

– المديرية العامة للأملاك الوطنية.

– المديرية العامة للجمارك.

– المديرية الجهوية للخرزينة

– الوكالة المحاسبة المركزية للخرزين

التعليمة رقم 22 المؤرخ في 2006/08/22

تعديل و تتمم التعليمة رقم 08 المؤرخة في 2005/03/19

**الموضوع :** رصد الديون وتسديد الفوائد على التأخير الناجمة عن تنفيذ الصفقات العمومية المرهونة لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية

**المرجع :** - القانون رقم 04 المؤرخ في 29/12/2004 المتضمن قانون المالية لسنة 2005 لاسيما المادة 63 منه

- المرسوم الرئيسي رقم 02-250 المؤرخ في 24/07/2002 معدل و متمم يتضمن تنظيم الصفقات العمومية لاسيما المواد و 61، 67، 77 و 97 و 98

- المرسوم التنفيذي رقم 98-67 المؤرخ في 21/02/1998 المتضمن إنشاء، تنظيم و سير صندوق ضمان الصفقات العمومية

- التعليمة رقم 08 المؤرخة في 19/03/2005

- رسالة رقم أع/أ/ن ب/رقم 177 المؤرخة في 22/05/2006

نصت التعليمة رقم 08 المؤرخة في 19/03/2005 في عنوانها، الفقرة 2، على ضرورة إبلاغ أمناء الخزينة صندوق ضمان الصفقات العمومية بعد كل قبول للنفقة لحالة متعلقة بصفقة مرهونة لصالح هذا الأخير غير أنه، ونظرا لبعدها أماكن مقرات المؤسسات المعنية، و في غياب شبكة ربط تسمح بتحريك عن طريق التحويل لحسابات الإيداع المفتوحة لدى أمناء خزائن الولايات، فإنه بإمكان توطين العمليات المتعلقة بتسبيقات الخزينة الممنوحة في إطار رصد ديون المؤسسات صاحبة الصفقات العمومية من طرف صندوق ضمان الصفقات العمومية على مستوى الحسابات المفتوحة بسمه لدى البنوك التجارية.

لهذا الغرض، يتوجب دفع مبالغ النفقات المقبولة في إطار الصفقات العمومية لصالح هذه الهيئة من طرف المحاسبين العموميين في حساب بنكي يظهر كشوفات تبليغ الرهن لتلك الصفقات.

التعليمة رقم 20 المؤرخ في 2006/07/10

الموضوع : سير حساب التخصيص الخام رقم 302.121 ~ الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي .  
المرجع : الامر رقم 05.05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 لاسيما المادة 29 منه .  
- المرسوم التنفيذي رقم 05-415 المؤرخ في 2005/10/25 المحدد ليكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 ~ الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي  
- التعليمة رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04  
- رسالة رقم 824/أع/06 وزارة الفلاحة و التنمية الريفية

حددت التعليمة المشار إليها في المرجع كيفيات تقييد العمليات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 ~ الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي .

للسماح بتفريد العمليات المسطرة في هذا الحساب يفتح ضمن هذا الأخير السطران المبينان أدناه.

**السطر 001 :** ضمان الأسعار.

**السطر 002 :** دعم ضبط الإنتاج الفلاحي.

يظهر هذان السطران كما هما في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

**المرسل إليهم :**

**للتنفيذ :**

- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة.

- الخزينة الرئيسية.

**للإعلام :**

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الفلاحة و التنمية الريفية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخبزينة.

- المديرية الجهوية للخبزينة.

- الخزينة المركزية.

تنحصر المراقبة التي يقوم بها كل من المراقب المالي و أمين الخزينة المركزي في مطابقة النفقات مع المشروع المعني.

### 3- تسديد النفقات

طبقاً لأحكام بروتوكول التفاهم يتم القيام بكل النفقات المتعلقة بالمشروع والمغطاة بموجب الهبة من طرف اللجنة المختلطة المعنية والمفوضة قانوناً من طرف الأطراف المعنية إنطلاقاً من حساب إيداع الأموال للخزينة.

تبرر هذه النفقات بموجب وثائق مصنفة ومفهرسة قانوناً (سند طلبية رُ فواتير- صفقات إلخ...).

للسماح بمتابعة العمليات المرتبطة بهذه الهبة ، يرسل كل من المراقب المالي و أمين الخزينة المركزي كل ثلاثة أشهر حالة مفصلة للإيرادات والنفقات التي تم القيام بها ومؤشر عليها قانوناً من طرفهم إلى وزارة الشؤون الخارجية، المديرية العامة للعلاقات المالية الخارجية و المديرية العامة للميزانية.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

#### المرسل إليهم :

##### للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولاية

##### للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الشؤون الخارجية
- وزارة التربية الوطنية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للعلاقات المالية الخارجية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة الرئيسية

## تعليمية رقم 19 المؤرخة في 2006/07/2

الموضوع : الصندوق المقابل الجزائري-الإيطالي.

المرجع : - القانون رقم 16.05 المؤرخ في 2005/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 78 منه.

- بروتوكول التفاهم المؤرخ في 2001/08/05 الموقع بين حكومة الجمهورية الإيطالية وحكومة

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

- محضر الإجتماع المؤرخ في 2005/12/21.

- الرسالة رقم 00903/02 المؤرخة في 2005/12/22 لوزارة الشؤون الخارجية.

بموجب المادة 78 من قانون المالية لسنة 2006 تسير الهبات الممنوحة إلى الجزائر من طرف الحكومات الأجنبية والهيئات الدولية حسب أحكام تتضمنها إتفاقيات وبروتوكولات التفاهم.

بروتوكول التفاهم المشار إليه في المرجع ، نص على منح الجمهورية الإيطالية هبة للجزائر قصد تمويل مشاريع التنمية تحدد ضمن الإتفاق المشترك.

تطبيقا لبروتوكول التفاهم هذا ، فقد جرى اختيار مشروع بناء مدرسة أساسية في بلدية زاوية بلكبير بولاية أدرار، قصد تمويله عن طريق الصندوق المقابل.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كيفية السير المحاسبي لهذه الهبة.

### 1- توطين الهبة

تصب الأموال الناجمة عن هذه الهبة في حساب إيداع الأموال المفتوح في كتابات أمين الخزينة المركزي تحت عنوان "الصندوق المقابل الجزائري الإيطالي".

يخول تسيير الصندوق المقابل إلى اللجنة المختلطة للتسيير وذلك طبقا للمادة 4 من بروتوكول التفاهم الموقع بين الجزائر والجهة الإيطالية.

### 2- مراقبة النفقات

تخضع النفقات التي تدخل في هذا الإطار لتأشيرة المراقب المالي وتكون موضوع محاسبة خاصة سواء كان على مستوى المراقب المالي أو أمين الخزينة المركزي.

التعليمة رقم 18 المؤرخ في 2006/06/24

الموضوع : تقييد النواتج المنجمية.

المرجع : القانون رقم 01.10 المؤرخ في 2001/07/03 المتضمن قانون المناجم .

– التعليمة رقم 08 المؤرخة 2006/03/18 .

فتحت أحكام التعليمة رقم 08 المؤرخة في 2006/03/18 ضمن الحساب 500.019 تحويل ناتج الرسوم إلي أمين الخزينة الرئيسية لحساب الصندوق المشترك للجماعات المحلية، السطر 14 قصد السماح بتقييد و توزيع حقوق ورسومات النواتج المنجمية.

للسماح تفريد هذه النواتج و تقييدها النهائي يفتح ضمن الحساب 302.020 صندوق تضامن الجماعات المحلية السطر التالي :

**السطر 019 :** " ناتج " 40% من مزايدات السندات المنجمية ."

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

– الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة.

– الخزينة الرئيسية.

– خزائن الولايات.

للإعلام :

– مجلس المحاسبة.

– المفتشية العامة للمحاسبة.

– مفتشية المصالح المحاسبية.

– المديرية العامة للميزانية.

– المديرية العامة للخبزينة.

– المديرية العامة للضرائب (وتبليغ قابضي الضرائب).

– المديريات الجهوية للخبزينة.

– الخزينة المركزية.



يتم تحرير حوالة النفقات من طرف الولاية على صندوق أمناء خزائن الولايات المعينين وفقا للتوزيع الذي حددته المادة 10 من المرسوم الرئاسي المذكور أعلاه ، ويترتب عن ذلك استظهار الوثائق الثبوتية الآتي ذكرها :

- المقرر المشار إليه في المادة 08 من المرسوم الرئاسي رقم 93.06 ،
- نسخة طبق الأصل من عقد الفريضة مصادق عليها ، لتحديد هوية ذوي الحقوق وعند الإقتضاء مستخرج من عقد الحالة المدنية فيما يخص الأشخاص الذين لم يردوا في عقد الفريضة ، يثبت صفتهم كذوي حقوق حسب نص المادة 09 من المرسوم الرئاسي 93.06 بما في ذلك الأزواج من ديانة غير الإسلام والأبناء المكفولون أو الذين يعتبرون من هذا القبيل ،
- نسخة من الحكم الذي يعين القيم ، عندما لا تدفع حصة المعاش الآيلة إلى الأبناء ، إلى الأم أو الأب ،
- مقرر تخصيص وتوزيع معاش الخدمة أو الرأسمال الوحيد.

يتم تسوية هذه النفقات عن طريق المحاسبين المعينين وذلك بتحويلها إلى الحساب الجاري البريدي للمستفيدين منها.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات
- للإعلام :
- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الداخلية والجماعات المحلية
- الولاية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية

## تعليمية رقم 17 المؤرخة في 2006/05/15

**الموضوع :** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.075 "صندوق تعويض ضحايا الإرهاب". كفاءات تنفيذ النفقات المدرجة ضمن تعويضات ضحايا المأساة الوطنية.

**المرجع :** - الأمر رقم 01.06 المؤرخ في 2006/02/27 المتضمن تطبيق ميثاق السلم والمصالحة الوطنية.

- المرسوم الرئاسي رقم 06-93 المؤرخ في 2006/02/28 المتعلق بتعويض ضحايا المأساة الوطنية.

- المرسوم التنفيذي رقم 47-99 المؤرخ في 1999/02/13 لاسيما المواد من 105 إلى 111 منه

التي تحدد كفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.075 "صندوق تعويض ضحايا الإرهاب".

- تعليمية رقم 07 المؤرخة في 1998/03/03.

- تعليمية رقم 33 المؤرخة في 1999/07/31.

يتم التكفل بأحكام المواد من 34 إلى 47 من المرسوم الرئاسي رقم 06-93 المؤرخ في 2006/02/28 ، المطبق للأمر 04.06 المؤرخ في 2006/02/27 المتضمن تطبيق ميثاق السلم والمصالحة الوطنية ، ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302.075 "صندوق تعويض ضحايا الإرهاب" ، و بموجبها يتم منح التعويضات بصرف معاشات الشهرية أو رأسمال إجمالي لفائدة ذوي الحقوق من ضحايا المأساة الوطنية سواء ا كانوا تابعين للقطاع الإقتصادي العمومي أو الخاص أو بدون عمل.

تهدف التعليمية هذه إلى تحديد كفاءات تطبيق تنفيذ النفقات التي يتعلق بها الأمر.

### 1- أحكام محاسبية

للسماح بتقييد النفقات المدرجة في هذا الإطار ، قد تم فتح في مدونة حساب الخزينة الحسابات رقم 302.075 "صندوق تعويض ضحايا الإرهاب" والحساب رقم 322.075 المعنون "نفقات محولة للمحاسب الرئيسي لحساب صندوق تعويض ضحايا الإرهاب" السطر 005 المعنون "تعويضات ذوي الحقوق وضحايا المأساة الوطنية".

- معاشات شهرية

- رأسمال إجمالي

## 2- تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية

تسوية النفقات التي تدخل في هذا الإطار تتم بواسطة المحاسبين المعيّنين طبقاً لأحكام المواد 13 ، 14 و 15 من المرسوم الرئاسي رقم 124.06 المؤرخ في 27 مارس 2006 ، على أساس قرار فردي تصدره اللجنة الولائية التي ستنشأ لهذه الغاية.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ. لخضاري

### المرسل إليهم :

#### للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

#### للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة التشغيل والتضامن الوطني
- الولاية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- المديريات الجهوية للخزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية

## 1- أحكام محاسبية

للسماح بتقييد النفقات من هذا النوع ، يفتح في مدونة حساب الخزينة ضمن حسابات التخصيص الخاص رقم 302.069 الصندوق الخاص بالتضامن الوطني والحساب رقم 302.069 نفقات للتحويل للمحاسب الرئيسي لحساب الصندوق الخاص بالتضامن الوطني الأسطر التالية :

### - في باب الإيرادات :

- السطر 004 : تخصيصات بعنوان إعانة ممنوحة من طرف الدولة للأسر المحرومة التي أبتليت بضلوع أحد أقاربها في الإرهاب.

- السطر 005 : تخصيصات بعنوان تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية.

### - في باب النفقات :

- السطر 002 : إعانات الدولة للأسر المحرومة التي أبتليت بضلوع أحد أقاربها في الإرهاب.

- السطر 003 : تعويضات الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية

يتم تحرير حوالة النفقات من طرف المدراء التنفيذيين للولاية الممثلين للوزير المكلف بالتضامن الوطني على صندوق أمناء خزائن الولايات المعينين ، ويترتب عن ذلك استظهار الوثائق الثبوتية التالية.

## 1- إعانة الدولة لذوي الحقوق من الأسر التي أبتليت بضلوع أحد أقاربها في الإرهاب

- مقرر تخصيص إعانة الدولة وتوزيعها المشار إليه في المادة 12 من المرسوم الرئاسي رقم 94.06 المؤرخ في 2006/02/28 ،

- نسخة من عقد الفريضة مطابقة للأصل مصادق عليها لأجل تحديد هوية ذوي الحقوق ،

- مستخرج من عقد الحالة المدنية فيما يخص الأشخاص الذين لم يردوا في عقد الفريضة ، يثبت صفتهم كذوي حقوق في مفهوم المادة 06 من المرسوم السالف الذكر ، بما في ذلك الأزواج من ديانة غير الإسلام والأبناء المكفولون أو الذين يعتبرون من هذا القبيل ،

- نسخة من الحكم الذي يعين القيم ، عندما لا تدفع حصة المعاش الآيلة إلى الأبناء ، إلى الأم أو الأب.

تتم تسوية النفقات المتعلقة بإعانة الدولة بواسطة المحاسبين المعينين عن طريق تحويلها إلى الحساب الجاري البريدي للمستفيدين منها ، طبقا للتوزيع المحدد في المادة 07 من المرسوم الرئاسي رقم 94.06 المؤرخ في 2006/02/28 المشار له في المرجع.

## تعليمية رقم 16 المؤرخة في 15/05/2006

**الموضوع :** سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.069 "الصندوق الخاص بالتضامن الوطني".  
-كيفية تنفيذ النفقات المتعلقة بإعانة الدولة في إطار المأساة الوطنية.

**المرجع :** - الأمر رقم 01.06 المؤرخ في 27/02/2006 ، يتضمن تنفيذ ميثاق السلم والمصالحة الوطنية.  
- المرسوم الرئاسي رقم 94.06 المؤرخ في 28/02/2006 ، يتعلق بإعانة الدولة للأسر المحرومة التي أبتليت بظلم أحد أقاربها في الإرهاب.  
- المرسوم الرئاسي رقم 124.06 المؤرخ في 27/03/2006 ، يحدد كيفية إعادة إدماج أو تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية.  
- المرسوم التنفيذي رقم 310.94 المؤرخ في 08/10/1994 ، يتعلق بكيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.069 "الصندوق الخاص بالتضامن الوطني ، المعدل والمتمم".  
- تعليمية رقم 16 المؤرخة في 17/10/1995 معدلة ومتممة.

تحدد أحكام المرسومين الرئاسيين المذكورين في المرجع ، والمطبقين للأمر رقم 01.06 المؤرخ في 27/02/2006 المتضمن تطبيق ميثاق السلم والمصالحة الوطنية ، كيفية إعانة الدولة لذوي الحقوق من الأسر التي أبتليت بظلم أحد أقاربها في الإرهاب ، وكذا تلك المتعلقة بإعادة إدماج أو في حالة الإقتضاء تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب أفعال متصلة بالمأساة الوطنية.

وبمقتضى النصوص السالفة الذكر ، فإن هذه النفقات يتم التكفل بها ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302.069 المعنون "الصندوق الخاص بالتضامن الوطني".

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كيفية تنفيذ العمليات التي تدخل في هذا الإطار.

في هذا الإطار تسيطر الكتابات المحاسبية التالية :

**أ) على مستوى أمين خزينة ولاية الجزائر :**

- خصوم حساب 500.033/02
- أصول حساب 520.004 "حساب جاري مابين قابضي الضرائب وأمناء الخزائن الولائية".

**ب) على مستوى قبضة مديرية المؤسسات الكبرى :**

- عند إستيلاء وصل التغطية المعد من طرف أمين خزينة الولاية ، يسطر القابض المعني العمليات التالية :
- خصوم حساب 520.004
  - أصول حساب 201.011 "ناتج الجباية البترولية"

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

**للتنفيذ :**

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة
  - الخزينة الرئيسية
  - أمين خزينة الجزائر
- للإعلام :**
- مجلس المحاسبة
  - المفتشية العامة للمالية
  - مفتشية المصالح المحاسبية
  - المديرية العامة للضرائب (لتبليغ قبضة مديرية المؤسسات الكبرى
  - المديرية العامة للخرينة
  - المديرية العامة للميزانية
  - المديريات الجهوية للخرينة
  - الخزينة المركزية
  - خزائن الولاية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 14 المؤرخة في 2006/05/02 تعدل وتتم التعليمية 06 المؤرخة في 2006/03/15

الموضوع : كفيات تقييد ناتج الجباية البترولية في إطار وضع نظام RTGS-ARTS حيز التنفيذ.  
المرجع : النظام رقم 04.05 المؤرخ في 2005/10/13 المتضمن نظام التسديد الخام في الوقت الفعلي للمبالغ الضخمة والدفعات المستعجلة.

يتم دفع هذا الناتج من هنا فصاعدا حسب الإجراءات الجديدة المنصوص عليها بموجب نظام RTGS-ARTS في مجال تحويل المبالغ الكبرى.

في هذا الإطار ، عوض تسليم الصكوك المصرفية المعتادة ، تأمر سوناطراك بنكها الأولي بتحويل هذا المبلغ لصالح الحساب الجاري للخبزينة المفتوح في كتابات بنك الجزائر.

تقوم هذه الشركة وفي نفس الوقت بإيداع التصريحات المدعمة بالإشعار المدين المترتب عن نظام RTGS لدى قابض مديريةية المؤسسات الكبرى.

1- أحكام محاسبية

فور إستيلاء الإشعار الدائن المرسل من طرف بنك الجزائر في هذا الإطار ، يرسل الوكيل المحاسبي المركزي للخبزينة نسخة منه فوراً إلى قابض مديريةية المؤسسات الكبرى ويشرع في إجراء الكتابة المحاسبية التالية :

- خصوم حساب 110.001 "حساب جاري للخبزينة في بنك الجزائر"  
- أصول حساب 500.033/01 "عمليات خاصة للتحويل إلى المحاسبين العموميين من طرف الوكيل المحاسبي المركزي للخبزينة"

يرسل الوكيل المحاسبي المركزي للخبزينة كشف التحويل المعد من طرفه إلى أمين خبزينة الجزائر في نفس اليوم عن طريق الفاكس أو عن طريق الحامل.

في نفس اليوم وفور إستيلاء الكشف السالف الذكر ، يشرع أمين خبزينة الجزائر عن طريق الفاكس أو أي وسيلة أخرى في تحويل مبلغ ناتج الجباية البترولية إلى قباضة الضرائب المعنية (مديرية المؤسسات الكبرى) وذلك قصد التقييد في حساب الميزانية المناسب.

## 2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمراكز المشار إليها أعلاه ، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات و المصالح المالية" حساب فرعي رقم 38 تحت عنوان "مراكز التسهيل المؤسسات الصغيرة و المتوسطة".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

– 381 : السنة المالية الجارية،

– 383 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 38 :

في باب الإيرادات :

– الإعانات التي تمنحها الدولة و الجماعات المحلية أو المؤسسات و الهيئات العمومية الوطنية:

– إعانات الهيئات الدولية بعد ترخيص من السلطات المعنية :

– الهبات و الوصايا .

في باب النفقات :

– نفقات التسيير.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

– للتنفيذ :

– خزائن الولايات

– الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– وزارة المؤسسات الصغيرة و المتوسطة و الصناعة التقليدية

– مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

– المديرية الجهوية للخزينة

– الخزينة المركزية

– الخزينة الرئيسية.



## تعليمية رقم 13 المؤرخة في 02 ماي 2006

**الموضوع :** - التسيير المحاسبي لمراكز للتسهيل للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة.

- إنشاء حساب فرعي رقم 38 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات و مؤسسات الولايات

- المصالح المالية-".

**المراجع :** - المرسوم التنفيذي رقم 03-79 المؤرخ في 25 فيفري 2003 المحدد للطبيعة القانونية لمراكز التسهيل

للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة و مهامها و تنظيمها.

- المراسيم التنفيذية من رقم 03-389 إلى رقم 03-402 المؤرخة في 30 أكتوبر 2003 و المتضمنة إنشاء

مراكز التسهيل بالولايات الأتية : الشلف، الأغواط ، بجاية، البليدة، الجزائر، جيجل، سطيف، سيدي

بلعباس، قسنطينة، وهران، بومرداس، الوادي، تيبازة و غرداية.

- القرارات من رقم 10 إلى رقم 23 المؤرخة في 19 أفريل 2006 المتضمنة تعيين أمناء خزائن ولايات

الشلف، الأغواط ، بجاية، البليدة، الجزائر، جيجل، سطيف، سيدي بلعباس، قسنطينة، وهران، بومرداس

الوادي، تيبازة و غرداية بصفتهم أعوان محاسبين بالتوالي لدى مراكز التسهيل المنشأة بموجب

المراسيم التنفيذية المذكورة أعلاه.

### 1- أحكام عامة

بموجب المراسيم التنفيذية المشار إليها في المرجع، تم إنشاء مراكز التسهيل يخضع تسييرها لأحكام المرسوم

التنفيذي رقم 03-79 المؤرخ في 25 فيفري 2003 المذكور أعلاه.

تعد مراكز التسهيل هذه، بحكم المادة 2 من المرسوم التنفيذي رقم 03-79 المؤرخ في 25 فيفري 2003 ، مؤسسات

عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

بموجب القرارات من رقم 10 إلى رقم 23 المؤرخة في 19/04/2006 تم تعيين أمناء خزائن ولايات الشلف، الأغواط

، بجاية، البليدة، الجزائر، جيجل، سطيف، سيدي بلعباس، قسنطينة، وهران، بومرداس، الوادي، تيبازة و غرداية

بصفتهم أعوان محاسبين لدى المراكز السالفة الذكر.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تصويب رقم 11 مؤرخ في 26/04/2006 للتعليمية رقم 05 المؤرخة في 11 مارس 2006

الموضوع : نقل النفقات المقيدة في الحساب 510.007 "تسبيقات متفرقة لقابضي الوكالات المالية، أمناء خزائن البلديات وأمناء القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية للتسوية" إلى حساب نواتج الخزينة .

I- أحكام محاسبية

- على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

- عوض :  
المبالغ المقيدة من طرف أمناء الخزائن الولائية ..... بإجراء الكتابات التالية :  
- خصوم حساب 530.031  
- أصول حساب 212.001

- تقرأ :

تكون المبالغ المقيدة من طرف أمناء الخزائن الولائية في الحساب رقم 212.001 موضوع تطهير في الحساب 530.002 حساب ترتيب تمركز وتطهير لنهاية السنة "  
- خصوم حساب 530.002  
- أصول حساب 212.001

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة  
- خزائن الولاية (لتبليغ أمناء خزائن البلدية وأمناء القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية)

للإعلام :

- مجلس المحاسبة  
- المفتشية العامة للمالية  
- مفتشية المصالح المحاسبية  
- المديرية العامة للخزينة  
- المديرية العامة للميزانية  
- المديرية العامة للضرائب (لتبليغ قابضي الضرائب)  
- المديرية العامة للأموال الوطنية (لتبليغ قابضي الأملاك)  
- المديرية العامة للجمارك (لتبليغ قابضي الجمارك)  
- المديرية الجهوية للخزينة  
- الخزينة المركزية  
- الخزينة الرئيسية

– **السطر 015** : " قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 430/19 " تمويل مشروع إنجاز وتجهيز مستشفى  
الثنية بولاية بومرداس "

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ :

– الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة

للإعلام :

– مجلس المحاسبة

– المفتشية العامة للمالية

– مفتشية المصالح المحاسبية

– المديرية العامة للخرينة

– المديرية العامة للميزانية

– المديرية الجهوية للخرينة لولاية

– الخرينة المركزية

– الخرينة الرئيسية

– خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 10 مؤرخة في 2006/04/26

الموضوع : - قرض "الصندوق السعودي للتنمية" .  
- فتح حسابات.

للسماح بالتقيد في حسابات الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة للعمليات الناجمة عن إتفاق القرض المبرم بين الجزائر والصندوق السعودي للتنمية يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابات 335.017 و 432.048 مكرر الأسطر التالية :

- السطر 009 : "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 380/09 تمويل مشروع السكن الإجتماعي بولاية قسنطينة"

- السطر 010 : "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 410/13 تمويل مشروع السكن الإجتماعي في كل من ولايتي وهران ومستغانم"

- السطر 011 : "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 411/14 تمويل مشروع إنجاز وتجهيز 05 ثانويات ومدرسة أساسية في العديد من الولايات"

- السطر 012 : "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 423/16 تمويل مشروع إنجاز وتجهيز 17 مؤسسة ثانوية ومتوسطات في ولاية بومرداس"

- السطر 013 : "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 424/17 تمويل مشروع إنجاز وتجهيز مركزين للتكوين المهني في ولاية بومراس"

- السطر 014 : "قرض الصندوق السعودي للتنمية رقم 429/18 تمويل مشروع إنجاز 1000 وحدة سكنية في ولاية بومرداس"

تعليمية رقم 09 المؤرخة في 2006/04/26

الموضوع : تقييد الحصص العائدة إلى ميزانية الدولة من رسوم حماية البيئة.

المرجع : قانون رقم 21/01 المتضمن قانون المالية لسنة 2002 لاسيما المواد 203 ، 204 و 205 منه.

للسماح بتفريد ناتج الحصص العائدة إلى ميزانية الدولة من رسوم حماية البيئة المنشأة بموجب المواد 203 ، 204 و 205 من قانون المالية لسنة 2002 في كتابات أمناء الخزائن الولائية يفتح ضمن الحساب رقم 201.007 نواتج متفرقة للميزانية السطر أدناه :

- السطر 104 : حصص عائدة إلى ميزانية الدولة من رسوم حماية البيئة

سوف يقيد هذا السطر في السجلان المساعدة للمحاسبين العموميين المعينين ولا يظهر كما هو في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمية هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للضرائب ( لتبليغ قابضي الضرائب )

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

تعليمية رقم 08 مؤرخة في 2006/03/18

الموضوع : تقييد الناتج المنجمي.

المرجع : - قانون رقم 01.10 المؤرخ في 03/07/2001 المتضمن قانون المناجم .

- مرسوم تنفيذي رقم 02.471 المؤرخ في 24/12/2002 يحدد توزيع إيرادات إتاوة الإستخراج و الرسم

المساحي ما بين صندوق الأملاك العمومية المنجمية و صندوق الجماعات المحلية المشتركة .

- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 29/04/2003 المتضمن تطبيق المادة 155 من قانون المناجم ، يحدد

كيفية تسديد كل حق إتاوة أو غرامة.

- المذكرة رقم 453/وم/م ع/ض/م ع/ج/م ف ت/م 1 المؤرخة في 05/03/2006.

للسماح بتقييد و توزيع الحقوق و الرسوم الناتج المنجمي يفتح ضمن الحساب رقم 500.019 تحويل ناتج

الرسوم لأمين الخزينة الرئيسي لحساب الصندوق المشترك للجماعات المحلية السطر التالي :

- السطر 14 : ناتج 40% من مناقصات السندات المنجمية

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمية هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزائن الوليات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للضرائب ( لتبليغ لقااضي الضرائب )

- مديرية الضبط و التحديث المحاسبي

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

في حالة عدم فعالية هذا الإرسال ، عليكم الشروع بصفة إستثنائية في إرسالها عن طريق الفاكس والتي نبين أدناه الأرقام التي وضعت لهذا الغرض :

021 64.32.72 – 021 53.70 86 –

021 63.71.22 – 021 63.73.19 –

يستعمل هذا الطريق الجديد للإرسال من طرف أمناء الخزائن خلال فترة التجربة موازاة مع ذلك المنصوص عليه بموجب أحكام التعليم رقم 48 المؤرخة في 10/12/2005.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليم هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ :

– الخزينة المركزية

– الخزينة الرئيسية

– خزائن الولاية

للإعلام :

– المديرية الجهوية للخبزينة

– الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة

يجب أن يملأ هذا الطلب جيداً.

في حالة ما إذا تضمن الطلب عبارة لاشيء ، تسجل بدلا و عوض المبلغ بالرقم 0 (الصفير بالرقم) وبدلا و عوض من الحروف العبارة لاشيء .

– الزر (إصلاح) يسمح في حالة خطأ ، من إعادة إجراء الحجز ، إضغط على

بعد ذلك النقر على زر "إرسال" يظهر على شاشتكم جدولا ، يسمح لكم من التأكد من حقيقة البيانات المحجوزة على طلبكم.

– النقر على زر "تثبيت"

أرسل إذا طلب حجزكم بنجاح إلى الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

### ج) إستشارة التأكيد :

للتحقيق من تأكيد طلب الحجز عليكم إجراء مايلي :

(أ) (ي + 1) ما بين 13 سا و 16 سا 30 د

إستشارة التأكيد

– النقر على

أخذ رقم طلبكم

- يظهر تأكيدكم على شاشتكم متضمنا رقم تشخيص عملية الحجز التي تمت لصالحكم
- رقم التشخيص هو بمثابة إمضاء الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة
- يجدر بأمين الخزينة طبعه عوض وبدل ذلك المستلم سابقا عن طريق الفاكس.

لتفادي أي صعوبة يمكن أن تطرأ خلال إنجاز هذه العمليات ، على أمناء الخزائن السهر :

- شخصيا على إستعمال أرقام الخطوط التي خصصت لهم
- على المتابعة الصارمة لأسلوب الإتصال
- على إستخدام كلمة السر لمركزه المحاسبي والتي تقع على عاتقه مسؤولية إفشائها
- على دقة ومطابقة البيانات التي تضمنها طلب التزويد
- على موافات الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بالطلبات في التاريخ والتوقيت المنصوص في التعليمات رقم 48.



عند إنشاء الإتصال ، إدخال :

- إسم المستخدم : أي .....
- كلمة السر : أي .....

رقم الهاتف لمركزكم المحاسبي

- النقر على إتصل
- يوصل المودم بخادم الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- يظهر تم الإتصال

النقر على إنترنت إستكشاف ومسك الموقع : HTTPS/ 192.168.200.101

- النقر على دخول

تظهر نافذة الشرعية

- النقر على نعم

إدخال هويتكم (أي إسم الخزينة)

ويتم إعلامكم بكلمة السر فرديا.

فور إنجاز هذه الطلبات ، فإن الإتصال بقاعدة البيانات المنصبة على مستوى الوكالة المحاسبية للخزينة قد تحقق.

**(ب) تشكيل الطلب :**

يظهر (02) خياران على شاشتكم أي

2- الإطلاع على التأكيد

1- إرسال طلب

**(ب) إرسال طلب :**

إرسال طلب

- النقر على

يجب أن يرقم طلب الحجز للسماح لأمين الخزينة الإطلاع لاحقا على قاعدة البيانات الموضوعه تحت تصرفه على مستوى الخادم.

تعليمية رقم 07 المؤرخة في 2006/03/15

الموضوع : طريقة الدخول إلى طلبات الحجز بالورقة النقدية عن طريق المودم.

المرجع : التعليمية رقم 48 المؤرخة في 2005/12/10.

في إطار وضع النظام ARTS حيز الإستغلال ، حددت التعليمية رقم 48 المؤرخة في 2005/12/10 إجراء إرسال ، تثبيت و تأكيد طلبات الحجز بالعملة الورقية.

لتحسين طريقة المعالجة و السماح لأمناء الخزائن الطالبين بالدخول إلى المعلومات المتعلقة بمعالجة هذه الطلبات ، قد تم وضع خادم إستيلاء على مستوى الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

يوصف أدناه طريق الدخول الجديد و استعمال هذا البرنامج.

يتحتم على أمناء الخزائن إستعمال المواد الموجودة بحوزتهم أي :

(1) الحاسوب WINDOUS XP

(2) طابعة مشكلة

(3) المودم

(4) خط هاتفي

على غرار إجراء إرسال البيانات المحاسبية (TR6 و NC13) عن طريق المودم والتي قد تعود عليه المحاسبون ، يجب أن يخضع إرسال طلبات الحجز الصادرة في إطار نظام ARTS للمنهج المعلوماتي التالي :

**أ) العمل الإفتتاحي :**

– تشكيل المودم

– إحداث إتصال تحت إسم "الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة"

– إحداث مختصره على مكتب

في هذا الإطار تسطر الكتابات المحاسبية التالية :

**أ) على مستوى أمين خزينة ولاية الجزائر :**

- خصوم حساب 500.033/02
- أصول حساب 520.004 "حساب جاري مابين قابضي الضرائب وأمناء الخزائن الولائية".

**ب) على مستوى قبضة مديرية المؤسسات الكبرى :**

- عند إستيلاء وصل التغطية المعد من طرف أمين خزينة الولاية ، يسطر القابض المعني العمليات التالية :
- خصوم حساب 520.004 السطر 002 "عمليات سحب الأموال في إطار RTGS " والذي يفتح في مدونة حسابات الخزينة.
  - أصول حساب 201.011 "ناتج الجباية البترولية"

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليلة هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي  
خ. لخضاري

**المرسل إليهم :**

**للتنفيذ :**

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
  - الخزينة الرئيسية
  - أمين خزينة الجزائر
- للإعلام :**
- مجلس المحاسبة
  - المفتشية العامة للمالية
  - مفتشية المصالح المحاسبية
  - المديرية العامة للضرائب (لتبليغ قبضة مديرية المؤسسات الكبرى
  - المديرية العامة للخزينة
  - المديرية العامة للميزانية
  - المديرية الجهوية للخزينة
  - الخزينة المركزية
  - خزائن الولاية

تعليمية رقم 06 المؤرخة في 2006/03/15

الموضوع : كفيات تقبيد ناتج الجباية البترولية في إطار وضع نظام ARTS-RTGS حيز التنفيذ.  
المرجع : النظام رقم 04.05 المؤرخ في 13/10/2005 المتضمن نظام التسديد الخام في الوقت الفعلي للمبالغ الضخمة والدفعوات المستعجلة.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح الكفيات العملية لتقبيد ناتج الجباية البترولية.

يتم دفع هذا الناتج من هنا فصاعدا حسب الإجراءات الجديدة المنصوص عليها بموجب نظام ARTS-RTGS في مجال تحويل المبالغ الكبرى.

في هذا الإطار ، عوض تسليم الصكوك المصرفية المعتادة ، تأمر سوناطراك بنكها الأولي بتحويل هذا المبلغ لصالح الحساب الجاري للخرينة المفتوح في كتابات بنك الجزائر.

1- أحكام محاسبية

عند إستيلاء الإشعار الدائن المرسل من طرف بنك الجزائر في هذا الإطار ، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة في إجراء الكتابة المحاسبية التالية :

- خصوم حساب 110.001 "حساب جاري للخرينة في بنك الجزائر"  
- أصول حساب 500.033/01 "عمليات خاصة للتحويل إلى المحاسبين العموميين من طرف الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة"

يرسل الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة كشف التحويل المعد من طرفه إلى أمين خزينة الجزائر في نفس اليوم عن طريق الفاكس.

فور إستيلاء الكشف السالف الذكر ، يشرع أمين خزينة الجزائر في تحويل مبلغ ناتج الجباية البترولية إلى قباضة الضرائب المعنية (مديرية المؤسسات الكبرى) وذلك قصد التقييد في حساب الميزانية المناسب.

## – على مستوى أمناء الخزائن الولائية :

فور إستيلاء تحويل النفقات وعلى أساس البيانات المذكورة أعلاه ، يشرع أمناء الخزائن الولائية الوصية في إجراء الكتابات التالية :

- خصوم حساب 212.001 "دفع للتقييد لحساب نفقات عادية للميزانية"
- أصول حساب 520.004 – 520.005 – 520.006 – 520.010 حسب الحالة

تكون المبالغ المقيدة من طرف أمناء الخزائن الولائية في الحساب 212.001 موضوع تطهير في الحساب 530.031 "عمليات للتقييد لحساب ترتيب تمركز وتطهير لنهاية السنة" بإجراء الكتابات التالية :

- خصوم حساب 0530.031
- أصول حساب 212.001

عند إستيلاء البيانات المرسله إليه من طرف أمناء الخزائن ، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في عمليات التقييد لهذه المبالغ في حساب نواتج الخزينة.

يبقى متفقاً عليه بأن النفقات المقيدة بتاريخ 31 ديسمبر 2003 في الحساب 510.007 والتي ستحول إلى حساب نواتج الخزينة ، لا يمكنها في أي حال من الأحوال أن تنسب إلى عمليات يشوبها طابع غير نظامي ، من شأنها إقحام مسؤولية المحاسبين العموميين المعنيين.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمه هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
  - خزائن الولاية (لتبليغ أمناء خزائن البلدية وأمناء القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية)
- للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للضرائب (لتبليغ قابضي الضرائب)
- المديرية العامة للأموال الوطنية (لتبليغ قابضي الأملاك)
- المديرية العامة للجمارك (لتبليغ قابضي الجمارك)
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية

تعليمة رقم 05 مؤرخة في 2006/03/11

الموضوع : نقل النفقات المقيمة في الحساب 510.007 "تسبيقات قابضي الوكالات المالية ، أمناء الخزائن البلدية وأمناء خزائن القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية للتسوية" إلى حساب نواتج الخزينة .  
المرجع : القانون رقم 16.05 المؤرخ في 2005/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 76 منه .

نصت أحكام المادة 76 من قانون المالية لسنة 2006 على نقل النفقات ذات طابع ميزانية المقيمة في كتابات قابضي الوكالات المالية ، أمناء الخزائن البلدية وأمناء خزائن القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية في الحساب رقم 510.007 "تسبيقات قابضي الوكالات المالية ، أمناء الخزائن البلدية وأمناء خزائن القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية للتسوية" والتي يتم تسويتها بتاريخ 31 ديسمبر 2003 لانعدام إتمادات الميزانية إلى حساب نواتج الخزينة .

تهدف التعليمة هذه إلى توضيح الكيفيات العملية لتقييد العمليات التي تدخل في هذا الإطار .

I - أحكام محاسبية

للسماح بتحقيق العمليات الناجمة عن المادة 76 من قانون المالية لسنة 2006 ، يقوم قابضو الوكالات المالية وأمناء الخزائن البلدية بإعداد بيان تسرد فيه النفقات من هذا القبيل والتي بقيت لغاية 31 ديسمبر 2003 في الحساب 510.007 .

يجب أن تكون هذه البيانات مؤشر عليها من طرف مدراء الضرائب للولاية الوصية لها على التوالي .

يحتفظ بالوثائق الثبوتية الخاصة بهذه العمليات على مستوى المحاسبين المعنيين قصد المراقبة من طرف الهيئات المؤهلة .

ينجر عن دفع النفقات من هذا القبيل إلى أمناء الخزائن الولائية الوصية لها إجراء الكتابات المحاسبية التالية :

- على مستوى الوكالات المالية وأمناء الخزائن البلدية والقطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية :

- خصوم حساب 520.004 - 520.005 - 520.006 - 520.010 حسب الحالة

- أصول حساب 520.015

يرسل الميزان الشهري لحسابات وسطور قباضة مديرية المؤسسات الكبرى إلى أمين خزينة ولاية الجزائر في 02 من كل شهر كأقصى حد.

تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 78 المؤرخة في 17/08/1991 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه وإبلاغي بكل صعوبة قد تعترضكم.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- أمين خزينة ولاية الجزائر

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للضرائب (مع التبليغ لقباضة المؤسسات الكبرى)
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولاية (48)

تعليمية رقم 04 مؤرخة في 2006/03/11 تعدل وتتم  
التعليمية رقم 78 المؤرخة في 1991/08/17 معدلة ومتممة

الموضوع : التوقيف الشهري لكتابات قابضي الوكالات المالية.

المرجع : - القانون رقم 303.02 المؤرخ في 2002/09/28 يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 60.91 المؤرخ في 1991/02/23 معدل ومتمم يحدد تنظيم وصلاحيات المصالح الخارجية للإدارة الجبائية .  
- التعليمية رقم 78 المؤرخة في 1991/08/17.

أنشأت أحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع مديرية المؤسسات الكبرى.

إن قبضة مديرية المؤسسات الكبرى هي مركز محاسبي تابع لخزينة ولاية الجزائر على الصعيد المحاسبي.

للسماح بتوقيف كتابات آخر الشهر للقباضة السالفة الذكر- تعدل وتتم أحكام العنوان 1 الفصل 2 من التعليمية رقم 78 المؤرخة في 1991/08/17 على النحو التالي :

- الفرع 3 : توقيف كتابات آخر الشهر.

إن قابضي الضرائب ..... (بدون تغيير حتى) .....25 من الشهر .

فيما يخص قبضة مديرية المؤسسات الكبرى فيحدد توقيف الكتابات في 31 من الشهر.

- الفرع 4 : الوثائق الدورية.

بعد توقيف .....(بدون تغيير حتى)..... لأمني خزينة الولاية الوصية.



يضع بنك الجزائر تحت تصرف المراكز المحاسبية للخبزفة ببيانات إحصائية مترتبة عن نظام التعويض الآلي وكذا الإشعارات الدائنة والمدينة المتعلقة بالعمليات المسلمة والمستلمة.

يتم إعداد بيان تقارب للحركات الشهرية للعمليات التي تمت في إطار أحكام التعليمات هذه من خلال الحساب الجاري للخبزفة في بنك الجزائر من طرف المراكز المحاسبية للخبزفة.

فيما يخص العمليات المنجزة في إطار نظام التعويض الجديد فلا تشمل بيانات التقارب (اضه) المعدة شهريا من طرف أمناء الخزائن والمؤشر عليها للموافقة من طرف مصالح بنك الجزائر، أي إشعار دائن أو مدين منتظر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيد :

- الخبزفة المركزية
- الخبزفة الرئيسية
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخبزفة
- المديرية العامة للميزانية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزفة
- المديريات الجهوية للخبزفة
- بنك الجزائر
- البنك الوطني الجزائري
- البنك الخارجي الجزائري
- بنك الفلاحة والتنمية الريفية
- بنك التنمية المحلية
- القرض الشعبي الجزائري
- الصندوق الوطني للتوفير والإحتياط

- إسم الساحب :
- التاريخ :
- الإمضاء :
- المبلغ موقوف بالأرقام والحروف.

يحتفظ بنك الجزائر بنسخة من الكشف. تسلم بنك الجزائر النسخة الثانية إلى مراسل الخزينة وتعتبر بمثابة إشعار باستيلاء التسليم.

تكون النسخة الثالثة والأخيرة بمثابة إعفاء عند إسترجاع الصكوك إلى الخزينة المعنية من طرف بنك الجزائر بعد معالحتها من طرف هذه الأخيرة ، يقوم أمين الخزينة بعد ذلك بإرسال هذه الصكوك إلى البنوك المسحوبة.

### III- أحكام متعلقة بالصكوك غير المضبطة

يستثنى من نظام تعويض دفعوات الكتلة الصكوك غير المضبطة والتي قد تم إصدارها بتاريخ هذه التعليمات.

بصفة إنتقالية ولفترة محددة ، يجب أن تودع الصكوك من هذا القبيل بموجب كشف خاص وتكون موضوع معالجة خاصة وتبادل في غرفة التعويض اليدوي ،

### IV- أحكام متفرقة

يقوم بنك الجزائر و مقابل الإعفاء بتسليم الفهارس التالية المتعلقة بما يلي إلى مصالح الخزينة :

- بالعمليات المسحوبة من صندوق المراكز المحاسبية المعنية للخزينة وذلك قصد التحقيق :
- مختلف الصكوك المرفوضة للمشاركين الآخرين.

تسلم فهارس المعطيات و/أو الصور على ركيزة مغناطيسية ويمكن إستغلالها إنطلاقا من حاسوب مجهز بالمعلوماتية المناسبة مزودة من طرف بنك الجزائر.

فضلا عن ذلك ، يسلم المركز المحاسبي إلى بنك الجزائر مقابل إعفاء الصكوك المرفوضة مبررة قانونا والمتعلقة بالعمليات المستلمة سابقا.

يتم هذا التسليم عن طريق ركيزة مغناطيسية مستغلة مباشرة في نظام تعويض دفعوات الكتل. يتم موافاة الصكوك المرفوضة للخزينة إلزاما من طرف أمناء الخزائن إلى بنك الجزائر على الساعة 10سا و30د من يوم تسوية العمليات المعنية كأقصى حد.

في حالة تجاوز هذا الأجل ، تقيد بنك الجزائر مبلغ الرفض في الحساب الجاري للخزينة لبنك الجزائر ومقابل عملية الخصم هذه سوف يوضع على عاتق المحاسب العمومي المعين والذي يقوم بمواصلة التسوية طبقا للإجراءات النظامية المعمول بها.

## **يكلف مراسل الخزينة بـ :**

– في مرحلة الذهاب :

- إيداع الصكوك الصادرة لصالح الخزينة للتسليم للقبض :
- تسليم الصكوك المرفوضة المسحوبة على الخزينة والمتعلق بالعمليات المستلمة سابقا :
- إستيلاء تسجيلات المعطيات وصور العمليات المسحوبة على صندوق المركز المحاسبي ( الخزينة المركزية ) الخزينة الرئيسية خزائن الولاية).

– في مرحلة الإياب :

- إسترجاع الصكوك المرفوضة الصادرة عن المشاركين الآخرين على العمليات المستلمة في مرحلة الذهاب :
- إستيلاء الصكوك المعالجة والمقبولة للقبض :
- إستيلاء تقارير العمليات المترتبة عن نظام تعويض دفعات الكتلة.

يعاد إسترجاع الصكوك المصرفية المعالجة والمقبولة للقبض لصالح الخزينة العمومية من طرف بنك الجزائر مقابل إعفاء للخزينة المسلمة والمكلفة بإرسالها إلى البنوك المسحوبة.

## **II - 2- مواقيت التسليم والإستيلاء**

يتم تسليم واسترجاع الصكوك المضبطة من طرف مراسل الخزينة لدى بنك الجزائر حسب المواقيت المبينة أدناه :

– الصباح : قبل 10 سا و 30د

– بعد الظهر : بين 15 سا و 30د و 16 سا

عند الإقتضاء يمكن أن يكون هذا التوقيت موضوع تعديل. يعلم بنك الجزائر في الوقت المناسب المديرية العامة للمحاسبة بكل تعديل من شأنه أن يطرأ في هذا الشأن.

## **II-3- كيفيات تسليم الصكوك**

يقدم تسليم الصكوك بموجب كشف إرسال متميز حسب ما إذا تعلق الأمر بصكوك صادرة لتسديد ضريبي حقوق ورسومات أو صكوك إيداعات خاصة.

يجب أن تشمل هذه الكشوفات حسب النموذج الموحد والمعدة في ثلاث (03) نسخ :

– رقم الترتيب للصكوك المسجلة في الكشف :

– رقم الصك :

– تاريخ إعداد الصك :

– البنك المسحوب مع رمز الوكالة :

– مبلغ الصك :

## تعليمية رقم 03 مؤرخة في 2006/02/28

الموضوع : كفيات المعالجة الآلية للذكوك المودعة للقبض (وضع حيز التنفيذ نظام التعويض).  
المرجع : الإتفاقية بنك الجزائر-المديرية العامة للمحاسبة المؤرخة في 12 فيفري 2006 التي تسير مؤقتا كفيات معالجة الذكوك المسلمة من طرف الخزينة العمومية ضمن نظام التعويض الآلي ما بين البنوك والمسمى "ATCI".

### I - أحكام عامة

في إطار مشروع تحديث أنظمة معالجة دفعات الكتلة ، تقوم الإتفاقية المشار إليها في المرجع بتنظيم كفيات المعالجة الآلية للذكوك المودعة والمستلمة من طرف الخزينة العمومية مؤقتا.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح الكفيات العملية للتكفل بالذكوك خلال المرحلة الإنتقالية فيما يخص التعويض الآلي.

### يتعلق الأمر خاصة بـ :

- الذكوك المسحوبة على المشاركين في نظام تعويض دفعات الكتلة لصالح الخزينة العمومية ،
- الذكوك المسحوبة على صناديق الخزينة العمومية والمقدمة من طرف المشاركين في النظام.

تمثل الخزينة العمومية بصفتها المشارك الغير المباشر في نظام تعويض دفعات الكتلة من طرف بنك الجزائر.

### II- تسليم الذكوك المضبطة المودعة للقبض

#### II -1- دور مراسل الخزينة

يتم تسليم الذكوك المضبطة واستيلاء ذكوك الخزينة المسلمة للقبض من طرف البنوك لدى بنك الجزائر من طرف مراسل الخزينة يعينه رئيس المركز المعني ( أمين الخزينة المركزية ؤ أمين الخزينة الرئيسية ؤ أمناء خزائن الولاية) معتمد قانونا من طرفه لدى الهيئة المالية السالفة الذكر.

تصويب رقم 02 مؤرخ في 2006/02/07 للتعليمية رقم 48 المؤرخة في 2005/12/11

الموضوع : كفيات تزويد وإخلاء صناديق المحاسبين العموميين في إطار نظام RTGS-ARTS.

**II - أحكام تتعلق بعمليات سحب الأموال**

ج) على مستوى الفرع :

- عوض :

يتم تسليم الأموال على مستوى ..... الحفظ بدلا من الصك التقليدي الصادر عن بنك الجزائر.

- يقرأ :

يتم تسليم الأموال على مستوى المقر المحلي لبنك الجزائر والذي يتقدم إليه أمين الخزينة أو ممثله معتمد قانونا ومصوبا برقم تشخيص عملية الحفظ و من الصك التقليدي الصادر عن بنك الجزائر ومصوبا برقم تشخيص عملية الحفظ و من الصك التقليدي الصادر عن بنك الجزائر.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

المرسل إليهم

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية .
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخبزينة
- المديريات الجهوية للخبزينة

يسجل هذا السطر في الدفاتر المساعدة للمحاسبين العموميين المعينين ولا يظهر كما هو في مدونة حسابات الخزينة.

يتم التقييد النهائي لمبلغ ناتج غرامة التبرئة في السطر 103 من طرف المحاسب المعين بعد إصدار سند تحصيل من طرف مصالح مديرية التجارة للولاية .

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام التعليمات هذه.

إمضاء: مدير التنظيم المحاسبي

خ.لخضاري

**المرسل إليهم :**

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- خزائن الولاية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية

تعليمية رقم 01 المؤرخة في 2006/01/23

الموضوع : غرامة التبرئة على الصكوك غير المدفوعة.

المرجع : - القانون رقم 02.05 المؤرخ في 2005/02/06 يعدل ويتمم الأمر رقم 59.57 المؤرخ في 1975/09/26 المتضمن القانون التجاري لاسيما المادة 526 مكرر فقرة 4 و 5.

1- أحكام عامة

أنشأت أحكام المادة 526 مكرر فقرة 4 و 5 من القانون المشار إليه في المرجع غرامة التبرئة على الصكوك غير المدفوعة لفائدة ميزانية الدولة.

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كيفية تقييد الناتج المذكور أعلاه.

2- أحكام محاسبية

للسماح بتفريد ناتج غرامة التبرئة على الصكوك غير المدفوعة في كتابات أمناء خزائن الولايات ، يفتح ضمن الحساب رقم 201.007 "نواتج متفرقة للميزانية" السطر أدناه :

السطر 103 : "غرامة التبرئة على الصكوك غير المدفوعة".

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي



# تعليمات

40	2006/11/14	– التسيير المحاسبي للوكالة الجزائرية للإشعاع الثقافي. – إنشاء حساب فرعي رقم 05 ضمن الحساب رقم 402 003 “المؤسسات العمومية الوطنية – المصالح المالية–”.
41	2006/11/14	– التسيير المحاسبي للمركز الوطني للمخطوطات. – إنشاء حساب فرعي رقم 07 ضمن الحساب رقم 402 003 “المؤسسات العمومية الوطنية – المصالح المالية–”.
42	2006/12/20	سير حساب التخصيص الخاص رقم 107.302 “صندوق دعم الإستثمارات”.
43	2006/12/20	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 “صندوق المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الإقتصادية وقمع الغش”.
44	2006/12/20	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.103 “صندوق ضبط الإيرادات”
45	2006/12/20	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.102 “صندوق ترقية التنافسية الصناعة”
46	2006/12/25	سير حساب التخصيص الخاص رقم 062.302 “الربح في نسبة الفوائد”. – فتح أسطر.
47	2006/12/25	كيفية تطبيق أحكام الاتفاقية التي تسيير العلاقات بين الخزينة و مصالح بريد الجزائر في مجال دفعالمنح الجزائرية وجوات دفع النفقات الخارجة عن المصلحة
<b>مناشير</b>		
01	2006/02/21	ترميز الأمرين بالصرف.
02	2006/11/19	ترميز الأمرين بالصرف.
03	2006/12/12	أمن المراكز المحاسبية
04	2006/12/25	ترميز الأمرين بالصرف.

73	قرض "الصندوق السعودي للتنمية رقم 15/412"	2006/09/02	28
75	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي" الفلاحية.	2006/10/02	29
77	– التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية العليا للسياحة. – إنشاء حساب فرعي رقم 57 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية – المصالح المالية –".	2006/10/09	30
79	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.050 "الصندوق الوطني للسكن" فتح أسطر.	2006/11/04	31
81	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 "الربح في نسبة الفوائد". – فتح أسطر.	2006/11/04	32
84	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 "الصندوق الوطني للضبط و التنمية الفلاحية" فتح أسطر.	2006/11/04	33
87	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.080 "الصندوق الوطني لإعانة الصيد البحري و تربية المائيات" فتح أسطر.	2006/11/04	34
88			
90	سير حساب التخصيص الخاص رقم 30.109 "صندوق مكافحة التصحر و تنمية الإقتصاد الرعوي و السهوب" فتح أسطر.	2006/11/04	36
92	إفقال سطور ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية – المصالح المالية–"	2006/11/06	37
95	– التسيير المحاسبي للوكالة الوطنية للتغيرات المناخية.	2006/11/08	38
98	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.111 "صندوق التنمية الريفية و استصلاح الأراضي عن طريق الإمتياز". – فتح أسطر.	2006/11/08	39

13	2006/05/02	التسيير المحاسبي لمراكز للتسهيل للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة.
14	2006/05/02	كيفية تقييد ناتج الجباية البترولية في إطار وضع نظام إئؤش-إغؤؤ حيز التنفيذ.
16	2006/05/15	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.069 "الصندوق الخاص بالتضامن الوطني". -كيفية تنفيذ النفقات المتعلقة بإعانة الدولة في إطار المأساة الوطنية.
17	2006/05/15	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.075 "صندوق تعويض ضحايا الإرهاب". كيفية تنفيذ النفقات المدرجة ضمن تعويضات ضحايا المأساة الوطنية.
18	2006/06/24	تقييد النواتج المنجمية.
19	2005/07/17	الصندوق المقابل الجزائري-الإيطالي.
20	2006/07/10	سير حساب التخصيص الخام رقم 1302.121 "الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي".
22	2006/08/22	رصد الديون وتسديد الفوائد على التأخير الناجمة عن تنفيذ الصفقات العمومية المرهونة لصالح صندوق ضمان الصفقات العمومية
23	2006/08/30	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.123 "الصندوق الوطني للتراث الثقافي".
24	2006/08/30	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.124 "الصندوق الوطني لتأهيل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة".
25	2006/08/30	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.084 "الصندوق الخاص لترقية الصادرات".
26	2006/08/30	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 "الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي".
27	2006/09/02	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.065 "للبيئة و إزالة التلوث".

# فهرس

القوانين التي أنشئت في سنة 2006

رقم	تاريخ	الموضوع	الصفحة
		<b>تعليمات</b>	
01	2006/01/23	غرامة التبرئة على الصكوك غير المدفوعة.	
02	2006/02/07	كيفية تزويد وإخلاء صناديق المحاسبين العموميين في إطار نظام ARTS-RTGS.	
03	2006/02/28	كيفية المعالجة الآلية للصكوك المودعة للقبض (وضع حيز التنفيذ نظام التعويض).	
04	2006/03/11	التوقيف الشهري لكتابات قابضي الوكالات المالية.	
05	2006/03/15	نقل النفقات المقيدة في الحساب 510.007 تسبيقات قابضي الوكالات المالية ، أمناء الخزائن البلدية وأمناء خزائن القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية للتسوية إلى حساب نواتج الخزينة .	
06	2006/03/15	كيفية تقييد ناتج الجباية البترولية في إطار وضع نظام ARTS-RTGS حيز التنفيذ.	
07	2006/03/06	طريقة الدخول إلى طلبات الحجز بالورقة النقدية عن طريق المودم.	
08	2006/03/18	تقييد الناتج المنجمي.	
09	2006/04/26	تقييد الحصص العائدة إلى ميزانية الدولة من رسوم حماية البيئة.	
10	2006/04/26	– قرض "الصندوق السعودي للتنمية" . – فتح حسابات.	
11	2006/04/26	نقل النفقات المقيدة في الحساب 510.007 تسبيقات متفرقة لقابضي الوكالات المالية، أمناء خزائن البلديات وأمناء القطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية للتسوية إلى حساب نواتج الخزينة .	

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية و الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم المحاسبي

**مجموعة**

# التعليمات و المناشير

2006